

**Forte hausse du dollar
avant l'annonce
du plan Carter**

Washington taxerait
une partie du pétrole importé
LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 M. ;
Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,
13 L. ; Canada, 9,95 Cdn. ; Danemark, 220 F CFA ;
Espagne, 50 pes. ; France, 2,20 F ; Grèce, 125 dr. ;
Irlande, 30 p. ; Italie, 275 L. ; Japon, 125 ¥ ;
Liban, 275 L. ; Luxembourg, 13 F. ;
Norvège, 120 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal,
20 esc. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Suède, 120 kr. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 20 cts ; Venezuela, 20 Bs.
Tant des abonnements : 30 F.
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C. C. P. 4307-23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

« Éclairés » contre conservateurs à Pretoria

La vieille querelle qui oppose, au sein de la communauté blanche d'Afrique du Sud, les « éclairés » (« Verligte ») aux conservateurs crispés sur leurs certitudes (« Versteëde »), a pris un tour plus aigu. Les « éclairés », dont le premier ministre, M. Botha, tente de faire privilégier certaines thèses — estimant que des réformes sont indispensables si l'on veut faire accepter la coexistence d'un État blanc et d'une constellation de petits « États noirs ». Les conservateurs résistent à cette analyse, persuadés que la moindre concession ne peut entraîner la déroute de cette assemblée de l'homme blanc, dont ils croient trouver dans la Bible l'immutabilité proclamation.

Alors que M. Botha vient d'écrire une lettre au parti national au pouvoir entre ses deux tendances, en s'accommodant de la rébellion ouverte de l'un de ses ministres, M. Treurnicht, champion infatigable de la ségrégation la plus stricte, la contre-offensive conservatrice a pris, jeudi, la forme de vigoureses déclarations de M. Vorster, faites devant le « club africain » de Bloemfontein. L'ancien premier ministre, qui avait dû se retirer à la suite du trépas d'un « scandale de l'information » l'année dernière, n'a pas ménagé ses mots pour signifier la « politique réformatrice de son gouvernement.

Proclamant que tout adversaire du « développement séparé », qui consommerait et institutionnalisait la ségrégation, « n'est pas un ami de l'Afrique du Sud », M. Vorster s'est opposé à tout assouplissement de l'apartheid, même « mesquin » (« petty apartheid »), fait ce dans le sport ou l'éducation. À ses yeux, il importe de refuser aux Noirs la nationalité sud-africaine car « le jour où nous les acceptons comme citoyens, les demandes ne cessent pas d'affluer pour que nous les acceptions dans notre Parlement ». Se référant à une « mission en Afrique australe », à laquelle « Dieu nous a appelé », M. Vorster a visiblement tenu à donner à son retour au devant de la scène un caractère spectaculaire et le sens d'une déclaration de guerre aux « éclairés » et à M. Botha, dont il avait d'ailleurs tenté d'entraver l'accès au poste de premier ministre.

Dans cet affrontement, toutefois, il est évident que la principale préoccupation des antagonistes est de ne pas créer l'irréparable. En effet, le conflit divise profondément aussi bien le parti au pouvoir que les Églises. La principale d'entre elles, l'Église réformée hollandaise (N.G.K.), s'est prononcée le 11 mars pour la suppression progressive de l'un des aspects les plus choquants de la ségrégation, le « club blanc ». Les relations raciales interraciales. Dès le lendemain, la « branche » blanche de l'Église — qui comporte également des « branches » noires, métisses et indiennes — réaffirmait que cette loi devait être maintenue et même étendue aux rapports entre métis et indiens qui, actuellement, ne relèvent pas du code pénal.

Dans le parti comme dans l'Église, des communications partiellement contradictoires réaffirment donc les positions des deux tendances, alors que chacune rejette l'idée de la sécession. Il est évident que la tension a été grandement accrue par la victoire, dans la Rhodésie voisine, de M. Robert Mugabe. Le succès étonnant de celui qui, aux yeux des Blancs d'Afrique du Sud, est d'abord en dépit de ses déclarations conciliantes, un « communiste » oblige le dernier « pouvoir blanc » du continent à un effort de réflexion sur son destin et sur la validité de la doctrine politico-religieuse qui, jusqu'à ce jour, en a été le fondement.

LA CRISE AFGHANE ET SES CONSÉQUENCES

Moscou exhorte l'Europe à prendre ses distances à l'égard de Washington

La résistance islamique afghane paraît avoir réussi à contenir, et, dans certains cas, à mettre en échec l'offensive soviétique lancée la semaine dernière dans les provinces du Nord-Est. Les organisations de combattants, à Peshawar, au Pakistan, font, en effet, état de succès remportés, notamment dans le Khunar, après les revers subis, précédemment, par les guérilleros dans cette province.

À Moscou, où est arrivé, jeudi 13 mars, M. Dost, ministre afghan des affaires étrangères, les commentateurs continuent d'exhorter les pays européens à s'opposer au « diktat » américain et à leur engager à jouer un rôle de médiateur entre les États-Unis et l'U.R.S.S. La position de Moscou, quant à une éventuelle neutralisation de l'Afghanistan, reste cependant toujours aussi négative. Mercredi, M. Brzezinski, conseiller de M. Carter, avait invité les Occidentaux à réagir de « façon tangible au défi soviétique ».

De notre correspondant

Moscou. — Dans les discours qu'ils tiennent à leurs interlocuteurs occidentaux et dans les messages qu'ils font parvenir aux hommes d'État, les dirigeants soviétiques exposent leur position en trois points : ils expliquent que la tension internationale a été créée par les États-Unis avant les événements d'Afghanistan ; ils répètent les arguments développés par M. Brejnev sur les raisons de leur présence dans ce pays en insistant sur les impératifs de la sécurité de l'U.R.S.S. ; ils insistent enfin sur le rôle que l'Europe devrait jouer dans la maintenance de la détente Est-Ouest si elle ne prêtait pas l'oreille aux appels d'outre-Atlantique.

Sur le troisième point — le rôle de l'Europe — les commentateurs continuent parfois des nuances appréciées.

Les journaux ont abondamment donné leur point de vue sur les visites du chancelier Schmidt à Washington et du président français au Proche-Orient. Cela leur a permis de distinguer les positions française et ouest-alle-

mande et de montrer quel était, à leur avis, le « bon choix » pour l'Europe occidentale. À l'occasion, ils laissent entendre par des rappels discrets des divergences passées que la bonne volonté qu'ils manifestent envers les Européens pourrait céder la place à des critiques plus violentes si ceux-ci ne répondaient pas à leur attente.

L'U.R.S.S. s'est, dans un premier temps, efforcée de séparer les gouvernements du Vieux Continent à l'entente avec elle pour sauver la détente, non sans agiter la menace d'un conflit mondial dont l'Europe serait la première victime. Moscou avait tenu le même langage avant la décision de l'OTAN sur le développement des nouvelles « forces nucléaires de théâtre », mais l'effet recherché n'avait pas été complètement atteint. Cette fois encore, de telles menaces paraissent être « contreproductives ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie préparent des « contre-Jeux olympiques »

Des représentants des gouvernements des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Australie se réuniront, le lundi 17 mars, à Genève, pour examiner la possibilité d'organiser, l'été prochain, des compétitions destinées à remplacer les Jeux olympiques de Moscou pour ceux des pays qui iraient jusqu'au bout de leur intention de boycotter. La République fédérale d'Allemagne n'avait pas encore, vendredi matin, fait connaître sa position.

Si de tels « contre-Jeux » sont effectivement mis sur pied, leurs dates ne coïncideront pas avec celles des Jeux de Moscou afin d'éviter une épreuve de force avec les fédérations sportives internationales, et notamment celle d'athlétisme, qui a fait savoir, il y a quelques jours, qu'aucune compétition de caractère international ne serait autorisée pendant la durée des Jeux d'été.

Forcer les indécis

La réunion de Genève, à laquelle participent pour les États-Unis M. Lloyd Cutler, conseiller du président Carter, pour l'Australie M. Robert Ellicott, ministre des affaires intérieures, et pour la Grande-Bretagne M. Douglas Hurd, ministre adjoint du Foreign Office, pourrait marquer une étape importante dans l'opération de boycottage des Jeux de Moscou lancée par le président Carter après l'intervention sovi-

française en Afghanistan. Il s'agit ni plus ni moins de permettre à chaque camp de compter les siens, et, pour les partisans du boycottage, de combler un vide au propos des compétitions de remplacement d'un haut niveau. Ainsi pourrait-on satisfaire les aspirations des athlètes des pays concernés.

FRANÇOIS JANIN.

(Lire la suite page 3.)

L'ancienne Mandchourie dans la nouvelle Chine

Composée des trois provinces du nord-est de la Chine, l'ancienne Mandchourie, qui bénéficia des premiers efforts de développement du régime, reste l'une des principales bases industrielles. Les techniques, selon les dirigeants eux-mêmes, n'en restent pas moins « arriérées » et inadéquates aux besoins de la « modernisation ».

Dans une série de deux articles, notre correspondant à Pékin, Alain Jacob, expose la politique de « réajustement » mise en œuvre par les autorités afin de moderniser le potentiel économique de cette région. (Lire page 4.)

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

L'élection de l'Assemblée iranienne

Seize millions d'Iraniens sont appelés à voter, ce vendredi 14 mars, pour des élections législatives, dans des conditions d'improvisation et de confusion totales que décrit notre envoyé spécial. Quelque 3 300 candidats se disputent 270 sièges, dont 30 à Téhéran. Le futur Parlement devra décider du sort des otages américains détenus depuis le 4 novembre.

Au Kurdistan, le ministre de l'Intérieur a pris la décision de reporter le vote pour des raisons de sécurité. Des affrontements ont opposé, jeudi, les « gardiens de la révolution », les milices « révolutionnaires » et des militants nationalistes kurdes, dans la région de Sanandaj. Huit « gardiens de la révolution » et un militant kurde ont été tués.

Un scrutin fort confus

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Des cinq consultations populaires organisées dans la République islamique d'Iran depuis sa fondation, il y a un an, celle de ce vendredi 14 mars s'annonce sans doute un nouveau sommet dans l'anarchie décriée. (1) Quelque seize millions d'électeurs et d'électorales, âgés au moins de seize ans, sont invités à choisir deux cent soixante-dix députés parmi trois mille trois cents candidats appartenant à une « recommandation » par une vingtaine de partis, de mouvements et d'organisations politiques.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 11.)

(1) Les Iraniens ont participé à deux référendums, l'un sur l'instauration de la République, l'autre sur le texte de la Constitution, et à deux élections, celle de la Constitution et celle du président de la République.

Point de vue

Pour une écologie politique

Le courant écologiste, dont l'organisation s'est précisée avec la création du Mouvement d'écologie politique (MEP), entend appuyer son action politique sur celle qui mène, localement, les groupes antinucléaires, les associations de défense de l'environnement, mais aussi d'autres mouvements qui mettent en cause divers aspects de l'organisation sociale.

Dans toute l'histoire politique et sociale, peu de concepts se sont affirmés avec la rapidité et la vigueur de l'écologie. À l'évidence, il ne s'agit pas d'un simple phénomène de mode. L'écologie s'affirme, en réalité, comme réponse à la crise de notre société industrielle dominée par la technique et le productivisme. Déséquilibre Nord-Sud et menaces de guerre, chômage, sabotage de la nature, criminalité urbaine ou flambée de l'or, fissures du Triest, constituent, à de multiples niveaux, les signes d'une crise

par PHILIPPE LEBRETON et J.-P. MORTREUX (*)

fondamentale, structurelle, bien au-delà de l'événement.

Or, paradoxe, cette crise est la réponse même de nos sociétés. Cette volonté de puissance, cet esprit pionnier, ce déploiement d'intelligence et de talents qui nous ont valu croissance et prospérité, mettent aujourd'hui en péril l'en-

En Bretagne (une région affectée par la marée noire du « Tanio »), les manifestations et les incidents se multiplient à propos du projet de centrale nucléaire à Flégoff, dont l'enquête publique a été close le 14 mars. (Nous publions pages 38 et 39) un dossier sur « la nouvelle politique énergétique et ses conséquences écologiques ».

semble de la biosphère, cette mince pellicule de vie qui couvre le globe et dont nous sommes partie intégrante, inséparable. En devenant sa propre fin, la croissance s'élève au rang d'idéologie et menace la fragile équilibre de la vie. Mais, pour l'ensemble de nos hommes politiques, l'époque de la forte croissance devient une sorte de paradis perdu dont la « croissance douce » ne serait qu'un ersatz pour temps de crise.

(Lire la suite page 16.)

POUR ÉVITER LE DÉCLIN

Une langue pour l'Europe

Il est incontestable que, depuis quelques mois, la cause de la langue française a trouvé, pour la défendre et l'expliquer, de nombreux champions en France et aussi à l'étranger. On a remarqué la naissance et le développement d'une inquiétude qui s'exprime sous les plumes les plus diverses devant le danger croissant que représente pour notre langue l'invasion de l'anglais.

Le mal qui engendre ainsi une crainte salutaire ne date pas d'aujourd'hui. Il existait déjà dans la période comprise entre les deux guerres. Il s'est accru considérablement à la fin du deuxième conflit mondial, d'où les États-Unis émergent comme étant, et de loin, la première puissance du monde. Nos amis britanniques disposent d'un renfort d'une dimension colossale et n'ont aucun effort à fournir pour que triomphent l'anglais, fût-il très sensiblement américanisé.

Inconscients ou non, nos compatriotes ne manquent pas, qui facilitent cette progression envahissante, en n'hésitant pas dans leurs contacts avec nos grands alliés, principalement dans les rencontres internationales, à aller au-devant d'eux, en anglais. Une sorte de mollesse

est, en l'occurrence, sa bonne part. Nous ne savons que trop où nous en sommes arrivés ! Dans de multiples domaines, l'anglomanie, la médecine, les sciences, entre autres, l'anglo-américain domine d'une manière écrasante. Dans la plupart des pays où le français occupait la première place, il a reculé lamentablement. S'ajoutant à d'autres circonstances, la réunion de l'Assemblée élue en suffrage universel provoque chez nous un certain éveil. A beaucoup, et pas seulement à des délégués siégeant à Strasbourg, il semble indéniable que la langue, qui l'emporterait s'y l'on n'y veillait pas, devrait sa primauté à l'influence débordante d'une nation qui n'est pas européenne.

Le « Comité pour la langue de l'Europe » (1), dont j'ai accepté la présidence, a la demande de ses jeunes fondateurs, M. Michel Lannu et M. Gérard-Marie de Flougeimont, travaillé pas attendu les élections européennes du 10 juin 1979 pour se former. Si d'autres, avant lui, avaient fait campagne avec des vues proches des siennes, sans que les résultats eussent, d'ailleurs, correspondu à leur espoir, il pouvait se targuer à bon droit d'avoir ses propres conceptions et son originalité.

FRANÇOIS SEYDOUX.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Un meurtre facile

Cette petite fille belge de quatre ans qui a obtenu froidement son père et sa mère à coups de F-38 tirés dans une maison riche d'une cité ouvrière. Elle avait un poney, elle jouait au tennis, elle avait voyagé avec ses parents dans l'Europe entière : compagne à des enfants de son âge élevés à quelques centaines de mètres d'elle, elle avait tout ce qu'elle voulait, et, pourtant, elle a espéré son geste « parce que ses parents l'empêchaient de sortir ».

Mais recherchait-elle vraiment une liberté qu'elle possédait ou bien plutôt une libération par l'obscure de cette maladie de la facilité, propre à nos civilisations, qu'on pourrait appeler le bonheur sans frontière ?

BERNARD CHAPUIS.

SEUIL

« Je n'ai pas lâché ce livre de la soirée et de la nuit parce que l'auteur raconte une histoire extraordinaire qui est la sienne »
Françoise Ducout / Elle

« Un livre qui se dévore comme un polar mais qui s'écoute comme une leçon d'Histoire si proche »
Hélène Mathieu / Marie Claire

Evelyne Le Garrec

La rive allemande de ma mémoire

Coll. Libra & Elles dirigée par M. Cohen - 240 pages

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Les ouvriers du nucléaire
Une enquête de Claire Brière

derniers
grins
général
Gaulle
Gaulle,
me qui
nnait un
de chien
la France.
RASSET

Le Monde

idées

LANGUES

Une langue pour l'Europe

(Suite de la première page.)

Sur un point, tout d'abord, il faut que nous soyons parfaitement clairs. Le combat que nous livrons n'affecte en rien les sentiments que nous portons à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Menacés par la prépondérance d'une langue, nous nous dressons avec la même fermeté si cette langue était le russe, l'arabe, le chinois. Qu'en sera-t-il, en effet, demain ? Il n'est pas exclu que l'Amérique se voie suppléer, dans un avenir plus ou moins proche, par un concurrent à son tour triomphant et qui cherchera naturellement à imposer sa langue.

J'en viens à un deuxième point tout aussi fondamental. Nous ne nous battons pas pour une langue, la nôtre. Nous estimons qu'en face de l'évolution mondiale, qui risque d'avancer, pour les motifs que l'on connaît, l'est de l'Europe et les autres continents, les langues des pays auxquels les liens de la communauté unissent la France — bien entendu l'Angleterre et l'Allemagne

exceptées — sont au moins aussi menacées que la française. Le destin de l'allemand, de l'italien, du grec... nous concerne et nous préoccupe. Si la résistance ne s'organise pas, ces langues, sur la valeur desquelles je n'aurai pas le ridicule de m'appesantir, s'effaceront à peu près simultanément.

Il est trop commode de prétendre, ainsi que d'aucuns le font, que la langue peut s'étioler sans que la civilisation, dont elle est l'expression la plus remarquable, en subisse les répercussions dramatiques, sans que le monde, qui succombe déjà sous le poids d'un matérialisme effrayant, en soit véritablement éprouvé. L'éventualité d'une pareille catastrophe suscite des protestations, parfois même au-delà de l'Atlantique. Nous n'exagérons pas en mettant les Européens en garde contre la vigueur d'un courant qui pourrait incliner nos descendants, dès le début du siècle prochain, à enseigner l'anglo-américain, avant le français, sous le signe de l'efficacité, à leurs enfants, afin de les préparer à réussir aussitôt dans la vie.

pas seulement félicité, au mois de janvier, devant les élèves du lycée franco-allemand de Sarrebruck, de la décision qui faisait du français la première langue étrangère étudiée dès le cycle primaire dans le Land sarrois. Il aurait été jusqu'à regretter que les autres Länder n'eussent pas imité cet exemple.

J'ai appris par le *Parisien* que, le 4 février, à Paris, lors de la trente-cinquième rencontre « au sommet » depuis la signature du traité de l'Elysée, le 22 janvier 1963, M. Helmut Schmidt avait dit en s'adressant à M. Giscard d'Estaing à l'issue du dîner qui mettait en présence un grand nombre de membres des deux gouvernements : « Je suis devenu francophile, bien que je puisse à peine lire votre langue, bien que je ne puisse pas la parler. Cela constitue le reste d'un avertissement pour les générations d'hommes politiques qui nous succéderont. Les Français devront mieux connaître la langue allemande et les Allemands mieux la langue française. »

En conclusion d'un article, véritable plaidoyer, paru récemment dans *Die Welt*, M. Jürgen Olbert, président de l'Association des professeurs de français dans l'Allemagne de l'Ouest, et président de la Fédération internationale des professeurs de français, écrivait : « Pour des considérations sociales, politiques, économiques, pratiques, et avant tout pédagogiques, la raison exige que l'on apprenne le français aussitôt que possible. »

Il serait aussi injuste que disons d'omettre les gestes qui ont été faits chez nous en faveur de la langue française, plus généralement de la francophonie. Un service spécialisé, confié successivement à deux diplomates vigilants, a été créé en 1975 au ministère des affaires étrangères.

Cependant, je n'étonnerai personne en constatant que nos dirigeants n'ont pas pour souci primordial la protection et le rayonnement de notre langue, que la passion ne les habite pas, que nous nous exposons souvent, de la part d'adhésions étrangères francophones, au double reproche de nous exprimer sans justification en anglais et de ne pas soigner assez le français que nous utilisons. Je n'insiste pas. Nous voulons croire en effet que le dernier mot n'a pas été dit.

Les multiples et précieux encouragements que le comité pour la langue de l'Europe continue de recevoir prouvent que, dans les cercles délaissés et dans l'opinion, on partage ses appréhensions et ses desseins. Il faut que tous adhèrent et participent à la résurrection. Ce n'est pas seulement dans les Communautés européennes, dans l'enseignement, que la persévérance et l'imagination s'imposent. Dans tous les domaines, les relations scientifiques et commerciales, les transports, le tourisme, la radio, la télévision, chacun doit contribuer à la réussite d'une entreprise destinée à sauver un patrimoine qui n'est pas que français.

Dans cette perspective, le comité s'emploie à susciter la création, dans les autres pays de la Communauté, d'organismes animés d'un esprit s'identifiant au sien. Dans la même perspective, il se propose d'accueillir désormais en qualité de membres d'honneur aux côtés de nos compatriotes, dont l'énumération vaudrait un programme, de personnalités européennes soucieuses, elles aussi, de veiller sur le trésor que représente pour tous, en tous temps, la civilisation occidentale.

FRANÇOIS SEYDOUX,
ambassadeur de France.

Vénus nourricière

par GABRIEL MATZNEFF

Aeneadam genetrix,
hominum divomque voluptas,
Alma Venus...

Les mots roulent dans notre bouche, s'enroulent autour de notre langue, tendent aveuglément contre notre palais, chantent à nos oreilles, accablent les battements de notre cœur. Plaisir du latin, joie du latin, jouissance de cette âpre et mélodieuse écriture. Une vie sans latin voudrait-elle d'être vécue ? Je ne le pense pas.

A la traditionnelle question : « Quel livre emporteriez-vous sur une île déserte ? », nos réponses varient, selon notre humeur et le temps qui passe. Lucrèce ? Pétrone ? Sénèque ? Tite-Live ? En définitive, peut-être choisissons-nous le *Dictionnaire étymologique de la langue latine* (1) d'Ernout et Meillet, captivant et inépuisable.

Je n'ai pas eu le privilège de rencontrer ce maître des études latines que fut Alfred Ernout, mais je pense souvent à lui avec reconnaissance. D'abord, à cause de ce merveilleux *Dictionnaire* ; puis en raison d'Ernout, que j'ai découvert, adolescent, grâce à son *Recueil de textes latins archaïques* (2) ; surtout pour ses travaux sur mon cher Lucrèce, qu'il a égarés de son sésame commentaire en trois volumes (3) ou de sa traduction du *De rerum natura* (4), une des plus belles qu'il ait publiées la collection Guillaume Suda.

En mars 1968, lors d'un colloque à Aix-en-Provence, Soris de Schiozer a dit qu'évoquer la possibilité de lire Lucrèce dans le texte était un motif suffisant pour apprendre le russe. Je dirais volontiers la même chose de Lucrèce et de l'étude du latin. Certes, la traduction de

Lucrèce par Ernout est admirable (comme l'est celle de Rozanov par Schiozer), mais cet excellent truchement ne nous dispense pas de recourir à l'original. « La mort n'est donc rien pour nous et ne nous touche en rien... » n'a pas de sens, à moins que l'on ne se souvienne de « Nil igitur mors ad nos neque pertinet huius... » Quelle force, quelle musique, dans ce balancement entre *nil* et *huius* ! Le texte latin se suffit à lui-même, mais en français nous avons besoin du *Dictionnaire étymologique* d'Ernout et aussi du *Litté* pour comprendre que le nihilisme est le refus du *huius*, ce point d'attache où le grain enchevêtré au fût, et en reçoit les sucres nourriciers.

Plus on se sent exilé sur cette terre, différent des gens parmi lesquels on vit, et plus on a besoin de racines. Celui qui ne peut lire une page de Salluste ou de Suetone sans que l'émotion lui fasse monter le sang aux joues, est chez lui partout où, de Palmyre à Leptis-Magna, s'élevaient des vestiges de l'antique Rome. Notre patrie, c'est la langue française, certes. Mais que serait le français, si le latin n'avait pas existé ? Aujourd'hui plus que jamais, nous faisons nôtre le cri de Pléme l'Arden : « Puisse être éternel ce bienfait des deux qui semblent avoir donné les Romains au monde comme une seconde lumière pour l'Occident. »

(1) Librairie C. Klincksieck, 1951.
(2) Librairie C. Klincksieck, 1957.
(3) Editions Les Belles Lettres, 1925.
(4) Editions Les Belles Lettres, 1955.
(5) Histoire naturelle, XXVII, 1.

Une harmonie plutôt rare

Pour parvenir à ses fins, le Comité pour la langue de l'Europe a la préoccupation essentielle de maintenir des liens étroits avec le Groupe d'étude et d'action pour la langue française, constitué à l'Assemblée de Strasbourg sous la présidence de l'archiduc Otto de Habsbourg, qui rassemble des « députés » de plusieurs pays, quelle que soit leur tendance politique. Il y règne une harmonie plutôt rare. Son objectif, qui est d'assurer à la langue française une fonction éminente dans l'organisation européenne, ne paraît pas différent du nôtre. Mais il a à tenir compte du fait qu'il est sur le terrain où l'on manœuvre et qu'il est contraint d'agir avec diplomatie pour atteindre le but. Pour parer à l'implantation de

l'anglais dans la Communauté européenne, le Comité pour la langue de l'Europe suggère comme le groupe prioritaire le français, la seule, à l'exception précisément de l'anglais, à posséder encore maintenant une vocation universelle. Si les langues de tous les pays membres y avaient cours, l'Assemblée européenne se condamnerait définitivement à n'être qu'une tour de Babel où gèrerait la cacophonie. Méfions-nous du bilinguisme, c'est-à-dire de l'égalité pour le français et l'anglais. Nous ne doutons pas de ce qui en résulterait.

L'anglo-américain à Strasbourg signifierait pour lui une victoire supplémentaire et le désastre pour les autres langues. Le français à Strasbourg signifierait que, grâce à lui, toutes les langues continentales pourraient briser le déclin. Il ne tuera ni l'italien, ni l'espagnol, ni le grec, ni le danois, ni les autres à survivre et à vivre. Ce n'est pas l'objectif unique du Comité. Si l'on veut que l'Europe devienne une entité indépendante reposant sur des piliers authentiques — les nations qui la composent — il importe que, dans le cadre de la Communauté, chaque pays adopte, pour première langue dans l'enseignement, la langue de son territoire d'origine. Son sort ne me tourmente pas. De toute façon, on l'apprendra ! Le changement qui s'ensuivrait dépasserait évidemment l'aspect linguistique et réagirait sur les coutumes et les mœurs.

De la France et de la République fédérale d'Allemagne, nous en avons particulièrement besoin. L'Allemagne de l'Ouest est le plus grand événement de la période contemporaine de la guerre. Rien ne doit être négligé pour la consolider et la fortifier. Les rapports personnels qui se sont multipliés, les échanges commerciaux qui ont pris un bref essor, ne suffisent pas ; l'intangibilité des caractéristiques d'une défense franco-allemande commune, si ne peut actuellement être question. Mais il y a la langue, ou plutôt les langues.

Si l'allemand devenait la première langue en France, et inversement, les deux peuples voisins franchiraient une étape, cette fois décisive, sur la voie de leur rapprochement. Je ne me dissimule pas les obstacles. Je ne sais que trop que notre partenaire d'outre-Rhin s'est toujours retranché derrière les autorités des Länder — des « pays » — souverains en matière d'éducation, pour se dérober à nos invitations. Je sais également quelle devrait être notre propre attitude morale. Je me souviens pourtant de l'honneur du général de Gaulle que l'informel, non sans satisfaction, de mes efforts, pendant une première mission à Bonn, pour obtenir que le français s'inscrivît immédiatement après l'anglais sur la liste des langues étrangères étudiées dans l'Allemagne de l'Ouest. Il avait bondi : « La deuxième ? La troisième ? La quatrième ? » De part et d'autre, nous en sommes si loin que les yeux commencent à s'ouvrir.

Il m'est revenu que M. Karl Carstens, le président de la République fédérale, ne s'était

La plus pernicieuse des incultures

par GEORGES PASCH (*)

et Bayard, Grands génies, chefs d'Etat et grande capitaines. Eh bien, non. Les rois et les généraux ne suffisent pas à faire une culture. Ce qui fait notre culture c'est la langue, bien sûr, mais tout aussi bien la cuisine, le mode, l'art de la conversation, les sports, les manières, l'hospitalité et mille autres particularités. L'esprit de repartie, la bonne humeur, sont les éléments essentiels de la culture française et aussi le bourgeois et les pommes trilles. L'ordonnance générale du repas — hors-d'œuvre, plat garni, fromage et dessert — nous a été reprise par le monde entier : voilà un élément certain de notre culture. La rayonnement de Napoléon est plus discuté.

Il ne faut pas réduire la culture aux archives, aux musées et aux toiles des églises. Quel est dans tout ceci le rôle de la langue ? Ravel écrivait-il en français ? Et Renoult et Rodin ? Que manque-t-il à un Anglais, un Russe, un Chinois, un Persan pour admirer d'Indy ou Bonnard ? « Notre » culture ? Certes, mais pas... Et la science, dont on est si fier ? Lavoisier, Champollion, Pasteur et Curie sont-ils, ou non, des champions de la langue française ? Alors la culture qu'on entend déplorer déborde absolument le cadre de la seule langue. S'il fallait connaître l'allemand pour admirer Schubert à l'égyptien pour admirer le Sphinx de Gizeh, que nous serions pauvres !

Une langue ne définit donc pas une culture, et une culture peut en utiliser plusieurs, dont, remarquons-le bien, aucune de « nationale ». Je ne dirai rien de tous les écrivains et savants qui ont changé de langue, eux ou leur famille, tel le philologue russe Soudan de Kurten, dans lequel vous reconnaîtrez peut-être un Soudan de Courtenay, nom bien français.

Les défenseurs du français, pour y revenir, ont l'air de croire que la maîtrise de l'anglais ne peut s'acquérir qu'au détriment d'autre chose. De quel don ? Admirer Shakespeare dévalerait-il Molière ? Une langue apprise ouvre la porte à une autre langue, à une autre culture. La littérature anglo-américaine est aussi riche que la française, leur dramaturgie vaut la nôtre, leur poésie certainement.

De quel agilité ? D'apprendre la plus utile des langues étrangères, déjà que l'anglais, nous l'avons dit, est la langue de l'homme qui connaît les langues est le type même de l'homme cultivé ; mais cela semble trop compliqué pour certains. Tout ce qui risque de réduire le temps de préparation à la sacro-sainte dictée sans fautes est pour eux étouffé à notre « culture ». Pourquoi, dans ce cas, ne pas réduire l'étude des mathématiques, de la physique : ce sont des matières non dramaturgiques.

(*) Philologue indépendant.

toirement internationales (horreur !). Les chers petits seraient alors tout le temps nécessaires pour maîtriser la plus-mécanique du subjonctif... Ce sont les mêmes qui étaient hier contre les sciences, les langues vivantes, le sport et le musée à l'école. Le Français doit rester amputé, ignorant et obéissant, mais tricolore : c'est là la face la plus détestable de l'inculture. Et quelle est cette mentalité de vouloir défendre le ou l'égit avant tout de connaître ?

Défenseurs du splendide isolement national, evez-vous jamais remarqué qu'un Français parlant anglais est le type même du Français cultivé ? Et que c'est encore le polyglotte qui parle le français ? Per quelle aberration la « défense » du français nous fait sur dix tours et la lutte contre l'enseignement de l'anglais ? Les jargons et l'ergot, naturellement générés par l'écocriture du progrès, méritent certainement l'attention de la part des défenseurs de notre culture (plusieurs organismes techniques et littéraires y veillent, en dirigeant, éditant ou traduisant le torrent des nouveautés). Le vrai danger n'est ni dans les termes techniques ni dans les grimaces des jargons (dont le français est le plus riche) mais dans la dégradation du « bon » français, dans l'incapacité de construire une belle phrase correcte et expressive, d'écrire une lettre qu'on aurait plaisir de relire. C'est contre ces effets-là, contre le désintérêt pour notre langue qu'il faut lutter, qui dit le contraire ? Il est ridicule de ramener ce très réel problème à une démagogie. Quant à la culture française, abusivement identifiée à la langue, elle est bien d'autres choses, et sa défense ne passe souvent pas du tout par la question de « notre idiole nationale ».

Je voudrais terminer par un exemple récent, montrant jusqu'où peut aller la confusion entre langue et culture. M. Dominique Gallat (le Monde du 10 novembre 1979) rapporte, désolé, que pour apprendre aux jeunes Français à dialoguer avec les ordinateurs on a adopté le « français simplifié » et le « basic américain ». Or, « dialoguer » avec un ordinateur consiste, non à faire de belles phrases, mais à enfoncer des touches. Dans cette question d'utilisation d'un appareillage hautement sophistiqué, que vient faire la culture ? Pourquoi ne pas inventer alors une nomenclature « nationale » de symboles chimiques ou de signes mathématiques ?

Jacques
Massu
Jean-Julien
Fonde
L'aventure
viêt-minh
De la
conquête
française,
au Viêt-nam
sous la
dépendance
de l'URSS, en
passant par
l'engagement
armé et le
désengagement
américains,
une vaste
fresque
d'ensemble,
un
témoignage
essentiel.
Plon

مكتبة من الأصل

LA CRISE AFGHANE ET SES PROLONGEMENTS

Les rebelles font état du repli des troupes soviétiques dans les provinces du Khunar et de Ghazni

Les mouvements de rebelles afghans ont assuré, le 13 mars, avoir remporté deux succès dans les provinces du Khunar et de Ghazni. Selon l'organisation Jamiat Islami, les troupes soviétiques auraient abandonné les localités de Dangan et d'Asmar, où elles avaient pris position durant l'offensive lancée ces derniers jours dans le Khunar.

Un autre groupement, le Hezbi Islami (groupe Qaib), dissident du Hezbi Islami original, a indiqué que la progression d'une unité soviétique avait été récemment stoppée à Karabagh (Ghazni), après avoir subi des pertes importantes. Plusieurs blindés et un hélicoptère auraient été détruits et des centaines de soldats afghans tués. Une soixantaine d'entre eux se seraient ralliés à la rébellion avec leurs armes. Seize résistants auraient été tués.

Au cours des combats dans le Khunar, un chef de la guérilla, Shari Khan, aurait été tué. Indiquant par ailleurs un autre mouvement de résistance, les rebelles ont déclaré avoir détruit une base soviétique près de la frontière pakistano-afghane, les récentes manifestations antisoviétiques qui se sont déroulées simultanément dans plusieurs villes. Nous avons réussi à faire distribuer cinquante mille tracts qui ont déclenché les émeutes de Kaboul, Kandahar, Herat et Ghazni, ont-ils déclaré.

Le Front affirme avoir des contacts avec de nombreux groupes de combattants des régions montagneuses de l'Afghanistan, qui sont organisés en fonction de leur appartenance ethnique. Un groupe de délégués des Hazaras, qui peuplent le plateau central du pays, a confirmé l'existence d'une résistance autonome

dans cette province. Elle contrôlerait l'ensemble de la région à l'exception de deux villes. Les rebelles assurent avoir assisté les représentants locaux du parti communiste et détruit une trentaine de blindés.

Par ailleurs, l'Alliance islamique, qui regroupe plusieurs mouvements de résistance, vient d'appeler tous les musulmans du monde à observer le 21 mars, jour du Nouvel An musulman, une journée de solidarité de la jeunesse islamique avec l'Afghanistan.

D'autre part, M. Mohammad Dost, ministre des affaires étrangères afghane, est arrivé jeudi 13 mars à Moscou, où il a été accueilli par M. Gromyko.

À Paris, un appel à la constitution d'une commission d'enquête internationale a été lancé. Le 13 mars, par M. Ammanullah Rasoul, président de l'Association humanitaire islamique pour les réfugiés afghans. La commission, dont M. Rasoul souhaite qu'elle soit « objective », doit être composée de représentants d'Amnesty International et du parti communiste français, — devrait vérifier sur place l'authenticité des masses commises depuis le coup d'Etat d'avril 1978, en particulier celui de Kherala, dans la province du Khunar. Ce message, connu le 22 avril 1979 en présence de conseillers soviétiques, aurait fait un millier de morts (le Monde du 5 février).

La Fédération internationale des droits de l'homme a fait état, pour sa part, de témoignages recueillis par l'un de ses représentants à Peshawar. Selon des réfugiés, des garçons non mortels mais provoquant de graves incapacités, des garçons très présumés et des produits causant des irritations de la peau sont utilisés contre la population. L'emploi de bombes à fragmentation aurait provoqué des pertes massives parmi les civils.

LA VISITE DE LORD CARRINGTON A BUCAREST
La Roumanie renouvelle sa condamnation implicite de l'intervention soviétique

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La visite que fait, du mercredi 12 à ce vendredi 14 mars, à Bucarest, le ministre britannique des affaires étrangères, Lord Carrington, est l'occasion pour la Roumanie de renouveler sa condamnation implicite de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Selon l'agence Agerpress, le chef de l'Etat roumain et Lord Carrington ont insisté sur « le respect de principe (...) de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du non-recours à la force et à la menace et du droit de chaque peuple à un développement libre, indépendant, sans aucune ingérence de l'étranger ».

M. Ceausescu et le ministre britannique ont également mis l'accent sur la nécessité de voir la réunion de Madrid, prévue pour l'automne, sur la sécurité et la coopération en Europe, déboucher sur une application concrète des principes définis à Helsinki par les Etats signataires de l'acte final. Lord Carrington a voulu en outre souligner son désaccord sur la proposition européenne de neutralisation de l'Afghanistan.

Dès le début de la crise afghane, le numéro un roumain avait, prudemment mais clairement, condamné la politique suivie à Kaboul par l'Union soviétique. Tout au long des semaines qui ont suivi et en particulier lors des visites à la fin du mois de janvier du sous-secrétaire d'Etat américain M. Newsom et du dirigeant de l'opposition ouest-allemande M. Strauss, Bucarest avait continué à exprimer presque chaque jour sa position.

La Roumanie avait ensuite persisté à entretenir des contacts intenses avec les pays occiden-

taux. Mais malgré sa volonté affichée de se différencier des autres membres du Pacte de Varsovie, et d'affirmer la continuité de sa politique étrangère d'indépendance, la Roumanie devait, semble-t-il, mettre, après la visite imprévue de M. Gromyko à Bucarest, début février, une relative sourdine à ses critiques voilées à l'égard de Moscou.

M. Ceausescu vient de les relancer, qui plus est en recevant le chef de la diplomatie du seul des pays européens à s'être totalement solidarisé de l'ensemble des mesures de rétorsion prises par les Etats-Unis contre l'U.R.S.S.

Cette attitude tranche sur celle de la Hongrie et de la Pologne, qui, tout en approuvant l'« aide fraternelle » en Afghanistan, n'ont cherché à dissimuler ni leur réserve ni la crainte qu'elle nourrisse désormais pour la détente, dont dépend leur avenir économique. Ces deux pays se contentent de s'en prendre le moins possible à Washington et de préserver leurs relations avec l'Allemagne fédérale et la France. La politique étrangère de Paris est, en particulier depuis la tournée de M. Giscard d'Estaing dans le monde communiste, devenue plus européenne, et l'on se félicite, avec plus ou moins de subtilité, de son autonomie vis-à-vis des Etats-Unis. C'est à Varsovie et à Budapest, en tout premier lieu, que l'on peut entendre les commentaires les plus élogieux, mais ni Prague ni Sofia ni Berlin-Est n'ont marchandé cette semaine leur approbation au chef de l'Etat français.

BERNARD GUETTA.

L'ORGANISATION DE « CONTRE-JEUX OLYMPIQUES »

Le fossé s'élargit entre le gouvernement et les sportifs britanniques

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a annoncé, le jeudi 13 mars, que M. Sturd, ministre d'Etat du Foreign Office, participerait aux discussions préliminaires qui auront lieu à Genève, le lundi 17 mars, avec les représentants des gouvernements australien et australien, en vue d'organiser une compétition internationale rivalisant des Jeux olympiques de Moscou. Le Foreign Office a précisé que cette réunion n'aurait pas été organisée à la dernière minute, confirmant ainsi que la formule avait déjà été discutée par les chancelleries des trois pays intéressés. Les meilleurs officiels britanniques laissent entendre que d'autres pays, en particulier la République fédérale d'Allemagne, pourraient se joindre rapidement à ces « Olympiades du monde libre », qui auraient lieu après les J.O. de Moscou, dans les deux dernières semaines d'août, dans un endroit qui restera à désigner. Brisbane, Nairobi et Tokyo sont les plus souvent cités.

Selon le porte-parole du Foreign Office, la compétition rivalisant des Jeux olympiques de Moscou, avec des athlètes s'étant volontairement abstenus de se rendre à Moscou de compenser leur frustration en s'affrontant dans des épreuves internationales de haute qualité.

Au risque d'être licencié

En fait, la démarche anglosaxonne creuse encore plus le fossé entre la communauté sportive britannique et le gouvernement. Certes, M. Sturd est logique avec elle-même puisqu'elle s'est prononcée publiquement soit pour la non-participation des athlètes britanniques, soit pour le transfert des Jeux dans une autre ville. Apparemment, la résistance des organisations sportives et des autorités olympiques nationales à une pression officielle du gouvernement à sortir du stade des recommandations pour passer à l'action par des mesures affectant sérieusement l'éventuelle participation de la Grande-Bretagne à l'Union soviétique a décidé de retirer de son ambassade de Moscou le diplomate chargé d'organiser en liaison avec les autorités soviétiques le séjour des athlètes britanniques. D'autre part et surtout, le gouvernement a décidé de refuser des permissions spéciales aux employés des administrations qui seraient sélectionnés pour les autorités militaires ou ordonnées, en outre, que les membres des forces armées ne seraient pas autorisés en tout état de cause à participer à ces épreuves par équipes.

Certes, le refus de permissions spéciales n'empêcherait pas les intéressés de demander leur congé annuel, mais leurs demandes seront étudiées compte tenu des besoins du service. Il leur reste encore la possibilité de demander un congé non payé et,

en cas de refus, de passer outre, avec le risque d'être licencié. Certes, comme sur Reere, champion du saut en longueur, et le lanceur de poids Geoff Cape, ont déjà déclaré qu'ils étaient décidés à aller à Moscou, quitte à perdre leur emploi. De son côté, le triple recordman du monde de demi-fond, Sebastian Coe, a indiqué qu'il poursuivait son entraînement dans la perspective d'aller à Moscou. « Je ne suis ni fonctionnaire ni militaire », a-t-il dit, en ajoutant qu'il appartenait au comité olympique national de prendre les décisions. D'autre part, les syndicats de fonctionnaires ont invité les athlètes à résister aux pressions du gouvernement et se déclarer prêts à apporter une aide financière à ceux appelés à perdre leur salaire sur leur traitement. En fait, la pression officielle attendra son maximum avec le débat des Communautés prévu pour le lundi 17 mars, sur la motion du gouvernement invitant formellement les athlètes à ne pas participer aux Jeux olympiques.

Les partis envisagent un scrutin « libre », c'est-à-dire sans discipline de vote, ce qui devrait permettre de dégager une majorité substantielle en faveur de la non-participation. Dans cette hypothèse, il serait plus difficile aux organisations sportives et aux autorités olympiques nationales de dénier l'expression de la volonté populaire.

H. P.

FORCER LES INDICES

(Suite de la première page.)

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie vont ainsi, du moins s'ils se mettent d'accord à Genève pour l'organisation de ces « contre-Jeux », être à même de vérifier la détermination de ceux qui se sont rangés dans le camp du boycottage sans que, pour autant, leur position soit tout à fait claire.

Trente pour cent des cent quarante-cinq pays invités aux Jeux de Moscou sont théoriquement favorables au principe du boycottage, 15 % sont hésitants, mais ils ont jusqu'au 24 mai pour faire connaître officiellement leurs décisions.

Il semble bien que si la réunion de Genève débouche sur des propositions sérieuses et concrètes, beaucoup d'indices seront poussés à ne pas attendre la date du 24 mai pour faire leur choix. C'est, en définitive, l'un des buts de la manœuvre lancée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, le temps semblant être l'allié des Soviétiques.

Il est patent que le résultat du boycottage repose, pour une bonne part, sur la décision que prendra la République fédérale d'Allemagne. Dans l'hypothèse où le R.F.A. se rangerait fermement, et surtout rapidement, au côté des Etats-Unis, comme les dirigeants de Bonn l'ont laissé entendre à plusieurs reprises, les autres nations d'Europe occidentale seraient censées douter de la détermination de rejoindre le parti du boycottage.

La France, pour sa part, a toujours fait savoir — et M. Jean-Pierre Soisson l'a rappelé jeudi — que le mouvement sportif national, en l'occurrence le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) était seul habilité à se prononcer, en dehors de toute pression politique, mais sous réserve que les Jeux de Moscou ne tournent pas à des empires « éparticidés » auxquelles ne participeraient, pour l'essentiel, que des athlètes des pays socialistes.

Il n'est pas impossible, non plus, que la démarche des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, serve à donner bonne conscience aux pays qui voudraient rester à l'écart de cette lutte d'influence. Si des « contre-Jeux » sont créés lundi à Genève, ou plus tard, il y a fort à parier qu'ils deviendront actuels — partisans des Jeux de Moscou et partisans du boycottage — en ajoutant un troisième : ceux qui observeront une trêve olympique tricolore en ralliant ni à Moscou ni ailleurs. La France pourrait être de ceux-là.

FRANÇOIS JANIN.

Moscou exhorte l'Europe à prendre ses distances vis-à-vis de Washington

(Suite de la première page.)

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles d'autres commentateurs adoptent une position plus subtile en appelant l'Europe occidentale à jouer un rôle autonome par rapport aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S., quand ce n'est pas un rôle de médiateur. Cette attitude est représentée par M. Alexander Borovik, observateur politique des *Investici*, qui passe pour un conseiller de M. Brejnev.

Dans un récent article, il a reconnu le rôle essentiel de l'entente franco-allemande dans la transformation de l'Europe en « continent de paix, de coopération et de bon voisinage ». De plus, il a admis que, « sans rapports stables, réguliers et équilibrés entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis, il ne pouvait y avoir de stabilité des rapports internationaux. Ces deux principes ne sont pas sans rappeler l'intérêt porté il y a plusieurs mois par la revue de l'Institut des Etats-Unis, dirigée par l'académicien Arbatov, à l'Europe occidentale comme « troisième pôle » de la politique mondiale.

Exhortation à s'opposer au « diktat » américain, d'un côté, allusion au rôle médiateur de l'Europe de l'autre, ces deux discours coexistent dans la stratégie soviétique et ne sont pas contradictoires. Ils peuvent être cependant le signe d'une incertitude quant à la ligne à adopter comme de la volonté de jouer sur plusieurs registres pour améliorer la situation diplomatique de l'U.R.S.S., compromise par l'intervention en Afghanistan.

Quand les Soviétiques rappellent que l'Europe a été le théâtre de deux guerres mondiales, ce n'est pas seulement pour effrayer et menacer, c'est aussi pour en appeler à une histoire commune dans l'espoir que les Européens seront mieux à même de la comprendre que les Américains, plus

sensibles à la nécessité de briser une issue politique à la crise afghane.

Encore faudrait-il que le Kremlin soit disposé à offrir quelque chose en échange de la disponibilité à dialoguer de l'Europe de l'Est. Car si la bonne volonté manifestée continue de se heurter à une fin de non-recevoir, si aux ouvertures de Paris et de Bonn (M. Schmidt attend toujours que les Soviétiques fixent la date de sa visite à Moscou), il répond par un discours stéréotypé, comme ce fut le cas lors des conversations franco-soviétiques entre M.M. de Larosière et Brejnev, ou du général Gromyko et du général Gromyko, la situation s'embarrasse.

Avec la proposition de créer un Afghanistan neutre, comme un U.R.S.S. uniquement sous le nom

de « plan Carrington », les Neut ont tendu, une perche que les dirigeants soviétiques ne veulent pas saisir. Ils ne veulent dans cette idée, comme l'écrit encore ce vendredi l'hebdomadaire *Za Roubion*, qu'un moyen de « imposer le principe d'équilibre » et « imposer la paix impériale ». Cette proposition constante pourtant déjà un pas dans leur direction pour leur permettre de trouver une solution, sans leur faire perdre la face, selon le vœu de M. Schmidt.

Il est possible que le Kremlin attende une nouvelle initiative qui lui soit plus favorable encore. Il s'agit des « garanties » pour l'Afghanistan, mais il a fait comprendre aux Européens que ceux-ci ne sont pas en mesure de les lui donner. Les vrais interlocuteurs des Soviétiques sont les Américains, et peut-être les Chinois. Il pose ses condi-

tions à une solution politique : il veut le maintien de M. Bakht Karzai, chef d'un régime autonome. Il veut voir reconnaître un rôle non seulement en Afghanistan, mais dans toute la région, au Pakistan, en Iran et même au-delà, comme le prouve la suggestion émise il y a quelques jours d'une augmentation des voies de transport du pétrole du Proche-Orient vers l'Occident, garantie à laquelle participerait l'Union soviétique.

Jusqu'à présent, les Soviétiques n'ont donné aucune indication sur les contreparties qu'ils seraient prêts à offrir. C'est pourquoi le dialogue se trouve pour le moment dans une impasse. L'issue dépend largement de ce qui se passe sur le terrain en Afghanistan, et des suites militaires de l'offensive de printemps que l'Armée rouge vient de lancer.

DANIEL VERNET.

Cambodge

Les étranges conversions de réfugiés au christianisme

Le christianisme progresse à pas de géants à Kheo-I-Dang, l'un des principaux camps de réfugiés de Thaïlande. Des centaines, des milliers de réfugiés se sont déjà convertis, abandonnant le bouddhisme, dans l'espoir que ce geste augmenterait leurs chances d'émigrer à l'Ouest. Les missionnaires présents dans le camp fournissent bibles et tracts. Ils ont déjà mis sur pied une douzaine de groupes d'études bibliques.

Certains disent qu'on se convertit au christianisme on peut être envoyé aux Etats-Unis, explique un réfugié de Phnom-Penh. « En ce qui me concerne, je suis devenu chrétien parce qu'il m'ont donné un T-shirt avec une croix, et cette inscription : « Jésus, je t'aime ».

Les services d'aide catholiques fournissent à l'assistance des réfugiés. « Nous pensons qu'il est préférable de construire des liens d'amitié et de compréhension. C'est pourquoi chaque conversion ou christianisme est encouragé », affirme notamment un de ces missionnaires.

Selon un responsable des services d'aide, ce phénomène de

conversion s'est développé après la visite de Mme Rosalynn Carter au camp de Sakto, à l'automne dernier. « Depuis lors, des milliers de réfugiés dans les camps se sont convertis à une église baptiste et ont construit pour eux eux Etats-Unis ».

Un autre missionnaire explique cette vague de conversions par un réel besoin spirituel des Cambodgiens « qui viennent d'un pays idolâtre ». Ce missionnaire affirme qu'il y a de dix à vingt mille conversions dans ce camp de cent mille réfugiés.

Ce taux est tout à fait extraordinaire si l'on considère qu'au Cambodge, en Thaïlande et au Laos les missionnaires n'ont pratiquement rencontré que des échecs dans le passé.

Il n'en reste pas moins que certains réfugiés expliquent clairement que leur conversion n'est due qu'à des raisons très matérielles. « Le bouddhisme encourage l'ama, explique l'un d'eux, les chrétiens vont plutôt à apprendre l'anglais. « Pourtant, le réfugié ne facilite guère l'émigration. Les Etats-Unis, par exemple, demandent la présence aux réfugiés qui ont déjà des parents en Amérique, quelle que soit leur religion.

Une délégation de la C.G.T., dirigée par Mme Jeanine Marest, secrétaire confédérale, se rend à partir du 15 mars au Cambodge, au Laos et au Vietnam, a annoncé jeudi 13 mars la centrale.

Inde

SECON Mme GANDHI

New-Delhi « n'hésitera pas » à procéder à une nouvelle expérience nucléaire « si l'intérêt national l'exige »

De notre correspondant

New-Delhi. — Répondant, jeudi 13 mars, à une question posée par un membre du Rajya Sabha (Chambre Haute), Mme Gandhi a précisé la position de son pays en ce qui concerne les essais nucléaires. « L'engagement de ne pas utiliser l'énergie nucléaire n'a été que des fins pacifiques, elle a déclaré que l'Inde « n'hésiterait pas » à procéder à une explosion ou à une implosion nucléaire.

« Le gouvernement, a-t-elle ajouté, doit peiller cette question du pays et étudier cette question d'une manière approfondie. Nous devons ouvrir nos yeux et nos oreilles, observer ce qui se passe dans la région, et être capable de maîtriser les technologies les plus avancées. Notre pays ne doit pas être pris au dépourvu ».

Le premier ministre a toutefois souligné qu'il importait, en la matière, de se demander si « en entrant ainsi dans la course nucléaire » l'Inde sauvegarderait ses intérêts ou les compromettrait. Elle a reconnu la nécessité de suivre attentivement le développement de la politique nucléaire du Pakistan et de la Chine. Rappelant que les voisins de l'Inde s'étaient engagés à ne développer l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques, Mme Gandhi a déclaré : « Nous souhaitons qu'il en soit effectivement ainsi ».

Interrogée sur les intentions de son gouvernement par rapport à la politique nucléaire de ses prédecesseurs, Mme Gandhi s'est déclarée incapable de définir quelle avait été la politique suivie en la matière par les partis Janata et Lok Dal (agriculteurs) au pouvoir avant elle. Elle a cité des déclarations faites à ce sujet par M.M. Charan Singh et Morarji Desai, afin de montrer que la position de ces derniers avait évolué.

Ainsi, a-t-elle rappelé, M. Desai avait déclaré qu'une explosion ou une implosion n'était pas nécessaire pour mener un programme de recherche en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Il avait même affirmé, a-t-elle précisé, que l'expérience de Pokharan en 1974, — la première et l'unique à laquelle ait procédé l'Inde, — était inutile. Du temps de M. Desai, a-t-elle affirmé, l'Agence de l'énergie atomique n'était pas informée de la politique nucléaire du gouvernement.

De son côté, a poursuivi Mme Gandhi, M. Charan Singh, lorsqu'il fut chargé d'expédier les affaires courantes après la dissolution de l'Assemblée, avait déclaré que l'Inde reconsidérerait sa politique, si le Pakistan persistait dans sa volonté de se doter de l'arme nucléaire.

PATRICK FRANCES.

Pakistan

L'ARRESTATION DU GENERAL EN RETRAITE TAJMAL HUSSAIN MALIK a été confirmée jeudi 13 mars par l'agence pakistanaise A.P.P. Le général sera bientôt traduit en justice pour « activités illégales ». Selon des rumeurs circulant à Islamabad, il aurait été appréhendé alors qu'il tentait d'entrer en contact avec des officiers d'active pour leur « tenir des propos dévalorisables au régime ». La nouvelle de l'arrestation avait été annoncée mardi par le journal d'opposition pakistanaise *Militant*, publié à Londres (le Monde du 13 mars). Le journal assurait qu'une tentative de coup d'Etat contre le général Zia avait été déjouée la semaine précédente. Cette information avait été démentie par les autorités d'Islamabad. (A.F.P., U.P.I.)

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

ASIE

L'ANCIENNE MANDCHOURIE DANS LA NOUVELLE CHINE

1. — La voie difficile du «réajustement»

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Harbin. — Du train qui roule longuement vers le Nord, le paysage paraît infini. Paysage glacé, à peine ponctué de quelques arbres aux branches dénudées et que ne suffisent pas à animer les silhouettes emmêlées aperçues à travers les champs. Mais il est rare que de kilomètres en kilomètres, une cheminée d'usine, à l'horizon, n'apparaisse pas, dont la fumée trouble le ciel blanc d'hiver.

L'ancienne Mandchourie reste une des principales bases industrielles de la Chine, héritière de colonisations successives, et bénéficiaire des premiers efforts de développement économique du régime. Le chemin de fer russe arrive à Harbin en 1898, et la capitale provinciale du Heilongjiang garde de cet épisode une physiologie très différente de celle des autres villes chinoises. Les vastes ressources naturelles de la région permettent aux capita-

l'aliment de base pour l'hiver. Produits de saison, ils sont livrés en ville par centaines de tonnes par des communes rurales qui n'ont pas les moyens d'en assurer la conservation. Les municipalités urbaines non plus. Des montagnes de charbon sont donc déposées dans les usines, qui se chargent de les distribuer à leur personnel, lequel fera sécher les choux sur les toits, les balcons, dans les cours sinon sur les trottoirs. Pour une famille de quatre à cinq personnes, la provision dépasse facilement les 100 kilos.

Avec un malin plaisir, nos hôtes nous font visiter des ateliers où les tours, les perceuses et les aléseuses disparaissent sous la verdure. La marée des

anecdotes : ces histoires de légumes illustrent à quel point de grandes unités industrielles supportent le poids d'un sous-développement environnant dont elles ne sont pas directement responsables, mais qui résulte du niveau trop souvent ultra-rudimentaire de ce que l'on pourrait appeler les services généraux de la société : distribution, transports, entretien, etc.

Autre exemple, d'un caractère moins folklorique. Chacun sait qu'en Chine, comme en U.R.S.S. — une partie très exagérée des fonds de l'entreprise sont immobilisés dans des stocks de matières premières sans rapport avec ceux qu'entreprendrait la même usine dans un pays occidental développé. « Bien sûr, nous dit-on, mais les conditions d'approvisionnement sont telles que nous sommes bien obligés d'assurer par d'autres moyens une continuité au moins relative de la production ».

Il en va de même pour d'autres problèmes. A l'usine d'automobiles de Changchun, où douze mille personnes travaillent sur un total de quarante mille travailleurs à la production, nous demandons à nos hôtes si une partie des tâches assumées par l'entreprise — réparation, peinture, fabrication des machines, construction et entretien des bâtiments, etc. — ne pourraient pas être « sous-traitées » à d'autres

unités. Pékin n'a-t-il pas lancé le mot d'ordre de la « spécialisation », qui doit permettre aux usines de ne pas chercher à tout faire et de concentrer leurs efforts sur les fabrications dont elles ont principalement la charge ? C'est un vœu, un objectif à atteindre mais qui assurément aujourd'hui les services dont l'usine voudrait se débarrasser, on les livrait sans problème. Les unités auxiliaires faisant défaut, on se rabat sur les services de la société, force est bien à l'unité principale de prendre ses propres assurances.

Moyennant quoi, avec autant de modestie chinoise que de réalisme, les responsables que nous rencontrons décrivent ce qu'ils appellent « l'arrière-pensée » de leur usine. La production de l'usine est évaluée à un quart de celle d'une usine américaine, un vingtième de celle d'une usine japonaise. Et à Changchun, le directeur adjoint de l'usine nous dit qu'il ne cède à aucun triomphalisme lorsqu'il annonce pour 1979 une production de quelque soixante-dix mille camions — plus un nombre confidentiel d'automobiles pour l'armée et de luxueuses limousines « Drapier rouge » pour les cadres supérieurs. En tout hypothèse, on reste très loin des résultats obtenus dans les pays que la Chine veut se donner comme modèles.

Or cette main-d'œuvre n'est en fait disponible que sur le papier. D'une part, le temps est passé où il était politiquement possible d'expédier de vastes contingents de travailleurs — jeunes ou moins jeunes — vers des zones de défrichage ou des chantiers défrichés d'équipements, où les barbares se consacraient à la palanquée. Bien au contraire, le mouvement des populations se dirige aujourd'hui vers les centres urbains, et telle commune du Heilongjiang, qui comptait il y a quelques années près de mille « jeunes instruits » venus de Shanghai ou d'autres grandes villes, n'héberge plus qu'un seul couple de cette origine.

Les usines, d'autre part, se sentent responsables de leur personnel et, quels que soient les

des distractions, sont assurés par l'entreprise ?

On se sent ici bien loin de Pékin, où quelques beaux esprits ont précisément jugé opportun, il y a peu de temps, de prêcher pour une liberté d'embauche et de licenciement des entreprises. De Harbin ou de Changchun cela paraît une vue de l'esprit, et si des efforts sont accomplis pour aiguiller les jeunes vers les secteurs les moins encombrés — services et commerce notamment, il n'est guère question de transferts significatifs de main-d'œuvre d'une industrie à l'autre.

Ce qui n'empêche pas que l'idée d'une autonomie accrue par rapport aux autorités de tutelle soit accueillie avec faveur. Autonomie des entreprises, d'une part, qui donnerait aux responsables des usines un peu plus franches, en matière de gestion financière notamment. Il s'agit là d'un vieux problème et qui rappelle de très



Les provinces du nord-est de la Chine ont retrouvé, en 1979, leurs limites d'avant 1949, perdant une large partie de leur territoire occidental au profit de la région autonome de Mongolie-Intérieure. La carte ci-dessus montre les divisions administratives actuellement en vigueur. La population du nord-est était estimée à 39 millions d'habitants avant modification des limites administratives.

listes russes — qui sont ici chez eux jusqu'en 1905 — de jeter les premières bases d'une industrialisation. Les Japonais, créateurs plus tard de l'éphémère Mandchoukouo indépendant, suivent le même chemin et pendant les années 20 et 30 un courant continu de peuplement amène vers les nouveaux centres industriels les sans-travail du Heilong, du Shandong et d'au-delà.

Les Soviétiques montrèrent assez peu de scrupules lorsque ce capital industriel tomba entre leurs mains en 1945. Mais ce sont eux, dans les années 50, qui permirent, grâce à leur assistance, la remise en route des principales installations et l'édification de nouvelles usines. Leur match est encore là aujourd'hui, de Shenyang à Harbin en passant par Changchun, dans la plupart des ateliers.

Ce long processus explique que l'industrie occupe dans les provinces du Nord-Est une place sans commune mesure avec celle qui lui revient dans le reste de la Chine. On compte au Heilongjiang deux ouvriers pour trois paysans, et au Jilin les revenus de l'industrie et de l'agriculture sont dans la proportion de sept à trois. Là se trouvent quelques-unes des plus grandes unités industrielles du pays, industries lourdes et mécaniques surtout, sans parler de sources énergétiques de première importance telles que l'exploitation pétrolière de Daqing, d'importantes mines de charbon et, au Jilin au moins, une notable production d'énergie hydro-électrique.

Tout cela est bel et bon, mais la conversation avec les responsables locaux, tant au niveau des provinces qu'à celui des différentes usines, attire plutôt l'attention sur les difficultés que traverse l'industrie chinoise, les obstacles qu'elle rencontre dans son développement, les répercussions souvent pénibles qu'entraîne la politique de « réajustement » de l'économie, entreprise à l'échelle nationale.

Par où commencer ? La première fausse note sonne, à l'usine de turbines à vapeur de Harbin, à propos d'une histoire de choux. C'est un peu abusif, mais il y a beaucoup à y apprendre sur la société industrielle en Chine. Dans tout le nord, les choux constituent, outre les céréales,

choux monte vers de lourds retours de trente tonnes dont les axes sont usinés à trois microns près. « Que voulez-vous y faire ? Je suis bien que les gens fassent leur provision pour l'hiver », mais pendant un ou deux jours l'usine — l'une des trois plus grandes de Chine à fabriquer ce genre d'équipement — va tourner au ralenti pour permettre à chacun d'emporter ses choux.

La situation est la même à l'usine d'automobiles numéro un de Changchun — d'où sortent les camions « Libération » — et on remarque ça, paraît-il, à printemps pour les pommes de terre. Ce n'est pas seulement une

La situation est la même à l'usine d'automobiles numéro un de Changchun — d'où sortent les camions « Libération » — et on remarque ça, paraît-il, à printemps pour les pommes de terre. Ce n'est pas seulement une

Pénurie d'énergie...

La vétusté des équipements, les pesanteurs d'un réseau d'échanges économiques encore peu développé ne suffisent pas à expliquer la cause. Le Nord-Est est une des grandes bases à la fois énergétiques et sidérurgiques du pays. Mais on y plaint constamment un manque d'électricité, soit d'acier, soit encore des deux à la fois. L'usine de turbines de Harbin pourrait travailler vingt-cinq heures sur vingt-quatre, mais elle ne fonctionne qu'à deux équipes de huit heures chacune, faute d'énergie et de matières premières. Pour les mêmes raisons, des machines sont en panne en fin d'année parce que les fournisseurs font défaut qui permettraient de dépasser les objectifs fixés par le plan.

A la limite, on serait tenté de croire que l'industrie chinoise en surplus ne dispose pas de ressources dont elle dispose. Si le gaspillage — ou plus exactement la faiblesse des rendements — explique la pénurie, celle-ci est un handicap fondamental. Aggravé encore par des problèmes de qualité. A Harbin encore, on déplore moins le manque d'acier brut que des alliages fins corrompus par des impuretés, ou des pièces d'usure d'une usine de turbines. Mais à Changchun, on parle précisément des alliages spéciaux, dans des séries du Jilin, comme d'« orres dévorées d'électricité ». Tout se tient, et force est bien d'admettre que le niveau de développement de l'appareil industriel dans son ensemble est en cause.

C'est pour cela qu'a été entreprise la politique dite de « réajustement », dont l'une des caractéristiques essentielles est de réduire les ambitions d'un secteur de l'industrie lourde qui, déjà, n'est pas en mesure de fonctionner à pleine capacité. L'objectif est donc, dans l'immédiat, de concentrer les efforts, d'une part, sur les secteurs de l'énergie et des trans-

ports, d'autre part, sur les industries légères dont les « profits » permettront l'accumulation nécessaire aux investissements de demain.

Sur le terrain, ce virage se négocie avec difficulté. Au Jilin, on nous cite le bon exemple d'usines de machines-outils (dont la production nationale dépasse actuellement les capacités d'utilisation du pays) qui se reconstruisent dans la fabrication des bicyclettes. Parfait. Mais ce genre d'adaptation n'est pas toujours possible. D'autres projets, en outre, se heurtent à des obstacles d'un genre différent. La même province du Jilin dispose d'importantes réserves de bois de frêne, particulièrement recherchées pour la fabrication de meubles. Des acheteurs japonais et japonais se sont fait connaître. Mais l'exploitation de ces ressources suppose l'ouverture de chantiers forestiers, la construction de routes d'accès et, si possible, le travail de reboisement correspondant. Ce qui exige une main-d'œuvre — toujours modestement payée — prête à s'émanciper loin des villes, pour des tâches fort rudes et dans un climat. Cette main-d'œuvre est aujourd'hui difficile à trouver.

On touche ici à des problèmes d'ordre sociologique et politique. Partout où nous sommes passés, on nous a parlé de réduction de main-d'œuvre. Soit par mesure d'austérité — réduction des productions jugées « non rentables » et qui conduisent des ateliers à ne plus travailler que sur commande — soit par mesure de productivité la diminution du personnel employés à la production étant à cet égard considérée comme critère. On se trouve donc en face d'une main-d'œuvre disponible, presque en chômage technique, dont les effectifs sont encore considérablement gonflés par l'abus régulier des jeunes générations.

LES CHINOIS ORTHODOXES DE HARBIN

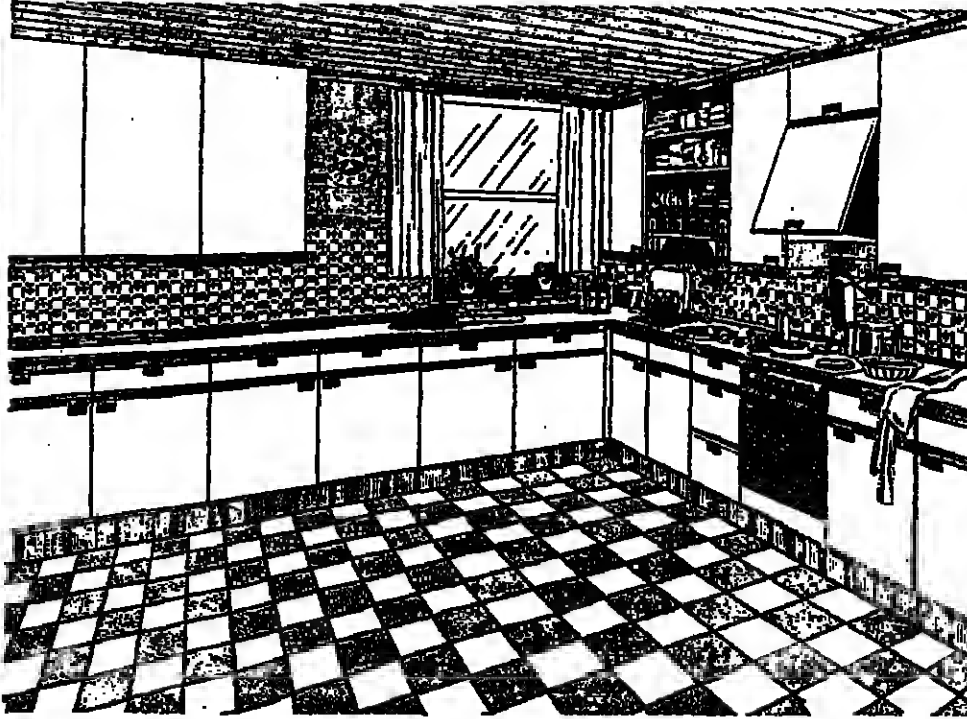
Harbin est encore une ville profondément russe. Les façades roses ou jaunes ornées de fausses colonnes blanches, les maisons parées d'auvents ou de vérandas en bois découpé, même les blanches statues de héros socialistes, qui jalonnent la longue promenade du parc Staline au bord de la rivière Songhua, tout cela rappelle beaucoup plus Irkoutsk ou Novosibirsk que Nankin. Plusieurs monuments aux morts soviétiques de la dernière guerre, convenablement entretenus, rappellent le temps passé de l'alliance soviéto-chinoise. Les Japonais — qui ont laissé d'autres souvenirs — n'ont pas droit aux mêmes égards, et leur propre monument aux morts a été transformé en tour d'entraînement parachutiste. Curieusement, l'influence russe se maintient : l'architecture du nouveau théâtre, dont la construction s'achève à peine, évoque irrésistiblement celle du Mikst de Moscou, et l'on trouve même un supermarché soviétique, le seul en Chine sans doute, comme on en construit en Sibirie.

Mais ce qui saute aux yeux, ce sont les églises, dont les bulbes — comme ceux de l'ancienne cathédrale Saint-Nicolas — s'élèvent, sombres dans le ciel d'hiver, au-dessus des toits. Toutes sont désaffectées et abritent des dépôts divers. Mais on nous apprend que l'une d'elles sera prochainement ouverte au culte orthodoxe. La décision est prise, ce n'est plus qu'une question de remise en état.

Pour qui, à Harbin, rétablir une église orthodoxe ? Dans les années 50, l'U.R.S.S. encourageait le rapatriement de ses ressortissants. Avec le brouillage des années 60, beaucoup de Soviétiques ont églement décidé de rentrer chez eux, et nombre de ménages ont même été brisés à cette époque. Au total, il reste, pense-t-on, une centaine de « Russes » à Harbin, dont les visages se reconnaissent aisément au milieu de la foule chinoise, mais qui ne constituent qu'une toute petite minorité dans une ville de plus de deux millions d'habitants. Combien, parmi eux, sont restés fidèles à la foi orthodoxe ? « Vous oseriez, nous faisons observer poliment, les Chinois qui, depuis la fin du siècle dernier, se sont convertis à cette foi. » C'est pour cette petite communauté, mal connue, dont les droits religieux sont, en principe, reconnus par la Constitution de la République populaire, qu'une église orthodoxe va bientôt reprendre ses activités à Harbin. Gageons que le souci d'assurer la liberté de culte n'est pas seul en cause et que des préoccupations diplomatiques ne sont pas entièrement étrangères à ce projet.

LE QUOTIDIEN EST UN PLAISIR

LA TECHNIQUE ALLEMANDE - L'ESTHÉTIQUE FRANÇAISE



Vous avez une pièce ronde, carrée, à pans coupés ou vitrée ? Peu importe, nous avons votre cuisine ! Nos cuisines, créées en fonction de chaque pièce... au millimètre près... sont « sur mesure ».

Chez TIELSA, chacun de vos interlocuteurs est un spécialiste qui vous conseillera, de l'établissement du plan d'implantation de votre cuisine... au choix des carrelages ou peintures.

TIELSA, à Paris, c'est aussi un magasin d'exposition de 400 m², où vous pourrez tout à loisir regarder, toucher, presque vivre dans 25 modèles de cuisines. De plus, comme tout grand couturier, TIELSA sort dès le 10 mars sa nouvelle collection de cuisines. Venez la voir, et si jamais, dans nos anciens modèles l'un vous plaisait vraiment, nous pourrions vous le solder, mais sans le dénigrer !

tielsa
BONNE A VIVRE

281, rue du Fg-Saint-Antoine, 75011 Paris
tél. : 372.46.27 - 372.47.27 métro Nation

Prochain article :
DE LA RENTABILITÉ A LA MODERNISATION

LES BELLES LITÉRIES
TRECA
EPEDA
SIMMONS
s'achètent toujours chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Sole adresse de vente :
37 av. de la République - PARIS 11
tél. : 372.46.27 - 372.47.27
LIVRAISON GRATUITE TRIS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

ÉLECTIONS
Un test pour M.
et pour L.

Italie
Unità souligne le caractère
de la rencontre Brandt-

Portugal
Le climat social se détériore

هكذا من الأصل

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT DU BADE-WURTEMBERG

Un test pour M. Späth, nouvelle étoile de la C.D.U. et pour le mouvement des écologistes

De notre envoyé spécial

Karlsruhe. — Personne ne doute qu'aux élections du dimanche 16 mars les chrétiens-démocrates conserveront la majorité absolue dont ils disposent, depuis 1972, au Parlement du Bade-Wurtemberg. Si la campagne est suivie avec beaucoup d'attention, c'est pour d'autres raisons. Tout d'abord, il semble que l'avenir du parti « vert » sera très largement décidé dans ce Land où ses chances sont, en théorie du moins, meilleures que dans le reste de la République fédérale. D'autre part, la bataille électorale pose une nouvelle étoile au firmament politique de la R.F.A. en la personne du ministre-président de la C.D.U., M. Lothar Späth.

Alors que le candidat tête de liste du S.P.D., M. Erhard Eppler, reste très « doctoral », le nouveau dirigeant de la C.D.U. démontre un talent tout à fait exceptionnel. Sa tâche, pourtant, n'a pas été facile. C'est lui qui, il y a dix-huit mois, a dû prendre la succession de l'ancien ministre-président, M. Filbinger, lorsque celui-ci a été « rattrapé par son passé » de juge militaire durant l'époque du nazisme. En dix-huit mois, M. Späth a fait oublier son prédécesseur et s'est imposé comme un chef de gouvernement « proche des citoyens ».

M. Späth recueille les fruits de cette activité. Il faut voir avec quel enthousiasme le chef de file de la C.D.U. est accueilli dans les bourgades et les villages du Land. Il trouve le ton pour parler à ses concitoyens comme un père de famille compréhensif mais assez strict. Il parle des problèmes d'une famille où la fille rentre un peu trop tard de la « disco », il réussit le tour de force de se faire applaudir par les parents et les enfants.

Son adversaire social-démocrate lui reproche de souffrir d'un complexe d'infériorité, parce qu'il n'a jamais fait d'études supérieures. Il est vrai que le champion chrétien-démocrate s'en prend beaucoup aux universitaires, qui voudraient tout régler, mentir, il ne craint pas de dire que, à un moment ou à un autre, d'œuvre qualifiée fait défaut, les jeunes devraient apprendre un bon métier plutôt que de prendre le chemin d'université surprenante. Mais c'est précisément le genre de « bon sens » qui séduit les citoyens très pragmatiques du

Bade-Wurtemberg. On prête d'ailleurs à M. Schmidt le propos que la situation du gouvernement socialiste libéral ne sera vraiment en péril que lorsque M. Späth sera le candidat chancelier de l'opposition.

Le Bade-Wurtemberg occupe une place exceptionnelle au sein de la République fédérale. La division entre protestants au nord et catholiques au sud ne joue plus, semble-t-il, qu'un rôle secondaire. Plus important est le fait que cette région l'une des plus prospères de la R.F.A., comprend avant tout des entreprises industrielles, petites ou moyennes. Près des deux tiers des ouvriers restent donc étroitement liés à la campagne et à l'abandonnent pas l'esprit paysan de leurs ancêtres. Rien ne les incite à regretter une telle attitude : leurs revenus sont en moyenne supérieurs de 6 % à ceux des travailleurs des autres Länder.

Priorité aux thèmes locaux

Bien entendu, la propagande des grands partis voudrait débordner les problèmes régionaux en soutenant que les élections devraient choisir entre M. Schmidt et M. Strauss. Point de vue particulièrement contestable dans ce Land : M. Späth a certes favorisé les intérêts du ministre-président bavarois, mais uniquement parce qu'il craignait une division de la démocratie chrétienne, qui aurait durement touché le Bade-Wurtemberg.

Chez les socialistes, M. Eppler est l'un des adversaires les plus résolus de la politique de M. Schmidt. Il est le champion de ceux des sociaux-démocrates qui voudraient bloquer le programme de développement nucléaire. Plus encore, M. Eppler est pressé par la gauche du S.P.D. de prendre la tête de la rébellion contre l'excessive « modération » du chancelier.

En fait — et là encore la situation du Bade-Wurtemberg est exceptionnelle — les thèmes locaux dominent la campagne. Tant il que le Land accueille des dizaines de milliers d'immigrants qui récemment le statut de réfugiés politiques. Beaucoup d'entre eux sont attirés surtout par la prospérité économique de la

d'être éliminés du Parlement régional.

Il reste surtout à voir si le mouvement écologiste parviendra à effleurer une part décisive. Bien que son principal candidat, M. Wolf Dieter Hasenclever, un jeune professeur de mathématiques, fasse preuve d'un grand talent, les « verts » sont handicapés par l'absence d'une personnalité susceptible de mobiliser les esprits. Leur avantage est qu'aucun Land ne compte un réseau universitaire aussi dense. A Tübingen, à Fribourg, à Ulm, à Karlsruhe et à Stuttgart, les écologistes peuvent compter sur la majorité des étudiants, à qui pourrait leur permettre de franchir la « barrière » de 5 % des voix et de faire leur entrée au Parlement de Stuttgart. Aux élections européennes, ils avaient séduit 4,5 % des électeurs. Depuis lors, cependant, la crise internationale a peut-être dévalorisé leur cause. Un succès de leur part au Bade-Wurtemberg encouragerait leurs sympathisants dans les autres Länder. Un échec mettrait en question l'avenir du mouvement écologiste dans l'ensemble du pays.

JEAN WETZ.

Grande-Bretagne

Les conservateurs l'emportent de justesse lors d'une élection partielle

De notre correspondant

Londres. — Les conservateurs ont gardé d'extrême justesse leur siège de South-End avec une majorité de 430 voix. M. Taylor a obtenu 13 117 voix précédant M. Colin George (travailliste), 12 887 voix, et Evans (libéral), 8 939 voix. Cette troisième élection partielle depuis les élections générales de mai 1979 confirme le recul sensible des conservateurs, qui avaient alors emporté ce siège, considéré comme sûr, avec une majorité de 10 000 voix environ.

L'avertissement est sévère pour Mme Thatcher, qui avait indirectement fait campagne pour M. Taylor, ancien secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, battu à Glasgow en mai 1979 et auquel le premier ministre avait promis un siège sûr en attendant de l'intégrer dans l'équipe gouvernementale. Or, par comparaison avec les élections d'il y a dix mois, le pourcentage des voix des conservateurs est tombé de 50 à 37 ; celui des travaillistes passe de 29 à 36. Mais l'augmentation des suffrages libéraux est plus impressionnante, passant de 13 à 25 %.

D'autre part, il ressort du scrutin que des milliers d'électeurs conservateurs déçus ont manifesté leur mécontentement du

gouvernement soit en s'abstenant, soit en votant pour les partis d'opposition. Le déplacement des voix en faveur des travaillistes dépasse nettement celui des précédentes élections partielles pour atteindre 13 %, ce qui, répété à l'échelle nationale, assurerait une victoire écrasante au Labour.

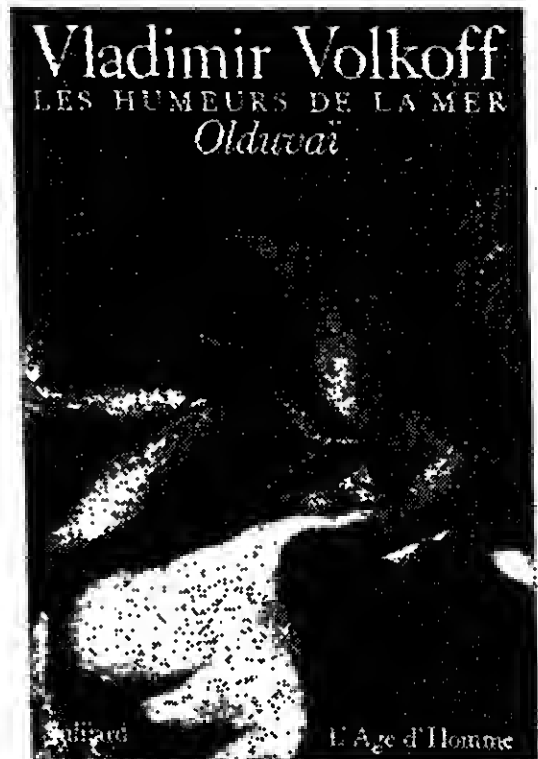
Les conservateurs s'attendaient au pire, étant donné d'une part, le ressentiment des électeurs de South-End à l'égard d'un candidat inconnu dans le pays et pratiquement imposé par l'appareil du parti et, d'autre, l'inevitable impopularité du gouvernement pratiquant une politique rigoureuse de redressement. Il faut s'attendre que le résultat encourage les éléments du parti qui recommandent à Mme Thatcher de modifier une politique trop sévère de nature à aliéner l'électorat.

Les libéraux, qui ont presque doublé leurs suffrages, voient confirmée leur vocation à polariser les votes des mécontents, notamment quand un gouvernement conservateur est au pouvoir. Enfin, les travaillistes constatent que, malgré leurs querelles intestines, ils gardent leur emprise sur de larges sections de l'électorat.

HENRI PIERRE.

Vladimir Volkoff

LES HUMEURS DE LA MER



Olduvai

Ainsi s'appelle la vallée de Tanzanie où, en 1963, le Dr L.S.B. Leakey découvrait les restes de l'*homo habilis*, le plus ancien ancêtre que nous nous connaissons. Il semble prouvé — du moins d'après Robert Ardrey, l'auteur du très discuté *African Genesis* — que l'*homo habilis* était un être agressif, sachant fabriquer des armes et s'en servir.

Olduvai, c'est aussi le titre d'une pièce — en pentamètres iambiques s'il vous plaît ! — que des comédiens amateurs sont en train de monter dans une ville du sud des Etats-Unis en proie aux agitations raciales. Sujet : le mythe de Caïn, transposé dans l'Angleterre colonisatrice du XVIII^e siècle. Au centre de la pièce, une farce pour marionnettes, qui présente le même mythe, mais « miniaturisé » et transporté dans un décor plus abstrait. Construction « en abyme ». Tout en jouant leurs rôles dans la pièce, les comédiens en jouent d'autres dans la vie.

Ils parlent tous français, mais quelle est leur nationalité véritable ? Pourquoi se sont-ils exilés ? Quels pièges se tendent-ils les uns aux autres ? Quels sont ceux d'entre eux qui cachent quelque chose, quels sont ceux qui cachent qu'ils n'ont rien à cacher ?

Olduvai pourrait s'appeler *les Années* (ou plutôt les mois) *de voyage du jeune Armin*, car c'est par les yeux de ce garçon venu aux Etats-Unis tenter de retrouver son père que le lecteur découvre les autres personnages. Mais comme le plus important d'entre eux est, sans conteste, le metteur en scène de la pièce — Juif ou bourgeois de Juifs ? — *Olduvai* pourrait aussi s'appeler *les Années de retraite du vieux Blok*. Enfin *le Secret de Solange Bernard* ne serait pas non plus un mauvais titre, puisque le mystère de la jeune femme est, en un sens, celui-là même des HUMEURS DE LA MER.

JULLIARD/L'AGE D'HOMME

Italie

< L'Unità > souligne le caractère « normal » de la rencontre Brandt-Berlinguer

De notre correspondant

Rome. — La rencontre que viennent d'avoir à Strasbourg MM. Berlinguer et Brandt (le Monde du 14 mars) est montée en épingle par le P.C.I. *L'Unità* lui consacre un long compte rendu en première page, s'efforçant de justifier la sécheresse du communiqué final. Cette publicité contraste avec la discrétion du S.P.D., qui veut éviter toute imprudence avant les élections allemandes et ne pas trop indisposer les socialistes et les sociaux-démocrates italiens.

Selon le quotidien communiste, la rencontre du 12 mars a été « cordiale et utile, comme ne peuvent pas ne pas l'être toutes les formes de dialogue constructif entre les différents composants de la gauche européenne, qui tendent à reconstituer le mouvement ouvrier dans le Vieux Continent ».

Si les deux partis n'ont pas jugé nécessaire de commenter leur bref communiqué, explique *L'Unità*, c'est pour deux raisons : « Une réserve réciproque, compréhensible, dans la situation présente ; et la volonté de donner à la rencontre un caractère informel, non spectaculaire, « normal » en somme. Comme devrait être normal le développement des rapports et des convergences constructives entre toutes les forces populaires et démocratiques européennes. » D'ailleurs, aux dernières sessions de l'Assemblée européenne, des « convergences de grand intérêt » se sont manifestées entre les députés du P.C.I. et les « forces socialistes françaises, allemandes et belges ».

Au moment où MM. Brandt et Berlinguer se rencontraient à Strasbourg, les députés italiens votaient une résolution demandant la « consolidation des liens d'amitié et d'alliance dans le cadre de la solidarité atlantique ». Le vote devait être marqué par un événement inédit : jugeant le texte un peu trop « atlantique » et antisoviétique, plusieurs communistes (dont le nombre est impossible à évaluer) ont voté contre, malgré la consigne de vote de leur groupe. Cette déobéissance confirme que les orientations de M. Berlinguer ne sont pas unanimement approuvées au P.C.I.

ROBERT SOLÉ.

Portugal

Le climat social se détériore rapidement

Lisbonne (A.F.P.). — Agriculture, transports, fonction publique, automobile, presse : nombreux sont les secteurs où la situation sociale se détériore sérieusement pour la première fois depuis la nomination il y a deux mois du gouvernement portugais issu des élections du 2 décembre 1979.

C'est dans le domaine agricole que la situation est la plus tendue, en raison de la volonté du gouvernement de M. Francisco Sá Carneiro d'achever avant les élections législatives d'octobre l'application de la loi sur la réforme agraire votée en 1976. Cette loi prévoit des restitutions de terres à d'anciens propriétaires d'avant la révolution.

Dix-huit travailleurs agricoles ont été blessés dans les affrontements avec les forces de l'ordre, lundi, et trois ouvriers ont été arrêtés mercredi alors qu'ils s'apprêtaient à récupérer des terres redistribuées à leurs anciens propriétaires. Le gouvernement a dépêché d'importantes forces de police pour protéger les opérations de restitution de terres, et des hélicoptères militaires ont survolé mercredi l'Alentejo, pendant une visite qu'ont faite trois ministres venus surveiller les opérations (le Monde du 14 mars).

Dans les transports, la tension est également vive. Jeudi et vendredi, le Portugal est privé de trains en raison d'une grève des conducteurs, qui réclament l'application d'une nouvelle grille des salaires. Les cheminots menacent de cesser à nouveau le travail la semaine prochaine pour faire aboutir leurs revendications. D'autres entreprises étatiques (aéroports, navigation, transports urbains) présentent les mêmes revendications.

Dans la presse, le changement de tous les présidents d'organes d'information étatiques entraîne une détérioration du climat.

DE LA MODERNISATION A LA MODERNISATION

ALCOHOLISME LITHIQUES
TREC
EPEDA
SIMMONS
CAPELOU

DIPLOMATIE

D'importantes discussions relanceront en septembre le « dialogue » Nord-Sud

Deux démarches parallèles et complémentaires vont relancer, à partir de septembre 1980, les discussions sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international : la réunion de la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies sur le troisième décennie du développement et l'ouverture, peut-être au même moment, de négociations globales portant, en principe, sur cinq thèmes de chapitres : énergie, aide, transferts de technologies, problèmes alimentaires et monétaires.

Ces deux démarches ambitieuses traduisent le souci, en particulier de pays en voie de développement, de relancer ce qu'il est convenu d'appeler le dialogue Nord-Sud et de trouver une nouvelle « approche », compte tenu du peu de résultats obtenus par les conférences de la CNUCED, à Manille, l'année dernière, et de l'ONU, il y a un mois, à New-Delhi, ainsi que par le comité plénier des Nations unies sur le nouvel ordre économique international. Ce souci vient d'être exprimé aussi dans le rapport — appelé à connaître une grande diffusion — rédigé, à la demande de M. Montemari, président de la Banque mondiale, sous la direction de M. Brandt par un groupe de personnalités du Nord et du Sud. (Le Monde du 14 février).

Un pas important a été franchi lorsque, au sommet de La Havane, en septembre 1979, les pays non alignés ont entériné une proposition algérienne de vastes négociations globales portant sur plusieurs questions interdépendantes, et notamment l'énergie. Ce n'est qu'en y incluant des sujets comme les transferts de technologies, par exemple, qu'il a

été possible de lever les objections de certains pays pétroliers. La méthode de négociations et le choix de l'ONU n'enthousiasment pas, d'autre part, divers pays développés, mais il n'en admettent pas moins la nécessité de débattre de la question de l'énergie. En ce domaine, comme à propos de la concurrence des productions des pays nouvellement industrialisés et le recyclage des surplus financiers des États pétroliers, les pays riches sont demandeurs tandis que les pays en voie de développement le sont en ce qui concerne l'aide, les transferts de technologies et les problèmes alimentaires. Les premiers ne pourront pas continuellement camper sur des positions défensives et reculer les échéances et les seconds s'aligner sur des attitudes maximalistes pour masquer également leurs divergences.

Depuis que ces négociations globales ont été décidées à la mi-décembre par l'Assemblée de l'ONU, le comité plénier en met au point les modalités. Les travaux de ce comité ont été freinés, sinon paralysés, depuis plus d'un an par le jeu des États-Unis et, après l'arrivée des conservateurs au pouvoir, par la Grande-Bretagne. Ces pays et quelques autres craignent que l'initiative ne leur échappe et que les négociations ne prennent un tour politique. Mais c'est leur but : les pays développés ne se prêtent vraiment au dialogue que sous la pression des hausses des matières premières. Et ils estiment généralement que l'ONU n'est peut-être pas le meilleur cadre pour aborder — avec quelque chance de succès — un programme de négociations aussi vaste.

Une dimension politique

Car si les grandes conférences des organisations spécialisées des Nations unies ont été moins utiles qu'il n'a paru dans la mesure où elles ont tout de même permis de débattre le terrain, de situer les blocages et les responsabilités, elles ne semblent plus suffisantes pour faire avancer les choses. Certes, ces organisations, tel est le cas de la CNUCED, se sentent quelque peu dépassées lorsque l'Assemblée générale de l'ONU se saisit de questions relevant pour certaines de son domaine. Mais la conférence de Manille, par exemple, avait laissé de côté la question, combien vitale, de l'énergie. Si la conférence de l'ONU a laissé une impression d'échec, c'est sans doute parce que les pays industrialisés se sont montrés peu disposés à faire des concessions substantielles aux pays du tiers-monde — soutenus finalement avec des réserves par les pays de l'Europe de l'Est — dès lors qu'ils ne voulaient pas céder d'un pouce à propos de leur demande de création d'un fonds de financement de l'industrialisation (Le Monde du 12 février) d'un montant pourtant inférieur au volume des crédits que la commission Brandt estime indispensable de transférer vers le Sud. Du moins les longues discussions de New-Delhi ont-elles permis de clarifier les points de vue.

Depuis de nombreuses années, de telles conférences — y compris celles sur le science et la technologie

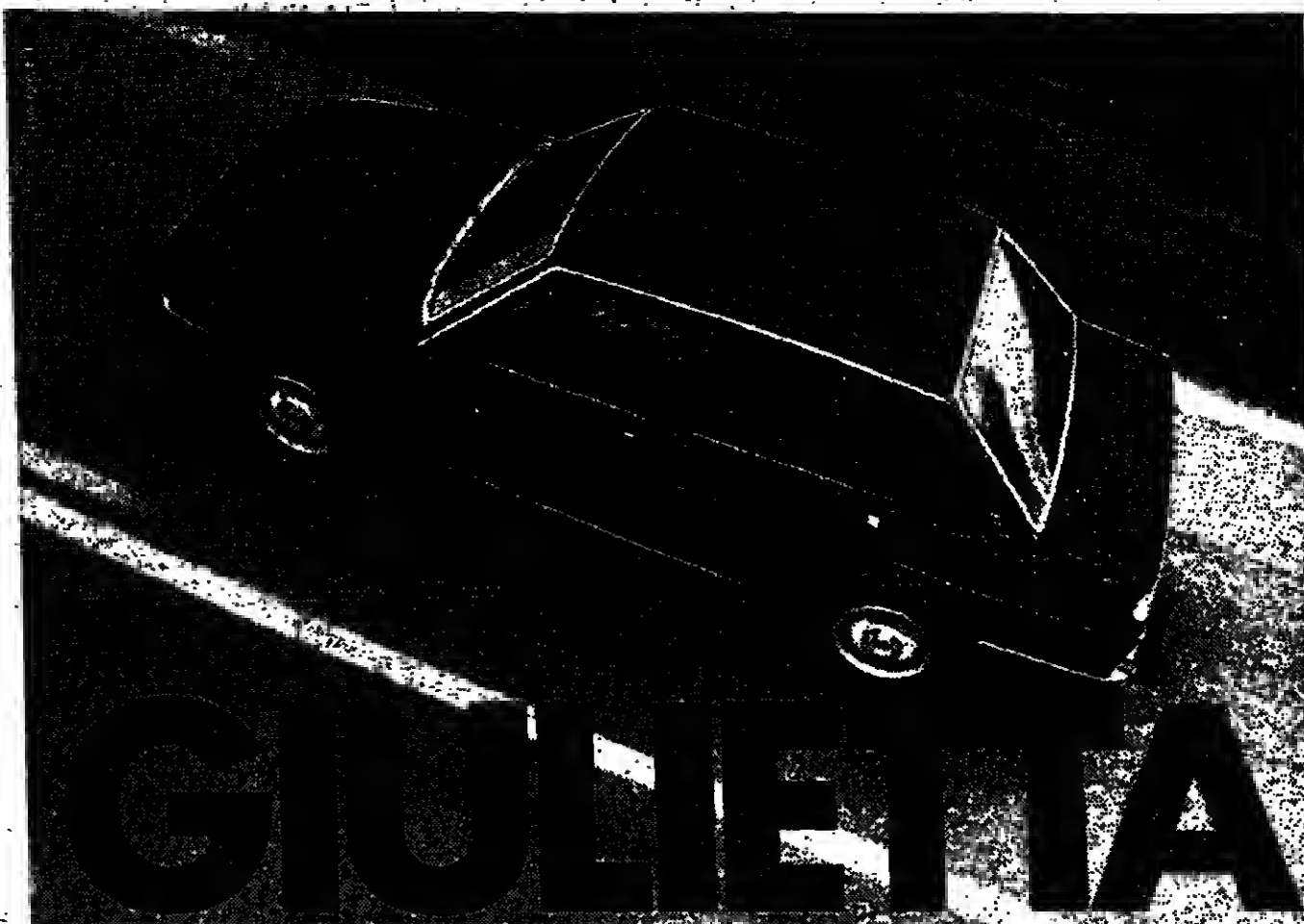
à Vienne, en août 1979, ou sur le droit de la mer, actuellement à New-York, et tout récemment sur la propriété industrielle à Genève — restent en lumière l'affrontement politique — entre le Sud et le Nord, l'Est se contentant souvent de compter les points. Un grand nombre de pays, en particulier dans le tiers-monde, estiment que l'ensemble des discussions Nord-Sud n'ont de chances de progresser que s'il leur est donné une réelle dimension politique. Il est clair à tous, comme le souligne le Plan pour le Sud de la commission Brandt, qu'il est urgent d'harmoniser, ou, si l'on préfère, de restructurer les relations économiques internationales, et favoriser des politiques de développement dans les pays pauvres de telle sorte que l'écart entre le Nord et le Sud ne continue pas de se creuser comme cela a été le cas pendant la précédente décennie d'un développement fondé d'abord sur la croissance. Ces paupres extrêmes, la révolution iranienne amène naturellement à s'interroger sur les conséquences politiques du recours par les bourgeoisies nationales à des politiques de développement industriel — et du surarmement forcé — imposé en liaison avec le Nord au mépris des réalités socio-culturelles. La politisation des débats sera à coup sûr étalée à l'ONU. Il est probable que le monde n'y apparaîtra pas seulement divisé en deux blocs.

Les conséquences de la crise afghane

La situation internationale peut évoluer d'ici à l'automne, mais elle n'apparaît pas actuellement très propice à un déblocage d'un dialogue Nord-Sud. La crise afghane et ses conséquences — relance de la tension Est-Ouest, réaffirmation par les États-Unis de leur rôle de superpuissance, utilisation des armes céréalières et technologiques — ne créent guère un climat favorable à des gestes de la part des pays occidentaux et notamment des États-Unis en faveur du tiers-monde. Mais les choses peuvent changer quelque peu à la suite du sommet des pays industrialisés, en juin, à Venise. D'autre part, l'idée d'un sommet d'un nombre limité de dirigeants du Nord et du Sud — l'une des propositions émises par le rap-

port Brandt — est à l'étude. Sans doute faudrait-il introduire dans ce dialogue des représentants des pays d'Europe orientale qui y montrent peu d'intérêt en raison à la fois de leur retard économique, de la crainte d'une ouverture de leur frontière et du préjudice que cela pourrait causer aux échanges Est-Ouest. Ils sont loin d'être les plus gênés en ce qui concerne l'aide au tiers-monde. S'ils se sont retirés finalement à la position des « 77 » lors de la conférence de l'ONU, on a pu y constater des convergences entre l'Ouest et l'Est. Or, à l'ONU, l'U.R.S.S. et les pays socialistes également seront placés devant leurs responsabilités.

GÉRARD VIRATTE.



Giulietta 1.6 et 1.8. 4 portes, 5 places, 2 arbres à cames en tête, 2 carburateurs double corps, 5 vitesses, 4 freins à disques. Garantie totale 1 an, peinture 2 ans, moteur 2 ans ou 100.000 km.



Alfa Romeo
LES CHEVAUX DE FEU.
Lubrifiants Agip

BOB MARLEY OU JEAN-SÉBASTIEN BACH ?

GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.

Placé et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

Service première classe Japan Air Lines. Passez la nuit dans un vrai lit.



Quand on voyage à bord de JAL en 1^{re} classe, on peut vraiment croire que la perfection est de ce monde: caviar russe, meilleurs crus de Bordeaux et de Bourgogne, cuisine française ou plats japonais exquis et subtils, servis par des hôtesses très attentionnées.



Mais ce n'est pas tout. En 1^{re} classe à bord des 747 de la route polaire, JAL a installé des couchettes pour vous permettre de passer une vraie nuit dans un vrai lit. Et pour votre confort, nous vous fournissons un yukata en coton, des couvertures, des oreillers, une table de nuit, une lampe et des écouteurs stéréo... Et bien sûr, un verre de whisky ou de lait chaud.

Pour en savoir plus sur la 1^{re} classe JAL, contactez Japan Air Lines 75, avenue des Champs Élysées, 75008 Paris - 225.55.01 ou votre agent de voyages.

Le meilleur du Japon. Avec des ailes.



JAPAN AIR LINES

Pour votre
DEMEULEMENT
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

Contre pour l'Europe - Immigration Régionale -
Anglais - Occasions de l'époque et d'été
ANGLETERRE AUTRICHE
ALLEMAGNE Voyage accompagné
de Paris et province - Accueil en famille
Excursions - Ski - Vacances - Détail -
à volée - sur le site - Anglais pour adultes
brochure gratuite
Tél. 508.94.59 club A3
CLUB A3 - 20, rue Saint-Marc 75002 PARIS

créez votre
entreprise
A partir de 100 000 F
SIEGE SOCIAL
(du 09 à 13 h par mois)
PERMANENCE TELEPHONIQUE
SECRETARIAT
et démarches administratives
G.E.I.C.A.
50 bis, rue du Louvre Paris 2 - Tél. 255.41.12

LA RAISON DE CETTE PUBLICATION EST DE REMPLIR L'EXIGENCE DU GROUPE APPELÉ

L'armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) EL SALVADOR

Le peuple salvadorien, en ce moment, fait face à une période historique cruciale, à la recherche de sa libération définitive. La lutte qui se déroule en ce moment dans notre patrie exprime le droit des peuples à être les protagonistes de leur propre destin historique. C'est pour cela que, pour exprimer ce droit, nous devons passer au-dessus des manœuvres, des quets-opens et même des interventions directes de l'impérialisme américain (du Nord), ennemi déclaré du droit à l'autodétermination des peuples et oïlé ferme des oppresseurs du monde entier.

C'est dans ce contexte que notre patrie, El Salvador, a souffert presque une demi-siècle de répression criminelle et sans pitié de dictatures militaires meurtrières qui ont défendu les intérêts de l'impérialisme d'Amérique du Nord et de l'oligarchie nationale, tenant notre peuple écrasé dans une situation terrible de pauvreté, qui le situe comme l'un des peuples aux plus importants taux d'analphabétisme, de dénutrition, de manque de logements, de mortalité infantile, etc.

L'existence de cette situation d'oppression permanente a rendu le peuple salvadorien inflexible dans ses buts de chercher une voie de vraie liberté, de démocratie et d'autodétermination. Pour ce faire, il a construit ses propres instruments en développant ses organisations populaires et en fortifiant son mouvement révolutionnaire armé.

La lutte, chaque jour croissante de cette dernière période, a provoqué des retours en arrière, des accompagnements et des changements d'apparence dans les formules de gouvernement, dont le promoteur principal a été l'impérialisme américain (Nord).

Ce fut ainsi que, dans notre nation en convulsion, nous entendions les fascistes porter de dialogue et de libres élections sous le gouvernement de Romero. L'échec de cette formule a ouvert la voie au coup d'Etat qui évita l'isolement international certain de la dictature du général Romero.

Le coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis n'était ni ne pouvait être la solution aux problèmes de notre peuple, puisque c'était un essai pour empêcher la construction de la part du peuple d'une véritable alternative démocratique et populaire.

La persévérance et la combativité du peuple dans sa lutte et l'honnêteté des secteurs démocratiques, qui, ingénument, crurent à la viabilité des réformes structurelles de notre société, ont rendu impossible la consolidation de la première formule de la Junte de gouvernement, faisant échouer avec fracas la première manœuvre « junte » des Américains du Nord.

Il ne manque pas d'opportunistes hésitants et réactionnaires qui s'efforcent pour une seconde manœuvre impérialiste, obtenant ainsi un pacte de la démocratie chrétienne avec les secteurs les plus réactionnaires de l'armée.

La base de ce nouveau pacte fut l'accord total d'un plan démocratique de pseudo-réformes combiné avec une répression cruelle contre le peuple. Mais la voracité économique et les terribles déformations criminelles de quelques groupes oligarchiques et de l'armée n'ont même pas accepté cette formule et veulent que l'on ne parle pas du tout de réformes, et que seule soit appliquée la répression comme solution aux problèmes du peuple. Donc, il est clair que, aussi bien les secteurs réactionnaires de la démocratie chrétienne, que l'oligarchie, l'impérialisme et l'essentiel de l'armée nationale sont d'accord pour une chose : soumettre notre peuple et détruire ses organisations, pulvé, pour eux, il s'agit là de la condition fondamentale à toute solution dans d'autres aspects.

La démocratie chrétienne a été démasquée : en particulier l'ingénieur Duarte a laissé clairement voir qu'il est un anti-communiste enragé, ennemi de la participation populaire, qu'il a préféré s'allier avec les fascistes plutôt que d'avoir à accepter l'idée que ce peuple a atteint son niveau de conscience politique et qu'il n'accepte plus la direction de faux leaders démocratiques.

Le soutien de la démocratie chrétienne à n'importe quelle formule d'apparence centriste obéit à la nécessité que les secteurs les plus sanguinaires et réactionnaires de l'armée ne soient pas seuls au pouvoir, car, ainsi, ils pourraient être isolés sur le plan international et cela freinerait les plans d'intervention militaire, politique et économique des Américains, qui risqueraient d'être condamnés par tous les gouvernements et peuples démocratiques du monde.

C'est la raison qui rend nécessaire une formule d'apparence centriste de gouvernement, permettant ainsi une répression profonde et criminelle qui fait semblant d'être le résultat de confrontations entre groupes de gauche et groupes de droite.

C'est la raison pour laquelle tous les peuples du monde doivent être attentifs à ce qui, en vérité, arrive dans notre patrie et qui, en vérité, gouverne sur notre sol. L'impérialisme nord-américain dirige les destins de notre patrie grâce à l'énorme contrôle qu'il exerce sur une armée essentiellement meurtrière, qui a dans ses rangs de nombreux officiers et soldats qui sont des psychopathes sanguinaires, ennemis de toute forme d'organisation populaire, habitués pour se distraire à commettre des atrocités contre notre peuple.

Tant que cette armée existera dans notre patrie, fidèle servante de l'impérialisme, et que l'oligarchie tiendra le pouvoir économique, il n'y aura pas de paix ni de justice pour notre peuple, et n'importe quelle formule de gouvernement qui n'a pas les secteurs populaires pour base fondamentale des changements de tous ordres : militaire, économique et politique, sera une formule vouée tôt ou tard à l'échec.

Nous alertons le mouvement démocratique mondial sur le fait que notre peuple est la victime d'une formule militaire meurtrière de droite, associée à un groupe sans appui populaire comme la démocratie chrétienne, qui sert d'instrument de sa propre volonté pour donner une apparence centriste à un gouvernement essentiellement d'extrême droite.

LA REPRESSION ACTUELLE : CINQ CENTS MORTS EN CINQ MOIS

L'espace dont nous disposons là est insuffisant pour parler de la répression sanglante que subit le peuple salvadorien en ce moment. Aucune des campagnes répressives entreprises par les gouvernements du général Romero et de Molina, avant le coup d'Etat du 15 octobre, ne se compare à l'envieure des campagnes qui ont lieu actuellement.

Le nombre des morts, depuis le 15 octobre jusqu'à présent, dépasse déjà les cinq cents en moins de cinq mois. La persécution et l'assassinat des dirigeants et militants des organisations populaires sont un fait quotidien.

Normalement, sur le plan international, on ne connaît que quelques faits répressifs, qui ont lieu dans la ville de San-Salvador, où les moyens de communication de la presse internationale

arrivent à couvrir, dans une certaine mesure, l'information. Comme le 22 janvier, le 12 février, et d'autres dates où eurent lieu des massacres de manifestants dans la ville de San-Salvador.

Mais la répression dans les zones rurales de notre pays reste méconnue. Aguilares, de nombreux villages et agglomérations, Chalatenango, Cuscatlan, San-Vicente, Usulután, La Paz, La Unión, Morazan, La Libertad, Sonsonate, c'est-à-dire presque la majeure partie de nos départements, subissent les effets permanents d'une guerre contre tout vestige d'organisation populaire.

Pour avoir une idée des massacres les plus importants commis depuis le 15 octobre, où même l'armée a dû reconnaître des chiffres élevés de morts par répression dans le but de cacher les vrais chiffres, qui sont encore plus importants, voici une récapitulation générale :

— 16 octobre 1979 : répression à Melicanos et Cuscatlan-cinco : plus de 355 morts ;

— 17 octobre 1979 : San-Marcos et Bosques-del-Matamorano : plus de 40 morts. Ces deux actions furent des répressions dirigées contre l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) et les Ligues populaires-28 février (L.P.-28) ;

— 29 octobre 1979 : répression d'une manifestation des Ligues populaires-28 février (L.P.-28) : 75 morts, dont 21 furent enterrés à l'intérieur de l'église El Rosario à San-Salvador, car un groupe militaire menaçait d'un nouveau massacre lors de l'enterrement ;

— 31 octobre 1979 : massacre à la manifestation du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) : 20 morts ;

— 12 décembre 1979 : à Berlin, département d'Usulután, on interrompit l'occupation d'une exploitation agricole par les Ligues populaires-28 février (L.P.-28) : 5 morts ;

— 15 décembre 1979 : an « libre » l'exploitation agricole El Portenir, occupée par les Ligues populaires-28 février (L.P.-28) : 100 morts. Dans cette action, des témoins voient la participation de soldats portant l'uniforme américain ;

— 22 janvier 1980 : une manifestation d'unité (B.P.R., L.P.-28, U.D.N., M.L.P. et F.A.R.N.) réprimée : plus de 40 morts ;

— 12 février 1980 : on interrompit l'occupation des locaux du parti démocrate-chrétien par les Ligues populaires-28 février (L.P.-28), et on réprima la manifestation du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) : plus de 25 morts.

Ce même mois de février, trois églises occupées par le FAPU à Ilobasco, San-Miguel et Santa-Rosa de Lima sont évacuées, et il y eut plus de 15 prisonniers qui furent fusillés sur les parvis des églises.

Et une dernière action, pour mentionner la plus récente, qui eut lieu à la fin du mois de février, à Santa-Domingo-de-Guzmán, à Sonsonate, où la version officielle déclare avoir fait subir à notre organisation de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) quinze pertes dans une supposée confrontation. En vérité, il s'agit d'une opération de fouille de toutes les maisons du village. Les combattants de nos forces ont résisté et se sont battus de 4 h 30 jusqu'à 11 heures du matin, cause de nombreuses pertes pour la garde et l'armée nationale (pertes dissimulées) et de notre côté. Ayant pu s'échapper, les forces de l'E.R.P. n'ont enregistré que deux morts et aucun blessé. La grande majorité des morts sont des gens du village et des militants des L.P.-28, désarmés, et qui furent arrachés à leur maison et fusillés, certains d'entre eux avec leur famille.

A tous ces faits s'ajoutent des centaines de disparus qui sont capturés par les corps de sécurité et dont les cadavres apparaissent plus tard déchirés avec une férocité de psychopathe.

Dans les zones rurales du pays, on vit dans un état de guerre permanent contre le peuple, et des milliers de familles paysannes sont poursuivies sans cesse par la garde nationale et l'armée. Les forces répressives assassinent, violent les biens des familles, tuent leur bétail et leurs animaux domestiques, détruisent leurs cultures, violent les femmes et assassinent les enfants, les vieillards et même des familles paysannes entières. Il s'agit là évidemment d'une campagne d'extermination de la base des organisations populaires. Ensuite, les comptes rendus officiels parlent de ces faits comme de confrontations avec les subversifs.

De nombreux morts par répression dans les campagnes ne sont pas reconnus avec exactitude, car l'autorité militaire en empêche l'accès ; la cruauté avec laquelle agissent les forces répressives est effrayante.

Un exemple : nous allions noter le délogement du local du parti démocrate chrétien, occupé pacifiquement par les Ligues populaires-28 février (L.P.-28).

Les forces répressives de la police nationale, la gendarmerie et la police entrèrent par les toits des maisons voisines par surprise, en tirant et tuant les premiers groupes d'occupants. Ensuite, elles frappèrent sauvagement les résistants et les saiges. Un agent de la police nationale obligea une militante du L.P.-28 à retirer son linget de corps et introduisit le canon d'un fusil G-3 dans ses parties génitales, tout en la frappant et en l'insultant.

Après avoir obligé tout le monde à s'étendre par terre, elles ont commencé à poser des questions sur les responsables des locaux. Les militants dirigeants des L.P.-28 : Victor Orlanda Quintanilla et Jaime Edgardo Lopez, ont répondu courageusement en levant la tête et ont admis leur responsabilité.

Immédiatement, un policier mis son fusil G-3 dans la bouche du camarade Victor et tira, l'assassinant ainsi.

Avant qu'on le tue — se rendant compte qu'il allait être assassiné, — Victor Quintanilla dit : « Camarades, soyez fiers. Gardez le moral bien haut. » Le même sort fut réservé au camarade Jaime, et également à la camarade Mariatella Serrano, autre dirigeante des L.P.-28, tuée par des balles qui, sciemment, furent dirigées dans ses parties génitales.

Cela n'est qu'un aperçu du degré de cruauté et de sauvagerie des forces militaires salvadoriennes, et cela a lieu chaque jour au Salvador. C'est le genre de paix, de réformes, de démocratie et de liberté que veulent nous imposer les Américains, l'oligarchie et l'armée.

C'est cette paix de mort que les gouvernements mal informés ou méprisants, ceux du Venezuela, du Costa-Rica, de l'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni, de l'Espagne et du pacte andin, s'apprêtent à soutenir.

Au nom de notre peuple, nous lançons un appel à Amnesty International, à la commission des droits de l'homme des Nations unies, pour envoyer des représentants pour visiter notre patrie

et se rendre compte par eux-mêmes que ce que nous disons est vrai : de nombreux journalistes étrangers ont pu être témoins et parfois victimes de faits barbares.

Nous appelons la presse internationale aussi, afin qu'elle visite les campagnes de notre patrie et soit témoin de la cruauté répression qui subissent des milliers de familles paysannes qui, les mois prochains, souffriront une terrible famine, tenant au fait que la répression les empêche de se stabiliser et de semer leurs petites parcelles pour subsister le reste de l'année.

LA GUERRE CIVILE EST-ELLE UN DANGER POUR NOTRE PAYS ?

L'argument de la violence et les maux d'une guerre qui a toujours existé pour les pauvres et les exploités deviennent le refrain avec lequel on veut rendre coupable de la situation la lutte juste et héroïque de défense que notre peuple a entreprise contre tant d'années d'oppression.

La guerre qui s'instaure actuellement, ce n'est pas le peuple qui l'a commencée. Il s'agit d'une action de légitime défense contre l'oppression, la répression permanente et la terrible misère qui épuisent la patience de notre peuple et l'obligent à se préparer et à établir d'une manière accélérée et créative ses nouvelles formes de lutte, y incluant l'organisation de ses propres forces militaires. Il y a ceux qui discutent et affirment que les grèves et les actions combattives du peuple sont la cause de ce qu'il n'y a pas de travail, ce qui aggrave la situation économique.

Ce qui est arrivé, c'est que les actions combattives du peuple ont déjà déstabilisé la situation, à tel point que les oligarques ruinent tout et sortent l'argent du pays, fermant les usines, vendant les propriétés, et créent une banqueroute économique.

Mais on peut se demander si la solution est d'accepter la paix d'exploitation et de mort qu'ils veulent imposer en finissant avec les organisations populaires.

Il n'y a qu'une solution : que le peuple prenne en main ce qui lui appartient en toute légitimité, les grandes « fincas » de café, de canne à sucre et de coton, les grandes usines, les banques et toutes les propriétés de l'oligarchie.

Il s'agit de la solution définitive, et d'aucune autre, qui nous maintienne soumis à la misère et à la répression permanente.

Maintenant, pour les secteurs de la droite meurtrière et réactionnaire, responsable de tout et la subversion communiste, et tout ce qui se passe est un plan soigneusement préparé par le communisme international.

Mais nous, ceux qu'on appelle subversifs, nous n'avons pas inventé cinquante ans de dictature militaire ni inventé non plus les tortures, les fraudes électorales, les massacres, l'exil. Nous n'avons pas non plus trompé les pauvres en leur faisant croire qu'ils l'étaient. Nous avons agi afin que la vérité soit reconnue et que notre peuple se prépare à conquérir ses droits légitimes. La droite réactionnaire et fasciste est habituée à considérer les travailleurs comme des moutons et des esclaves auxquels on n'accorde pas le droit de penser et de s'organiser. C'est pour cela qu'on invente les subversifs embauchés de peuple. Ils ont tort. Les travailleurs ne sont plus les mêmes gens soumis qui supportent les humiliations sans rien dire et en baissant la tête. Maintenant, ils se préparent pour conquérir ce qui leur appartient.

Ceux qui, de leurs quartiers résidentiels, n'ont pas ressenti les graves problèmes de misère et de chômage ne savent pas ce que c'est de vivre dans un canton avec la crainte permanente de l'irruption de la garde nationale qui va violer les femmes, tuer les hommes et voler le peu qu'ils possèdent. Ils ne comprennent pas que la guerre contre le peuple a déjà commencé. C'est pourquoi le peuple n'a pas d'autre alternative que celle de se défendre de toutes ses forces.

La droite réactionnaire prétend lever les drapeaux de la patrie, de la liberté et du travail et parle de République démocratique et représentative. Mais ce qu'elle défend, c'est une patrie qui est la propriété de quelques familles, la liberté d'exploiter et d'humilier les travailleurs. Son dieu c'est l'argent pour acheter les consciences et corrompre le travail d'esclave et de misère. Ce ne sont pas les valeurs de notre peuple, mais celles d'une poignée d'opresseurs et de réactionnaires.

La République démocratique et représentative dont ils parlent est celle de cinquante ans de dictature et de soumission par le feu et le sang de la majorité de notre peuple. La droite réactionnaire fait l'affront d'appeler peuple la lie de femmes aisées des Fronts féminins, épouses de bourgeois et petits bourgeois arrivistes et ambitieux. Il est clair que ce groupe social parasite ne sait rien faire d'autre que de dépenser l'argent que leurs maris volent au peuple travailleur.

Ce vestige social, qui, auparavant, passait son temps à prendre le thé, à jouer à la canasta, à faire des fêtes, à voyager, à afficher la luxure et les bijoux, a dû, maintenant, sortir dans la rue demander la paix des cimetières et le travail d'esclaves pour les pauvres parce qu'il ne s'amuse plus à son goût. C'est la raison de la lutte que déplore notre peuple.

Et ce secteur fait partie de ce qu'on appelle le « peuple producteur » ou le secteur entrepreneurial. De même que les enfants « bien » des familles bourgeoises, qui sont en passe de s'engager dans les groupes armés de la droite, O.L.C., U.G.B., FALCA et autres, qui sont préparés par le major Roberto d'Au-tussan et les corps de sécurité.

LES PLANS D'INTERVENTION DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Le souci de l'impérialisme américain de faire en sorte que, dans notre pays, ne puisse arriver au pouvoir un gouvernement qui ne soit pas en affinité avec ses intérêts le pousse à entreprendre des plans d'intervention dans une escalade qui mène jusqu'à l'intervention militaire directe sur le territoire salvadorien.

Le gouvernement américain, de même que le département d'Etat, la C.I.A. et la Pentagone sont convaincus que pour exercer leur contrôle sur la région, il est nécessaire d'étouffer et de soumettre les forces qui, dans notre pays, poussent à des transformations révolutionnaires, s'appuyant sur la participation directe du peuple dans les domaines politiques, militaires et économiques.

ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE, AFIN DE RELACHER L'UN DE SES OTAGES.

d'El Salvador à tous les peuples du monde EN LUTTE

Le gouvernement américain sait que son principal instrument est l'armée réactionnaire, et c'est pour cela qu'il soutient sa présence au pouvoir et se montre opposé à toute formule qui prétende à un changement d'essence populaire et révolutionnaire.

L'intervention militaire américaine a déjà commencé dans notre patrie. Des éléments de nationalité américaine en uniforme ont participé en tant que chefs opérationnels, le 15 décembre, au massacre de plus de cent paysans à El Congo. Des « marines » qui gardaient l'ambassade américaine ont capturé le 23 janvier deux étudiants du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) près de l'ambassade et, ensuite, les ont remis à la garde nationale. Ce fait est confirmé par l'assesseur légal de l'ambassade. Les deux étudiants ont disparu.

Une importante mission militaire américaine est arrivée dans notre pays récemment. Des assistants et techniciens militaires spécialisés dans la lutte « anti-insurrection », qui sont allés au Vietnam, donnent des cours aux officiers et soldats de l'état-major général des forces armées. Les techniciens en explosifs et autres des corps répressifs : police nationale, garde nationale, police, sont de nationalité américaine. De l'armement lourd, des hélicoptères, de l'artillerie, des chars et de fortes quantités de munitions sont arrivés au pays, en provenance des Etats-Unis et d'Israël.

Le plan américain pour soumettre notre peuple consiste à établir l'encerclement militaire de notre patrie en utilisant les armées du Honduras et du Guatemala. De même, il recherche, avec la présence de la démocratie chrétienne au pouvoir, l'appui et la participation économique, politique et militaire du gouvernement vénézuélien, en obtenant le soutien des pays membres du pacte andin.

Ces derniers jours, notre pays a reçu la visite d'une mission militaire vénézuélienne, avec à sa tête le général Darío Morillo Andrade, qui s'est réunie avec rien moins que le ministre de la défense, celui que toutes les forces désignent comme le responsable de la majeure partie des massacres dans le pays depuis le 15 octobre 1979.

Le gouvernement américain utilise aussi le gouvernement du Costa-Rica, afin que celui-ci aide à trouver des appuis politiques pour le gouvernement salvadorien.

L'aspect international de tout ce plan est fondamental, puisque, pour l'impérialisme américain, il s'agit d'empêcher que l'isolement international rende difficile son intervention directe, pour une vaste action répressive dans le pays, par laquelle on prétend assassiner de façon systématique plus de trente mille personnes.

Notre appel s'adresse au vrai peuple américain, qui ne veut plus de guerres et possède ses organisations qui, pour la paix et l'autodétermination, afin qu'il lutte, pour empêcher les criminels plans interventionnistes sur notre sol.

Au peuple et aux forces démocratiques du Venezuela, nous lançons un appel afin qu'ils ne permettent pas que la trajectoire démocratique de leur gouvernement ne soit entachée, en permettant que le gouvernement du COPEL offre son aide à un gouvernement répressif et antidémocratique comme celui qui existe dans notre pays.

La démocratie chrétienne de notre pays est un groupuscule de politiciens corrompus qui n'ont plus le moindre appui populaire. La preuve en est leur récent meeting pour lequel ils ont organisé la présence de plus de cent mille personnes. Malgré toutes les garanties officielles et une énorme campagne de propagande, ils ont obtenu la présence d'à peine un millier de personnes, dont 90 % étaient des paysans d'une autre organisation (U.S.C.), dont les dirigeants ont déclaré qu'ils n'appuyaient pas la démocratie chrétienne et qu'ils avaient été trompés et utilisés afin d'y participer. L'ingénieur Duarte, leader des démocrates-chrétiens, a dit que cet échec était dû à la crainte du peuple de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

Contre cela, le 22 janvier, s'est réalisée la manifestation de l'unité des organisations populaires : B.P.R., L.P.-28, U.D.N., M.L.P. et FAPU : trois cent mille manifestants y ont participé et le cortège atteignait 4 à 5 kilomètres.

Ce fut un fait sans précédent dans l'histoire de notre pays : jamais encore il ne s'était vu une concentration de cette taille, d'autant plus que des milliers de manifestants n'ont pu y participer, ayant été arrêtés ou retenus par des barrières militaires aux sorties de leur village. Des avions de l'oligarchie ont déversé sur la manifestation une pluie d'insecticides et ensuite les gardes nationaux et la police sont intervenus, faisant plus de quarante morts.

En dépit de tout cela, le peuple n'a pas eu peur ce jour-là, et le jour suivant, le 23 janvier, une nouvelle manifestation, de plus de cinquante mille personnes, s'est déroulée dans la rue à l'appel du B.P.R., des L.P.-28 et M.L.P. Les manifestants ont enterré certaines des victimes de la veille.

Il est donc clair que l'appui militaire et politique à une formule de gouvernement qui refuse la participation du peuple et de ses organisations ne sera pas l'appui à un processus de guerre contre de petites fractions insurgées que l'on soumet grâce à l'utilisation de mesures spéciales.

Toute intervention dans notre patrie ayant pour objet de mener une guerre cruelle et sans pitié contre tout un peuple, en causant des milliers de morts, sera inutile, parce que l'on ne pourra pas briser la volonté de notre peuple d'être l'auteur de son propre destin historique.

L'ACTIVITÉ MILITAIRE DES INSURGÉS DE L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE (E.R.P.)

L'armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.) fait partie des secteurs les plus avancés du peuple qui luttent pour la libération de notre patrie et qui, avec décision, ont pris les armes dans cette guerre de légitime défense contre les oppresseurs de notre peuple. Ces derniers mois, nos forces militaires ont intensifié leurs actions en occupant des villages, des hameaux, des cantons, des quartiers, préparant notre peuple aux tâches de l'insurrection.

Plus de soixante-quinze opérations militaires ont été réalisées ces derniers jours. Plusieurs dizaines d'éléments responsables de la répression en différents endroits du pays ont été jugés et exécutés. Des garnisons de la garde nationale, de la Police nationale et de la gendarmerie ont été attaquées, causant des pertes qui ont été cachées dans les bulletins officiels du comité de presse du Conseil permanent de la force armée (Copefa), afin d'éviter la démoralisation de la troupe et de ne pas permettre que le peuple

se conforte dans son espoir de voir avancer effectivement ses forces militaires.

De par notre activité militaire, nous avons capturé des éléments de l'oligarchie afin d'exiger le paiement d'impôts de guerre en échange de leur liberté. Le droit réactionnaire a prétendu dénigrer les organisations révolutionnaires en demandant constamment : que font les subversifs avec l'argent des enlèvements ? Et ils font le compte des sommes payées aux organisations, essayant de faire croire que cet argent est dilapidé. La réponse à cette question est simple : le peuple, pour mener à bien sa guerre, a besoin d'argent et ce que nous faisons, c'est récupérer une partie de l'argent qui appartient à notre peuple et qui, pour l'instant, est aux mains de l'oligarchie, pour le convertir en plus d'organisation, plus d'armes, plus de propagande, et subvenir ainsi à tous les besoins que nécessite un processus de guerre révolutionnaire du peuple.

L'argent que nous récupérons ne sert pas au luxe ni à la dilapidation, ni à fournir en armes des mercenaires assassins. Il sert à faciliter au peuple la conquête de la justice et de la paix.

Comme résultat de notre activité militaire, le 3 mars, des forces de notre armée, appartenant au Front central Commandant - Rafael - Antonio - Arce - Zablah - commandées directement par des membres de notre état-major général, ont réalisé une attaque avec des pièces d'artillerie contre le quartier général de la Garde nationale à San-Salvador. Afin de réaliser l'opération, nos forces ont pris militairement la ville de Ciudad-Delgado, située sur la rive est de la Garde nationale, et ont fermé avec des barrières et à l'aide de mines explosives tous les accès à celle-ci. Simultanément, des détachements d'artilleurs ont placé des pièces de 100 mm et ont tiré sur les dortoirs des agents et des officiers pendant quinze minutes, occasionnant des pertes considérables. Plus tard, des éléments de la police nationale qui essayaient de désamorcer les mines ont sauté avec elles, quand les mécanismes « attrape-nigauds » de ces charges ont éclaté.

Dans ce processus de lutte armée, nous nous sommes donné de nouveaux instruments, comme la récente mise en service de notre émetteur clandestin Radio révolutionnaire du peuple, qui, maintenant, se trouve en possession d'assurer régulièrement et normalement ses émissions.

Et à tout notre apport à la lutte doit être ajoutée l'activité croissante des combattants militaires des forces populaires de libération Farabundo-Morillo (F.L.P.), qui, de même que nos forces militaires, préparent le peuple pour l'insurrection avec une action constante dans tous les coins du pays. Les combattants du Parti révolutionnaire des travailleurs centra-américains (P.R.T.C.), les Forces armées de la résistance nationale (FARN) et le parti communiste d'El-Salvador font aussi partie des forces de notre peuple. Toutes ces forces font avancer la guerre révolutionnaire du peuple et préparent le peuple pour la lutte insurrectionnelle qui approche.

Nous proposons un gouvernement démocratique populaire dans lequel participeraient les différents secteurs populaires et révolutionnaires, les partis démocratiques, les associations de petites et moyennes entreprises des différents secteurs économiques, les techniciens et professionnels honnêtes, les officiers et patriotes honnêtes de l'armée qui seraient disposés pleinement à participer. Tous les secteurs du clergé progressiste y trouveraient place, de même que tous les secteurs sociaux, politiques ou les personnes qui sont d'accord avec son programme. L'élément fondamental de cette alliance est le respect entier des dispositions de l'accord commun dans une formule de démocratie populaire élargie, basée sur l'acceptation de la réalisation d'une révolution anti-oligarchique et anti-impérialiste.

Les transformations du gouvernement démocratique populaire comprennent tous les aspects de la structure sociale, politique et économique.

DANS L'ÉCONOMIQUE, NOUS PROPOSONS :

— Expropriation sans droit d'indemnisation de toute la propriété oligarchique dans les différents secteurs économiques, faisant passer celle-ci à des formes de propriété collectives, communales ou d'Etat.

De cette mesure se dégage la réalisation des réformes agraire, industrielle et urbaine, toutes celles-ci se faisant sans affecter les petits et moyens entrepreneurs privés, qui seraient aidés et bénéficieraient d'encouragements.

— Expropriation de toutes les entreprises impérialistes et rupture des traités qui soumettent l'économie de notre pays à des modèles de dépendance économique.

— Conduite de l'économie nationale sur la base d'un système national de planification qui engloberait tous les secteurs, régions et branches.

— Organisation d'un système économique basé sur la propriété collective, communale, étatique, et sur la petite et moyenne propriété privée.

— Nationalisation du commerce extérieur, du café, du coton, de la canne à sucre et autres produits.

— Nationalisation de tout le système bancaire et financier.

— Nationalisation des entreprises productrices d'énergie électrique et des raffineries de pétrole.

— Création d'un système national de transports, basé sur les coopératives, les petits entrepreneurs et les entreprises d'Etat du transport. On nationaliserait l'importation des véhicules de transport et de leurs pièces de rechange.

DANS LE SOCIAL, NOUS PROPOSONS :

— Socialisation de la médecine en rendant gratuits les soins et la médecine pour tout le peuple et en appliquant des plans intensifs de médecine préventive ;

— Socialisation de l'éducation, en la rendant gratuite pour tous les habitants, à tous les niveaux ;

— Développement de programmes massifs de construction de logements ruraux et urbains en établissant des plans pour éviter l'immigration ;

— Développement d'un plan massif d'alphabétisation.

DANS LA POLITIQUE, NOUS PROPOSONS :

— Création d'une nouvelle armée d'essence populaire et de profonde conviction révolutionnaire, constituée par :

a) Les forces insurgées du peuple ;

b) Les militaires patriotes ou les secteurs de l'Armée nationale qui seraient disposés à défendre les conquêtes révolutionnaires avec une nouvelle mentalité basée sur l'intérêt patriotique et social ;

— Dissolution des corps de sécurité et création d'organismes d'autodéfense populaire qui sauvegarderaient les intérêts immédiats du peuple ;

— Etablissement de formes nouvelles d'exercice du pouvoir local basées sur la participation populaire directe et permanente ;

— Abolition de la Constitution politique et dissolution du système actuel judiciaire afin d'établir un ordre nouveau légal sur les intérêts populaires ;

— Rupture de tous les traités militaires pro-impérialistes Condeco, TIAR et autres qui sont des instruments d'intervention ;

— Intégration de notre pays au mouvement des pays non alignés et ouverture de relations conformes aux intérêts nationaux, sans distinction d'idéologie ou de système social ;

— Défense ferme d'une politique indépendante sur le plan international, qui soit pour l'exercice entier de l'autodétermination des peuples, étant solidaires avec les peuples qui luttent pour l'exercice de ce droit ;

— Garantir le droit du peuple à exercer la confession religieuse de son choix ;

— Garantir la liberté d'expression.

A TOUS LES PEUPLES DU MONDE

Nous faisons un appel solennel pour qu'ils apportent leur solidarité matérielle, politique et militaire au peuple d'El Salvador qui mène en ce moment une lutte héroïque et décisive.

De même, des tranchées de combat de notre patrie, nous faisons parvenir un salut fraternel et révolutionnaire aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui luttent contre l'impérialisme dans ses différentes manifestations.

L'UNITÉ DES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES, AXE DE LA VICTOIRE POPULAIRE

L'histoire de notre patrie repose en ce moment sur ses forces révolutionnaires et sur son engagement en vue de la libération future de notre peuple.

N'importe quel effort dans la lutte sera vain s'il ne se dirige pas vraiment vers un légitime processus d'unité révolutionnaire, et celui-ci a besoin de la convergence entière et totale de toutes les forces qui, ces dernières années, ont consolidé les structures organiques, politiques et militaires des forces de la révolution salvadorienne.

C'est en tenant compte de cela que nous saluons le processus d'unité qui a commencé dans les organisations populaires et révolutionnaires.

Nous croyons avec fermeté à la nécessité de l'unité comme exigence historique en ce moment et, en raison de cela, nous sommes opposés aux manifestations de subjectivité et de manque de maturité qui pourraient freiner un véritable processus unitaire. Dans ce processus de lutte pour l'unité, notre organisation, toutes ces dernières années, a su maintenir une position claire de respect envers les autres organisations et, dans ce sens, nous nous efforçons de leur faire connaître à fond nos positions sans mépriser ni dénigrer le reste des forces.

Nous croyons que c'est un devoir de tout le peuple organisé d'exiger de ses forces révolutionnaires un comportement chaque fois plus mûr, qui inspire confiance à notre peuple et aux peuples qui nous offrent leur solidarité, parce que, dans notre pays, il existe un mouvement révolutionnaire qui est prêt à assumer l'énorme responsabilité historique de conduire le peuple à la victoire, tâche qui, en ce moment, concerne les détachements les plus avancés de notre peuple, qui, ensemble, formeront dans l'avenir l'avant-garde de la révolution salvadorienne.

Nous saluons les camarades héroïques des forces populaires de libération (F.L.P.), Farabundo Morillo, et nous applaudissons la maturité et la profonde conviction unitaire qu'ils ont en ce moment. De même, saluons les camarades du parti communiste d'El Salvador — P.C.S. — qui, depuis longtemps, ont tenté de favoriser un processus unitaire. Saluons la force naissante des camarades du parti révolutionnaire des travailleurs centra-américains (P.R.T.C.) et, de même, les camarades de la Résistance nationale (R.N.). Enfin, nous réaffirmons à notre peuple tout entier et aux peuples du monde notre décision inébranlable de lutter pour la révolution de notre patrie pour :

VAINCRE OU MOURIR

Vive l'unité de toutes les forces du peuple !

Vive l'Armée révolutionnaire du peuple E.R.P. !

Vive le front central « Commandant Raphael Antonio Arce Zablah » !

Vive le front oriental « Commandant Miguel Angel Gomez » !

Vive le front occidental « Commandant Edgar Antonio Salmeron » !

Vive le front centre-oriental « Commandant Leonel Arevalo Martinez » !

Gloire aux héros du peuple tombés dans la lutte pour la conquête de la liberté !

Etat-major de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.)
Commandant Joaquín Villalobos Huexo, commandant en chef.

Commandant Jorge Antonio Melendez, chef.

Commandant Ana Sonia Medina.

Commandant Juan Ramon Medrano.

Commandant Octavio Ponce.

AMÉRIQUES

GRENADE

UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT CONTRE M. GAIRY

Le gouvernement révolutionnaire de M. Bishop n'a pas touché aux structures économiques de l'île

Saint-George's. — « Les choses ne vont pas plus mal qu'avant. Elles auraient même, selon moi, tendance à mieux aller. Grenade semble respirer beaucoup mieux depuis l'éviction d'Eric Gairy. L'approvisionnement se fait comme auparavant et les produits n'ont guère augmenté. Mais, incontestablement, la révolution a porté un coup très dur au tourisme. » M. G. Ribordy, le patron suisse de l'hôtel Holiday Inn de Saint-George's, poursuit : « Notre taux de remplissage est tombé de 80 % à moins de 50 % ; les gens ont eu peur. L'American Express a annulé trois ou quatre groupes de vingt personnes. Skiliffah a annulé un groupe de cent. L'American Automobile Association ne nous a envoyé personne cette année, pas plus que Port of Callis, et il en a été de même pour tous les hôtels. » Effectivement, les chauffeurs de taxi se pressent un peu à l'ombre d'une végétation luxuriante, et les marchandes de souvenirs ont le temps de trébucher. Pourtant, pour M. Maurice Bishop, le premier ministre de Grenade, le tourisme doit être, avec l'agriculture et la pêche, un pilier de l'économie. Devant des

Aucune nationalisation

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas, pour les nouveaux maîtres de Grenade, de faire du tourisme à l'importation quelconque. Il faut, disent-ils, que l'essentiel des besoins des visiteurs soit satisfait par l'économie, tant dans le domaine de l'alimentation que dans celui de l'hébergement. Pour le premier ministre, M. Bishop, l'essentiel, pour l'instant, n'est pas d'augmenter la capacité d'accueil, qui n'est que de 150 lits, mais d'en assurer un taux de remplissage plus élevé. « L'argent que nous gagnons pendant les six mois de la haute saison, nous le perdons au cours de la basse saison où nous tournons pratiquement à vide, déclare le directeur de l'Holiday Inn. Je ne vois pas très bien comment le gouvernement pourrait changer cela, même si nationalise l'hôtel. »

Nationaliser. Voici lâché un mot important, dans un pays qui se veut socialiste, en plein dans cette mer des Caraïbes que les Américains considèrent toujours comme leur « mare nostrum ». Pourtant, selon M. Bernard Coard (vice-premier ministre, ministre des finances et de l'économie, l'homme dont on dit en chuchotant : « Bishop est socialiste, mais Coard est communiste »), c'est cela qui explique le rapprochement avec Cuba : « Le gouvernement révolutionnaire du peuple n'a nationalisé aucune entreprise et n'a l'intention d'en nationaliser aucune. Il se peut que nous fassions des propositions d'achat à certaines entreprises ; mais cela n'a rien de très normal, dans n'importe quel pays du monde. »

Lui rappelle-t-on que Coca-Cola est dirigée par des fonctionnaires et des ouvriers après

professionnels réunis, il a, il y a quelques mois, tracé les grandes lignes de ce qu'il a appelé lui-même « un nouveau tourisme ». « Il n'y a pas été très précis, nous avons cru comprendre qu'il souhaitait recevoir des touristes venant des îles voisines plutôt que des grands pays. Mais comment ces gens-là vont-ils régler les notes ? »

Il n'est pas un bureau de l'administration, pas un bâtiment public, où des affiches de toutes dimensions et de toutes couleurs n'exhortent la population à acheter des bons pour permettre la construction de l'aéroport international de Grenade. Un comité a été créé, qui organise bals, barbecues, et autres manifestations pour récolter des fonds. Sur le terrain même, les travaux vont bon train, sous la direction et avec l'aide d'une quarantaine de techniciens cubains arrivés dès décembre. Des maisons préfabriquées sont en construction pour en accueillir plus de deux cents. Mais, à l'arrière-plan, on dit qu'ils sont déjà là ; le vice-premier ministre, M. Bernard Coard, dément.

De notre envoyé spécial

que le directeur en ait été chassé ? Il répond, très à l'aise : « Il ne s'agit pas du tout d'une expropriation. Un conflit a opposé la direction de l'usine aux ouvriers ; ceux-ci se sont mis en grève pour faire aboutir leurs revendications. Plutôt que de leur donner satisfaction, le propriétaire a préféré fermer. Nous avons aidé les ouvriers à remettre l'usine en marche. Si le propriétaire veut revenir demain, il le peut. On lui remettra son usine. »

A écouter M. Coard, 35 ans, ancien professeur d'économie à l'université des West Indies, visage ouvert et sympathique encadré d'une barbe à la Castro, le régime révolutionnaire de Gre-

nade n'a rien réalisé de ce qui se fait en général dans les autres pays socialistes. Les banques par exemple. « Il en existe dix, dit M. Coard, quatre grandes (trois canadiennes et une anglaise) et deux petites, dont l'une est privée et l'autre propriété du gouvernement. » Mais tout individu, Grenadien ou étranger, peut déposer son argent dans l'établissement de son choix, en en faire ce qu'il en veut. Pas question, donc, de lutter autoritairement contre une éventuelle évasion de capitaux. Tout au plus, des négociations sont-elles en cours pour un éventuel rachat par l'Etat de l'Imperial Canadian Bank of Grenada.

Les « tontons Macoute » de M. Gairy

Sur les libertés, M. Coard est également formel : « Il n'y a dans les prisons de Grenade que soixante-dix prisonniers politiques, alors qu'avant début de la révolution il y en avait plusieurs centaines. Ceux qui sont encore enfermés, ont été régulièrement jugés et ont été condamnés d'avoir, du temps de M. Eric Gairy, l'ancien président, commis des actes de banditisme. Ils étaient, pour la plupart, membres des « Mongoustes », les « tontons Macoute » de M. Gairy. » Sur la presse, M. Coard se veut également rassurant : « Nous avons fermé un seul journal : le Torchlight, de M. Cromwell. Pour plu-

sieurs raisons. La première, c'est qu'il véhiculait de fausses informations, qui auraient pu indisposer contre nous une partie du peuple qui nous a fait confiance au moment de la révolution, et qui est toujours de nous faire confiance. Ainsi Torchlight a fait état de la présence ici de nombreux militaires cubains, et même de l'installation de missiles, ce qui est absolument ridicule. »

La seconde raison, c'est que le propriétaire de Torchlight détenait un nombre d'actions illégalement important dans tous les journaux de la Caraïbe qu'il se trouve presque en situation mono-

politique. Nous n'admettons pas qu'un seul homme puisse ainsi avoir la possibilité de manipuler l'opinion publique et de dénigrer systématiquement d'autres révolutions dans le monde. Enfin, nous voulons prémunir que les journaux grenadiens appartiennent à des grenadiens, et, deuxièmement, qu'aucun journal ne puisse ici appartenir à un homme seul. Nous avons fait voter une loi dans ce sens. Un collaborateur de M. Coard nous fera remarquer plus tard : « Regardez notre journal the New Jewel, il aurait pu être imprimé sur le matériel moderne qui servait à imprimer Torchlight. Mais nous n'y avons pas touché, car il n'est

pas à nous. Alors nous nous contentons de ces six feuilles qui paraissent épisodiquement et qui ressemblent à un organe d'étudiants fauchés. » Et les élections ? Quand donc ce régime installé par la force se soumettra-t-il au verdict populaire ? Pour M. Bishop, ces élections ne sauraient avoir lieu avant au moins cinq ans, car la révolution du 13 mars 1976 a constitué un véritable plébiscite populaire. L'essentiel, maintenant, pour le peuple, c'est de constater le développement économique, et de voir avancer le pays. Des élections ne seront organisées que lorsque la situation objective du pays le permettra.

Des aides très diverses

Pour cette jeune femme qui, via la Barbade et la Jamaïque, se rend à Cuba pour parler commerce, « rien n'a encore véritablement changé ». Certes, le premier ministre peut s'enorgueillir de la création d'environ mille emplois, pour la construction des routes et des programmes divers. Mais, que peut-on faire en un an si ce n'est simplement préparer le décollage ?

C'est, en effet, l'impression que l'on ressent à Grenade, un pays qui se prépare. L'ambassadeur de France, M. René de Chasseuil-Praslin, nous a déclaré : « L'équipe au pouvoir, me paraît sympathique, franche et travailleur. De toute évidence, elle a décidé de prendre à bras le corps son destin, et il n'est dans l'intérêt de personne, et surtout pas des Etats-Unis, de tenter, ici, une quelconque déstabilisation. Il faut laisser ces gens travailler. »

Pour les dirigeants du gouvernement révolutionnaire, préparer l'avenir à l'heure présente, c'est trouver des aides pour mettre en route des projets qui restent à définir. Cela, explique que M. Bishop se soit rendu en Zambie, au Canada, au Venezuela, en Algérie, en Libye et en Syrie. Nous ne sommes allés à Cuba que pour participer à la conférence des non-alignés, et à New York dans le cadre de l'O.N.U., précise M. Coard. De tous ces voyages, le premier mi-

nistre grenadien a rapporté des aides non négligeables, et très diverses, 10 millions de dollars de l'Algérie, de la Libye et de la Syrie, 2 millions de dollars de l'Irak, plus de 11 millions de dollars du Canada, autant de divers pays européens (1).

L'aide cubaine n'est pas chiffrée, mais elle est, de loin, la plus spectaculaire, puisqu'elle se manifeste par la présence physique, sur le sol grenadien, d'une trentaine de médecins et de dentistes, et d'environ deux cents techniciens, sans compter ceux qui travaillent à l'aéroport international. La Havane a aussi un ambassadeur résidant, le seul sur l'île.

Un an après la révolution socialiste de M. Bishop, rien n'a encore véritablement changé à Grenade, dans le domaine économique. Surtout, peut-être évoluent les citoyens, dans M. Bishop dit : « Pour la première fois, il y a dans notre peuple, un sentiment nouveau de dignité, et le sens de l'effort. » Il dit également : « Je me dis socialiste. Mais c'est le programme et la politique que nous suivons dans l'avenir qui nous dira ce que nous sommes. »

FIRMIN RENEVILLE.

(1) Notons que le budget de Grenade s'élève à 80 millions de dollars, soit environ 270 millions de francs.

La voiture de demain, qui va la vendre ?



Comment se fait-il que ce soit deux Français qui se disputent la troisième place de la production automobile mondiale ? Comment s'expliquent ces deux miracles industriels : Peugeot, Renault ? Par

leur capacité d'innovation ? Ou par leur politique sociale ? Le Nouvel Observateur vous révèle qui sont ces hommes qui se livrent un combat de géants intéressant tous les Français.

SAMEDI DANS LE NOUVEL **observateur** 6 PAGES

مركزنا من الأصل

AMI

Etats-Unis

Sainte Jeanne de Chicago

Le camp Kennedy sur la réserve

A GERALD FORD RENCONTRE LE

pose gratuite jusqu'au 30.06.80

Compter environ 62 \$ l'heure pour la location d'une voiture moyenne. Les tarifs 170 \$ + 45 \$ pour la location d'une voiture de luxe. Prix indicatif pour la location d'une voiture de luxe. Pour plus d'informations, contactez le service client. Déjà plus de

OUVERTURE DES PORTES
SAMEDI 15 MARS A 10 H.

GRANDE BRADERIE ANNUELLE DES FOURRURES DU NORD

MANTEAUX

	SOLDÉS	BRADÉS
Lapin bariolé	1150 F	650 F 380 F
Lapin coté	1250 F	720 F 430 F
Mouton doré	1850 F	1250 F 950 F
Lapin naturel	1850 F	1350 F 1150 F
Pattes chevrete	2650 F	1850 F 1450 F
Chat d'Asie	2750 F	1950 F 1450 F
Patchwork Pahmi	3450 F	2850 F 1850 F
Pattes Astrakan	2350 F	1650 F 1250 F
Astrakan pleine peau	2850 F	1650 F 1350 F
Astrakan russe pleine peau	4850 F	2750 F 2350 F
Murmél pleine peau	3750 F	2850 F 2250 F
Opossum naturel	3850 F	2750 F 2150 F
Skungs	4150 F	2950 F 2350 F
Pattes Guanaco	4850 F	3650 F 2650 F
Astrakan Swakara pleine peau	5750 F	4350 F 3750 F

VESTES

	SOLDÉS	BRADÉS
Chat d'Asie	1450 F	780 F 490 F
Lapin	920 F	780 F 570 F
Chacal	1750 F	1350 F 950 F
Pattes Astrakan	1850 F	1350 F 950 F
Agneau Toscane	1850 F	1350 F 950 F
Mouton doré	2150 F	1450 F 980 F
Astrakan marron	4350 F	3250 F 2850 F

MANTEAUX

	SOLDÉS	BRADÉS
Queues de vison	5850 F	4500 F 3850 F
Murmél	5850 F	4350 F 3150 F
Rat d'Amérique	5450 F	4250 F 3650 F
Rat d'Amérique Ranch, Dark	6450 F	5350 F 4750 F
Toscane	5850 F	4650 F 3750 F
Ragondin rasé	7850 F	6250 F 5350 F
Castor longs poils	7850 F	6250 F 5650 F
Renard gris	8750 F	7250 F 5750 F
Marmotte naturelle	9250 F	7850 F 7250 F
Astrakan Swakara		
qualité sup., col vison	8250 F	6950 F 5750 F
Renard bleu	12250 F	8750 F 8250 F
Vison dark allongé	12850 F	10250 F 8950 F
Vison pastel allongé	14250 F	12750 F 10750 F
Vison pleine peau	11650 F	9250 F 8750 F

VESTES

	SOLDÉS	BRADÉS
Renard bleu	5250 F	4650 F 4150 F
Vison et cuir	5850 F	4650 F 4350 F
BLOUSONS		
Lapin	370 F	230 F 120 F
BLOUSONS		
Kalgaan réversible	1450 F	780 F 570 F
ANORAK Patchwork Pahmi	1450 F	1150 F 680 F

ARTICLES MIS EN VENTE UNIQUEMENT AUX FOURRURES DU NORD "LA FAYETTE"

	SOLDÉS	BRADÉS
MANTEAUX : Opossum d'Australie	4250 F	3450 F 1650 F
: Flancs marmotte	1750 F	1350 F 850 F
VESTES : Lapin rasé noir	850 F	580 F 340 F
VESTES : Pattes agneau des indes	750 F	520 F 380 F
: Patchwork chat d'Asie	1250 F	650 F 480 F
: Lapin Nankin	1550 F	1150 F 650 F
: Castorette	1850 F	1480 F 950 F
: Mouton doré	2150 F	1450 F 980 F
: Coyote	4350 F	3250 F 2750 F

	SOLDÉS	BRADÉS
GILETS : Borégos	350 F	240 F 65 F
GILETS : Lapin	340 F	230 F 100 F
BLOUSONS : "Fantaisie" fourrure et cuir	320 F	150 F 100 F
BLOUSONS : Réversible flancs marmotte et flancs renard	1450 F	980 F 760 F

RAYON OCCASIONS : Manteaux et vestes depuis 100 F
: Manteaux astrakan bradés à 250 F

115, 117, 119 Rue LA FAYETTE
PARIS - 10^e
PRES GARE du NORD



100, Avenue PAUL DOUMER
PARIS - 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9 H. A 19 H. SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

cette semaine dans:

les nouvelles littéraires

Marguerite Yourcenar contre Michel Droit: troc scandaleux à l'Académie française

Un grand texte oublié de Marguerite Yourcenar

Régis Debray répond à ceux qui veulent le récupérer

Un livre sur l'affaire Fiszbin: l'histoire d'un mensonge déconcertant

La grande provocation du 23 mars 1979: une vérité étouffée

Bertrand de Jouvenel: de la difficulté d'interviewer Hitler

Faut-il poursuivre les manipulations génétiques?

Du «faux grossier» aux «Diam's» de Bokassa: la vie politique est un vrai roman (par Jean-François Kahn)

De Funès: c'est Molière qu'on assassine

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

POLITIQUE

Le sondage mensuel «France-Soir» - IFOP

LA POPULARITÉ DE MM. GISCARD D'ESTAING ET BARRE EST EN BAISSE

«France-Soir» publie vendredi 14 mars le sondage mensuel de popularité, réalisé par IFOP du 4 au 11 mars, au moyen de mille neuf cents interviews effectuées auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Raymond Barre sont tous deux en baisse par rapport à la précédente enquête. Le président de la République recule de 2 points à 49 % de satisfaction (47 % contre 49 % en février) et progresse de 2 à 51 % de mécontentement (49 % contre 51 % en février). Les Français satisfaits du premier ministre sont moins nombreux qu'en février (31 % contre 34 %) et les mécontents plus nombreux (69 % contre 66 %).

Le R.P.R. propose une loi-cadre sur la participation

Une proposition de loi-cadre prévoyant une extension de la participation des travailleurs dans l'entreprise, afin de leur faire accéder à la «citoyenneté économique», a été déposée par le R.P.R. Elle doit être examinée à la prochaine session parlementaire, en même temps que les textes gouvernementaux sur le même thème. M. Jean-Pierre Delalande, député R.P.R. du Val-d'Oise, a exposé à la presse les grandes lignes de ce projet le jeudi 13 mars.

La participation aux fruits de l'expansion serait octroyée par la création d'une tranche complémentaire d'imposition à celle que fixe l'ordonnance de 1967 sur la participation. Elle représenterait le quart de la dotation de

INVITÉ LE LUNDI 17 MARS A «CARTES SUR TABLE»

M. Chirac veut éviter d'évoquer l'élection présidentielle d'avril 1981

M. Jacques Chirac sera l'hôte, lundi 17 mars, de l'émission télévisée «Cartes sur table», à 20 h. 30, sur Antenne 2.

Le maire de Paris avait l'intention de répondre davantage aux questions relatives à la politique étrangère — notamment l'Europe et le Proche-Orient, — et à la politique économique et sociale qu'à celles qui porteraient sur la politique intérieure et sur la prochaine élection présidentielle. Il avait déjà observé cette attitude lors de sa dernière intervention, le 24 février, devant le Club de la presse d'Europe 1 (Le Monde du 28 février).

Le président du R.P.R. assistera, dimanche 16 mars, à une partie des débats du congrès régional R.P.R. de l'Île-de-France, qui se réunira à Paris, salle de la Mutualité. M. Chirac n'y prendra toutefois pas la parole. Les délégués

des huit départements de la région parisienne qui participeront à ce congrès débattront uniquement des problèmes de politique étrangère, notamment de l'Europe du commerce extérieur et du tiers-monde. M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire et conseiller politique du mouvement, ainsi que M. Bernard Pons, prendront la parole dans l'après-midi. M. Pons aura présidé, samedi 15 mars à Strasbourg, le congrès régional d'Alsace sur le thème: «conception et pouvoirs de la région».

M. Michel Debré sera l'invité, dimanche soir 16 mars, du Club de la presse d'Europe 1. A cette occasion, l'ancien premier ministre sera amené à préciser ses intentions en ce qui concerne son mandat de représentant à l'Assemblée européenne de Strasbourg.

Le mandat européen de M. Debré

Dans l'entourage de M. Debré, on indiquait, jeudi 13 mars, que contrairement aux rumeurs qui avaient circulé à Strasbourg (Le Monde du 14 mars), le député de la Région n'aurait pas l'intention d'écourter la durée de son mandat européen. Il avait en effet été décidé, après l'élection européenne, que M. Debré, qui préside la liste DIFP, serait exempté du «tournoiement» auquel tous les membres de la liste conduite par M. Chirac avaient pris l'engagement d'adhérer de se soumettre. M. Debré a adressé récemment aux quatorze autres membres de la DIFP, qui siègent actuellement à Strasbourg, une lettre pour leur rappeler leur promesse et leur demander d'envisager les modalités pratiques de leur remplacement par les suivants de la liste. Dans cette lettre, M. Debré n'évoque pas son cas personnel.

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra le samedi 29 mars, à 17 h. 30, au Bourget, à l'occasion de la Semaine de la jeunesse, et il «dialoguera» avec les jeunes présents à cette manifestation, indiquant-on à l'Élysée. Le président de la République évoquera

Après les élections cantonales partielles

M. BLANC (P.R.): la «pêche à la ligne» est ouverte.

«Politiquement, la pêche à la ligne» est ouverte, a déclaré M. Jacques Blanc, secrétaire général du Parti républicain, jeudi 13 mars, à propos des résultats des dernières élections cantonales partielles. M. Blanc faisait référence aux propos tenus par M. Edgar Pisani (P.S.), le dimanche 10 février, au club de la presse d'Europe 1, selon lesquels il traitait «à la pêche à la ligne» si le candidat communiste arrivait en tête de la gauche au premier tour de l'élection présidentielle.

«Globalement, on assiste à un recul sensible des voix de l'opposition», estime M. Jacques Blanc. Sur quatorze cantons communaux, le P.C. a reculé par dix fois, et le P.S. par douze fois (1). On peut toutefois noter que l'écroulement communiste reste dissimulé tandis qu'une proportion grandissante d'électeurs socialistes semblent réputer à reporter leurs voix sur les candidats communistes. Politiquement, la pêche à la ligne est ouverte.

«Personne ne peut plus ignorer, a-t-il ajouté, que les candidats républicains s'affirment chaque jour davantage comme étant les candidats les mieux placés pour recueillir les suffrages de ceux qui, ayant jusqu'ici apporté leur soutien à l'opposition, s'aperçoivent — aujourd'hui — que l'union socialiste n'était qu'une grande illusion».

Le secrétaire général du parti républicain sera reçu, vendredi 14 mars, à 15 h. 15, par M. Valéry Giscard d'Estaing.

(1) M. Jacques Blanc a commis une erreur que ses services ont rectifiée auprès de nous. Dans les élections cantonales organisées depuis le 1^{er} janvier dernier, le P.C. a bien reculé dix fois, mais le P.S. n'est en recul que dans huit cantons et non pas douze.

cinq thèmes: les droits de l'homme, le cadre de vie et l'environnement, le droit au travail, la vie des jeunes ruraux, l'accès des jeunes à la culture. Un système de duplex permettra à des jeunes provinciaux d'être en contact direct avec le chef de l'État.

ROCHE-BOBOIS. CUIR ET PLUME.

Il est noir comme un blouson, souple comme un gant, confortable comme un oreiller. Ce canapé est en cuir noir, très fin, travaillé en souplesse, et garni de plumes d'oie. C'est ce qui lui donne son moelleux inégalable. En effet, la plume d'oie a une tige légèrement courbée qui agit comme un véritable ressort, emmagasinant l'air et cédant progressivement sous la pression exercée.

Mais pour accentuer encore son élasticité naturelle, on a ajouté à la plume des flocons de polyuréthane. La forme revient plus vite et le confort reste le même.

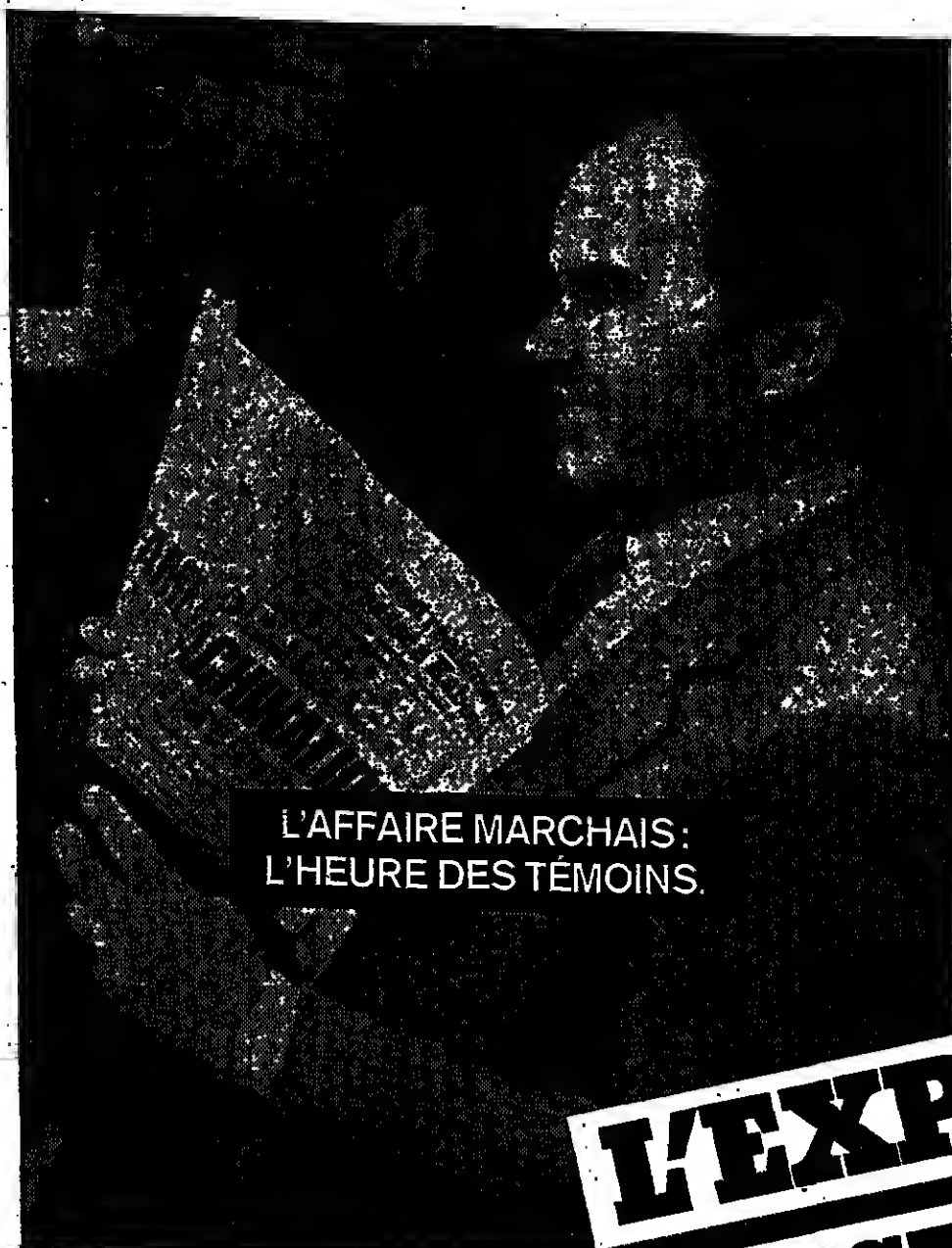
ROCHE-BOBOIS

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 207, bd St-Germain - 52, avenue de la Grande-Armée.
En banlieue, Athis-Mons, 37, route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine, 72, bd du Mal Joffre - Melun, 2, rue St-Etienne - Versailles, 6, rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

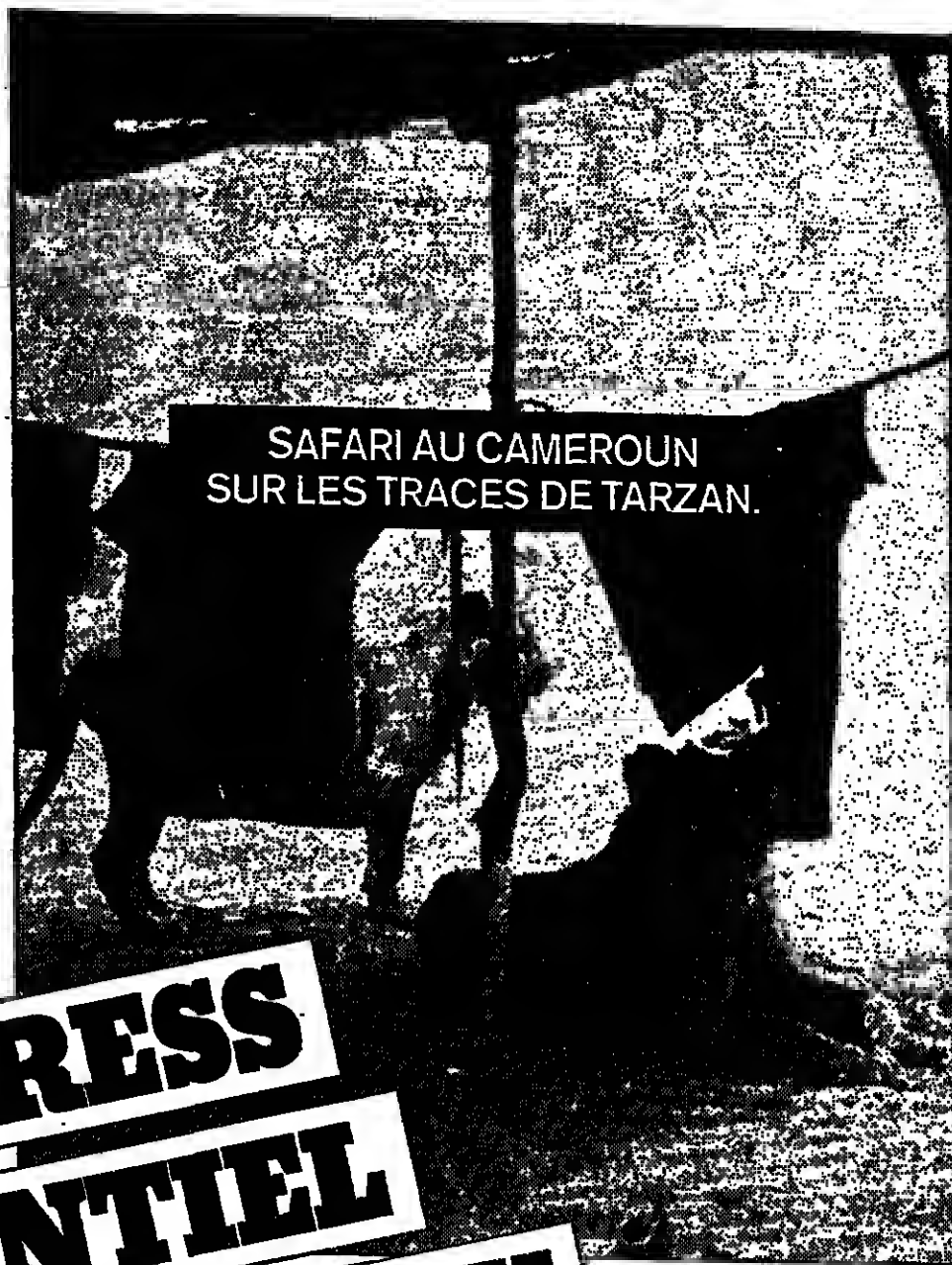


Le canapé 3 places, coussins garnis plume et mousse, 240 x 100 x 86-110/40 F. Le canapé 2 places, 170 x 100 x 86: 8,895 F.

هكذا من الأصل

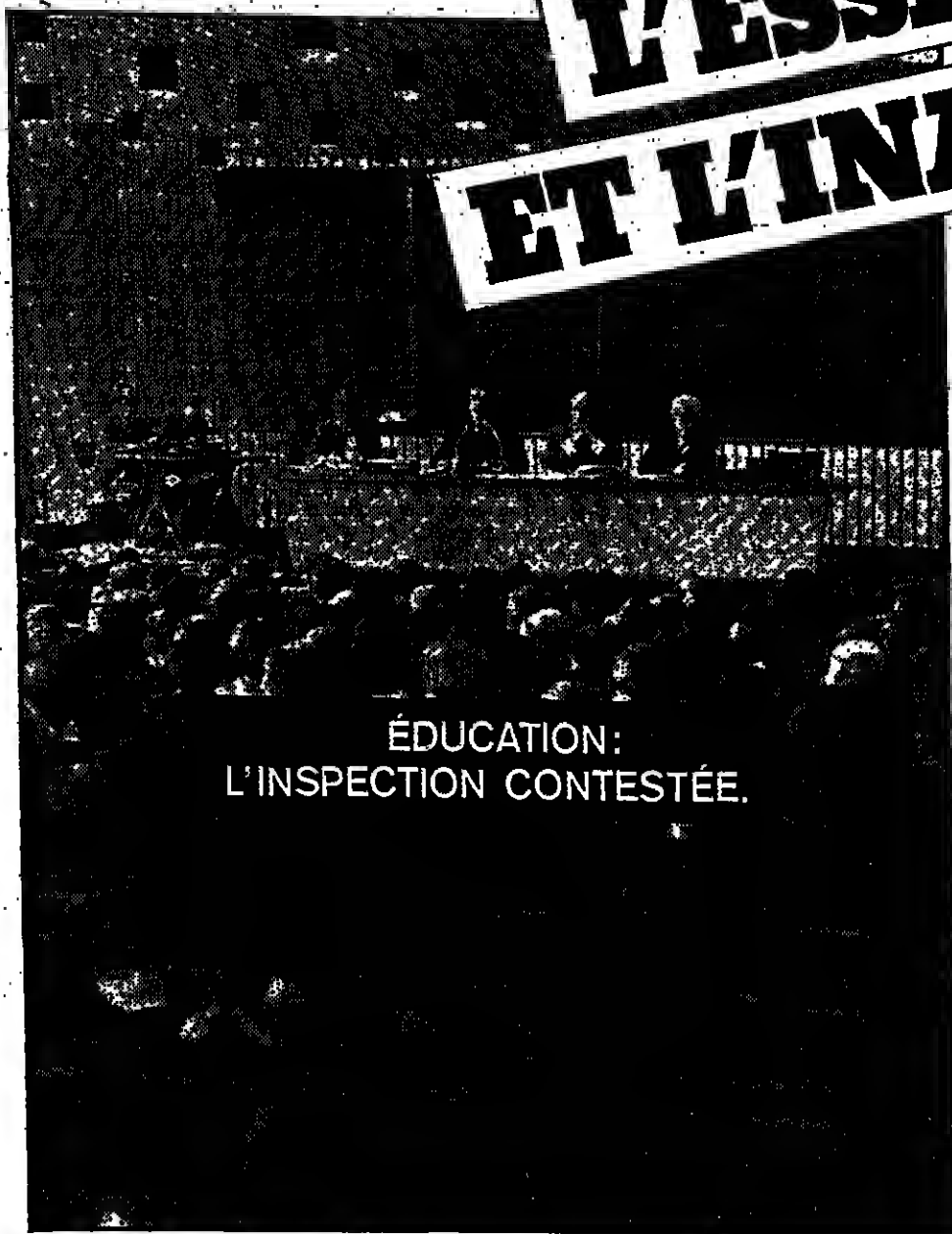


L'AFFAIRE MARCHAIS:
L'HEURE DES TÉMOINS.

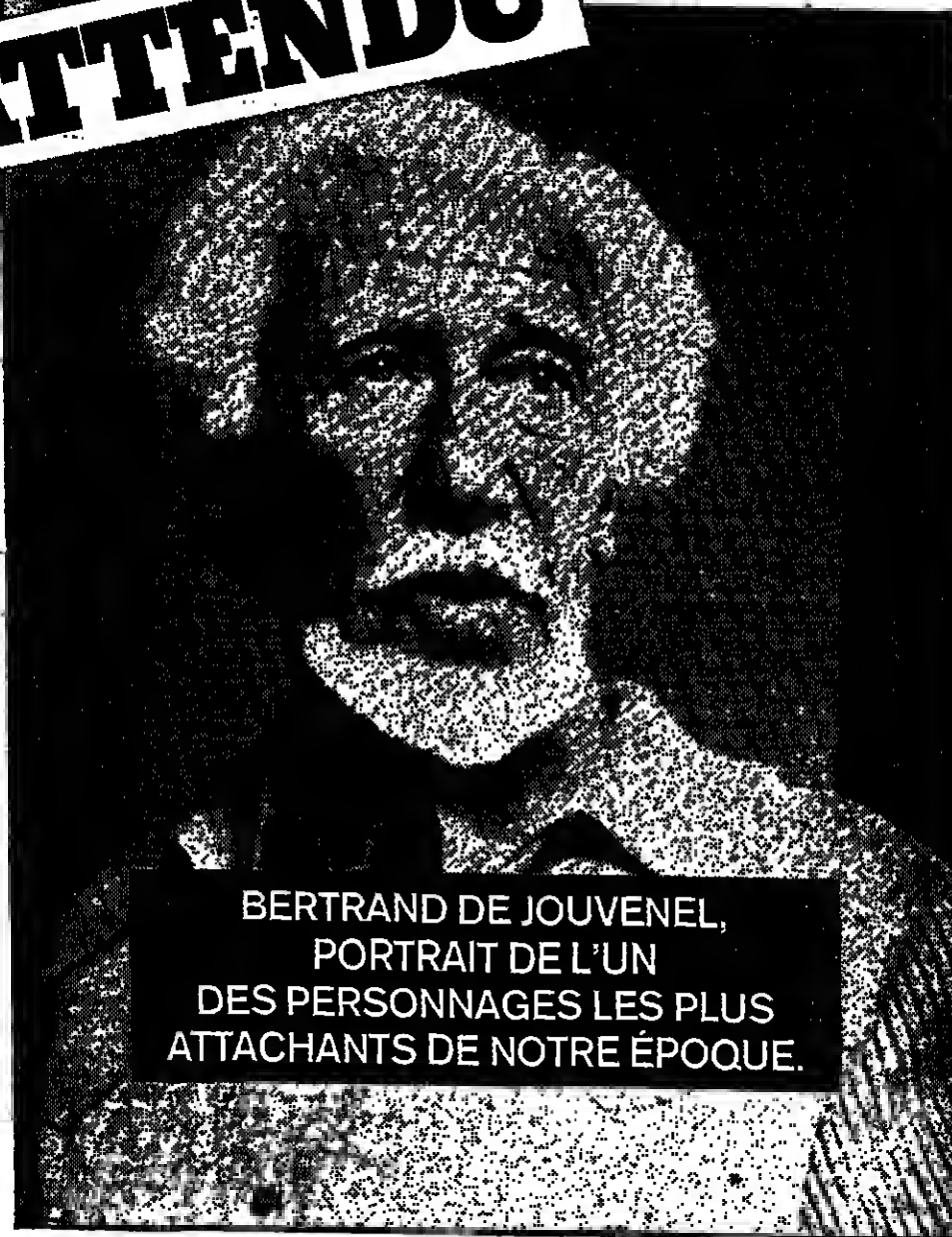


SAFARI AU CAMEROUN
SUR LES TRACES DE TARZAN.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



ÉDUCATION:
L'INSPECTION CONTESTÉE.



BERTRAND DE JOUVENEL,
PORTRAIT DE L'UN
DES PERSONNAGES LES PLUS
ATTACHANTS DE NOTRE ÉPOQUE.

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

L'AFFAIRE DES TERRAINS DE RAMATUELLE

Le juge d'instruction de Caen n'a subi aucune pression

estime le Conseil supérieur de la magistrature

Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni jeudi 13 mars à l'Élysée, a remis au président de la République le rapport que celui-ci lui avait demandé le 6 décembre 1979 à propos des conditions dans lesquelles a été instruit à Caen, par M. Renaud Van Rymsbeke, le dossier de la vente des terrains de Ramatuelle (« le Monde » du 8 décembre). Le rapport conclut que le magistrat a agi « en toute indépendance ».

Dans les lettres adressées avant son suicide à l'Agence France Presse, à plusieurs journaux et à diverses personnalités, Robert Boulton avait fait état d'un « dévoiement » dans la rédaction du secret de l'instruction qui laisse froid un garde des sceaux plus préoccupé de sa carrière que du bon fonctionnement de la justice. Des rumeurs avaient, par

la suite, laissé accréditer l'idée que le magistrat avait subi des pressions. Aussi, M. Valéry Giscard d'Estaing avait-il chargé le conseil de désigner trois de ses membres aux fins de vérifier si « une atténuation quelconque avait été portée, de manière directe ou indirecte », à l'indépendance du juge. MM. Marcel Faure, conseiller à la Cour de cassation, Jean-Claude Soper, professeur de droit général à l'université de Paris-II, et Jean Wagner, premier président à la cour d'appel de Colmar, avaient été chargés de cette mission.

Selon le communiqué publié le 13 mars par l'Élysée, « pour mener à bien leur tâche », ces trois personnes « et le Conseil lui-même » ont eu à leur disposition tous les éléments nécessaires dans le respect du secret de l'instruction. Leur enquête s'est effectuée à Paris et à Caen, où ils ont notamment entendu M. Renaud Van Rymsbeke.

« Il ressort, précise le communiqué, des diverses auditions et de l'examen des documents consultés — particulièrement de la correspondance échangée entre le chancelier et le procureur général de Caen, mise à la disposition du Conseil supérieur de la magistrature par le garde des sceaux — que le juge d'instruction a, dans l'affaire considérée, exercé en toute indépendance les prérogatives qu'il tient de la loi ; qu'aucune pression n'a été exercée, qu'aucune manœuvre n'a été entreprise ; qu'aucune tentative n'a été commise pour modifier le cours de l'information ou influencer la liberté de jugement du magistrat ».

Un procès en diffamation à Tours Un non-aligné de l'avortement

De notre envoyé spécial

Tours. — Si pendant les cinq premières années d'application de la loi, les centres d'interruption volontaire de grossesse, mis en place tant bien que mal, ont fonctionné contre le bon vouloir de la plupart des « hospitaliers », chefs de service, chirurgiens, gynécologues, obstétriciens, ils sont aujourd'hui devenus une réalité avec laquelle il faut compter. A Tours, depuis le 1^{er} août 1975, le centre d'interruption volontaire de grossesse rattaché au centre hospitalier universitaire Bretonneau a pratiqué près de six mille avortements. Les médecins volontaires y ont apporté la démonstration, jour après jour, qu'il n'était guère possible de revenir en arrière et de faire barrage à ce nouveau droit des femmes. Le professeur Jean-Henri Soutoul, chef du service de gynécologie-obstétrique du C.H.U. Bretonneau ne partage pas entièrement ce point de vue, car pour lui la loi est mal faite et ne garantit pas assez les femmes contre elles-mêmes.

« Les luttes ont le droit de vivre », estime M. Soutoul, qui, pour appuyer ses dires, avait accusé dans un langage imagé les médecins du centre d'« L.V.G. de confondre l'avortement, Marx, et Che - Guevara et les Khmers rouges » et qui reprochait au personnel du centre de diliger trop souvent les consultantes vers le planning familial de la ville « nettement politisé ». Pour avoir tenu ces propos dans plusieurs publications, M. Soutoul, poursuivi en diffamation, comparait jeudi 13 mars devant le tribunal correctionnel de Tours, que présidait M. Max Touzé.

Une assistance nombreuse soutenait la partie civile constituée par huit médecins du C.I.V.G. Le docteur Marie-Claire Grangon, parlant au nom de ses confrères, a expliqué à la barre : « Depuis quatre ans le C.I.V.G. a été l'objet de critiques incessantes, les affirmations de M. Soutoul portant atteinte à notre honneur et à notre intégrité. Si nous acceptons d'être des avorteurs, nous ne sommes pas pour l'avortement, nous essayons d'alerter, car l'avortement est un acte grave qui ne concerne que la femme, il est hors de question de décider pour elle ».

Le pouvoir médical en jeu. D'un côté, de jeunes médecins

pour qui la relation avec la patiente doit être simple, directe ; de l'autre, un homme plus âgé, un « peu marrant », d'une autre école, même si, « devant ses collègues », il se fait « bras de chimiste ». M. Soutoul cite ses thèses, ses relations : « Je ne dirai pas, ma modestie me l'interdit, ce que Mme Monique Pelletier pense de moi... Ses fonctions, multiples, l'autorisent à contrôler le C.I.V.G. où pratiquent ceux qui, aujourd'hui, le poursuivent ».

Il est, par exemple, membre du conseil d'administration du C.H.U. dont dépend le centre d'interruption de grossesse. Puisant, mais pas rétrograde : M. Soutoul « lui-même pratiquait des interruptions de grossesse ». Si l'école — comme ceux de « Laissez-les vivre », je ne saurais pas lui, mais il le mène. Il aurait pu en faire davantage, mais son service était saturé. « Alors j'ai formé une commission de discussion, pardon de décision, pour choisir parmi celles qui devaient éviter. C'est légal, mais cela me semblait plus humide que de leur proposer la clause de conscience. Le professeur peut être magnanime et assurer ses accusateurs de la « tendresse » qu'il leur porte, mais il leur fait, je répète ces paroles pour lesquelles les suis traités en justice aujourd'hui ».

M. Soutoul ne fait que demander, dit-il, qu'on n'incrimine pas les femmes à l'avance systématiquement, qu'on n'oublie pas de signaler les causes d'abortion, qu'on se souvienne que la vie est sacrée et que l'avortement est un acte grave. Rien qui soit apparemment outré ou caricatural. « J'ai dit - Che - Guevara comme l'aurait dit de Gaulle ou Jésus-Christ, c'est mon impulsion, mais je m'en rends compte. A peine une nuance séparait donc le professeur de ceux qui le poursuivent ? J'ai toujours été un non-aligné », précise M. Soutoul, tandis que ses femmes, venues courageusement le soutenir, plaigent en aparté le débat à un autre niveau : « Quand les Russes viendront envahir l'Europe, comme ça paraît peut-être ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

Jean Larcher est condamné à douze ans de réclusion criminelle

L'honneur d'un policier meurtrier

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Charles Petit, a condamné, le jeudi 13 mars, à douze ans de réclusion criminelle le brigadier-chef de C.R.S. Jean Larcher, ancien secrétaire général du Syndicat des gradés de la police nationale (S.G.P.N.), ancien vice-président de la Fédération française des cadres de la fonction publique, qui avait tué, le 8 décembre 1976, de trois balles de carabine, Jacques Leroy, président du S.G.P.N. (« le Monde » du 12 mars).

Même s'il est indéniable que sa vie professionnelle et syndicale n'a cessé de passer bien avant sa vie d'homme, de mari et de père — son attitude, ses déclarations et tous les témoignages entendus durant quatre jours d'audience l'ont clairement montré — même si c'est « pour l'honneur » que Jean Larcher a tué celui qui venait de mettre fin à sa carrière, il n'en est pas moins vrai que son détermination était prise lorsqu'il s'est rendu, le 3 décembre 1976, dans un supermarché pour y acheter une arme.

El lui-même, trois jours plus tard, dans le bureau de Jacques Leroy, le carabine (qu'il a pris soin d'essayer la veille, dans les bois) est dissimulée sous son manteau et chargée de huit balles.

« Je voulais l'immoler, obtenir de lui des explications, un écrit où il aurait reconnu ses torts envers moi », dira Jean Larcher, mais je n'avais pas l'intention de tuer... Pourtant, les témoins sont formels : Leroy n'était pas homme à se laisser impressionner ni à céder aux menaces. Jean Larcher a tué parce qu'il n'avait plus rien à perdre, ayant déjà tout perdu. L'avocat général, M. Paul Mallier, a paritément analysé l'attitude du meurtrier : « Quand on s'appelle Larcher et qu'on a mené une vie de bon fonctionnaire et de bon syndicaliste, la suspension, même provisoire, par le syndicat qui est en vie depuis 1974, la suspension, par le directeur des cadres, puis par le ministère de l'Intérieur, sont intolérables... Ods fors, Larcher a l'impression d'être prisonnier d'une toile d'araignée... Il a tout investi dans cette carrière syndicale, il voit que tout s'effondre, le passé, le présent et le futur... ».

Reconnaissant à Jean Larcher des circonstances atténuantes « pour son passé d'honnête homme », l'avocat général dira encore le « narcissisme exacerbé » de ce petit policier méthodique et ambitieux qui a gravi avec succès tous les échelons et s'apprête à conquérir son ascension d'un titre de président au moment où le scandale arrive, la honte que ses « amis » décident de lui faire endosser puisqu'il faut que quelqu'un paye.

M. Josée Martin, qui défend Jean Larcher avec M. Sandman, évoquera dans sa plaidoirie la lèze cachée de ce syndicat — à la coloration politique carabine — puis « l'air bienveillant du pouvoir », puis « l'attitude des collègues », réclamant au jury les circonstances atténuantes que son client « aurait accordées à l'impulsion de ses camarades ». M. Sandman, à son tour, insistera sur le geste courageux de l'homme battue qui « n'a pas hésité à faire le sacrifice de sa vie — pour laver son honneur ».

Si le jury a reconnu à l'accusé des circonstances atténuantes, elle a retenu contre lui la préméditation. La peine prononcée, Jean Larcher est l'un des rares à être condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Ses deux fils, âgés de 13 et 15 ans, ont été déclarés victimes de la délinquance.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LA MORT D'UN BOULANGER

(De notre correspondant.)

Mulhouse. — « Je ne pouvais plus tolérer un tel comportement », a déclaré M. Michel Roger, vingt-deux ans, carrier à Mulhouse, après avoir tué d'un coup de revolver à bout portant, le jeudi 13 mars, à Strasbourg (Bas-Rhin), M. André Bueber.

M. Roger, travaillant ardemment, était un homme colérique. Il lui arrivait fréquemment de battre sa femme et de lever la main sur ses trois fils et ses deux garçons âgés de deux à treize ans. Il obligeait à tour de rôle ses deux filles aînées, âgées de douze et treize ans, à se lever à 1 heure du matin pour venir lui faire du café.

M. Roger, qui logeait chez lui, l'aidait aussi.

Jeudi, M. Roger est réveillé par l'une des filles, que son père venait de battre parce qu'elle avait mal réveillé son planche à pain. Après une nouvelle querelle avec M. Roger, M. Roger tira par deux fois, atteignant le boulanger au rectre.

Le meurtrier s'est constitué prisonnier.

A STRASBOURG

L'immense majorité des policiers fait bien son travail

déclare M. Christian Bonnet

De notre correspondant

Strasbourg. — Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, a présidé, jeudi 13 mars, à Strasbourg, dans la cour d'honneur de la préfecture, une remise de décorations, dont le cérémonial spectaculaire a pu surprendre. Le ministre, qui accompagnait le Délégué de la Région d'honneur, son brigadier-chef Antoine d'Ambros, de Strasbourg, et la médaille d'honneur de la police à vingt-cinq autres policiers.

La venue de M. Christian Bonnet était aussi, à-t-il indiqué, « à mesure un terme à certaines campagnes qui veulent nuire à la vocation européenne de Strasbourg ». « Le métier de policier, a-t-il déclaré, est difficile et les policiers de Strasbourg le savent mieux que personne. La vocation de la ville leur crée des sujétions particulières, qui rendent leur tâche parfois délicate. Malgré quelques erreurs individuelles — des exceptions dont aucune activité professionnelle ne peut se dire exempte — que certains cherchent à utiliser pour jeter le discrédit sur un corps, dont ils ignorent dans la mesure où nous avons besoin pour notre sécurité et notre liberté, l'immense majorité des policiers font bien leur travail ».

A deux reprises en six mois, les policiers strasbourgeois ont été mis en cause dans des affaires ayant donné lieu à des suites judiciaires. En octobre 1979, des ressortissants maghrébins, soupçonnés de trafic de drogue, portaient plainte pour mauvais traitement et sévices sexuels contre sept fonctionnaires du S.R.P.J., inculpés depuis (le Monde des 6 novembre 1979 et 21 février 1980). A la mi-janvier, un gardien de la paix tuait, à l'issue d'une poursuite, une jeune Algérienne qui lui avait fait face avec un couteau, et qui était suspecté d'avoir participé au

camouflage d'un débit de tabac pen auparavant (le Monde du 16 janvier) ; le 7 mars, un policier s'est entretenu avec ce gardien de la paix.

« Des manifestations intempestives »

Interrogé à propos de la récente manifestation des policiers C.G.T. de Paris et de l'interpellation de Jean-Claude Baudouin, un policier (le Monde du 13 mars), M. Bonnet déclarait que cette manifestation « était en réalité beaucoup plus politique que professionnelle. On a fait croire que les quelques dizaines de policiers interpellés avaient été arrêtés comme des malfaiteurs : c'était la ruse de la C.G.T., qui a essayé de politiser l'affaire ».

« Les Français, a-t-il conclu, jugent très sévèrement, dès lors que la concertation est ouverte, certaines manifestations intempestives de ceux qui doivent assurer leur sécurité. — J.-C. H.

A Nice

Les difficultés du casino Ruhl

M. Fraton restait introuvable

De notre correspondant régional

Nice. — Après les poursuites engagées par le fisc contre la société exploitante du casino Ruhl à Nice (la Socer) et son P.-D. G., M. Jean-Dominique Fraton, cette société fait l'objet d'une assignation en liquidation des biens par l'URSSAF des Alpes-Maritimes pour défaut de paiement de cotisations de Sécurité sociale. L'affaire sera examinée par le tribunal de commerce le 19 mars.

L'URSSAF réclame à la Socer le paiement de 1.141.005 F correspondant aux cotisations dues par la société pour les trois derniers mois de 1979. Le sort de la société n'est pas pour autant définitivement compromis. Elle peut notamment obtenir des délais du tribunal pour s'acquitter de sa dette et contester l'exactitude de celle-ci. L'URSSAF, de son côté, peut éventuellement faire valoir que le Socer est en état de cessation de paiements manifeste.

Indépendamment de sa dette au Trésor (plus de 90 millions de francs), le Ruhl a fait face à des pertes d'exploitation dont le total atteignait au 31 décembre 1979 plus de 19 millions de francs.

Depuis la décision du ministère de l'Intérieur, le 9 novembre 1979, les salles de jeux sont fermées. Seuls l'on éblouissement depuis le 1^{er} février, le cabaret et la discothèque.

Cette nouvelle péripétie ne peut que rendre plus aléatoire la solution ébauchée en janvier pour faire redémarrer le casino sous la responsabilité d'une société d'exploitation en gérance libre.

Après le mandat d'arrêt délivré à son encontre le 7 mars par M. Michel Mallard, juge d'instruction à Nice, M. Fraton reste introuvable. Les recherches sont

limitées au territoire français, car, en l'état actuel des conventions internationales, l'infraction qui lui est reprochée par le Trésor public ne peut donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt international.

D'autre part, Mme Renée Le Roux, ancien P.-D.G. du Palais de la Méditerranée, à Nice, a annoncé qu'elle avait l'intention de déposer une plainte contre le maire de la ville, M. Jacques Médécin, député (P.R.), pour diffamation. Mme Le Roux reproche à l'ancien secrétaire d'Etat des déclarations récentes (le Monde du 8 mars) au sujet de l'affaire du casino Ruhl.

Le maire de Nice avait notamment déclaré à Radio-Monte-Carlo : « Moi, si j'étais M. Fraton, je paierais ma dette par un chèque sans provision, car enfin Mme Le Roux, qui a payé le fisc avec un chèque sans provision au mois de juin 1977, a pu le gouvernement maintenir l'existence de son établissement. Elle n'a pas été sanctionnée. Elle est passée en justice et a été acquittée. Alors que, si vous payez votre boulanger avec un chèque sans provision, vous serez frappé par la justice pour avoir commis un délit. Elle peut payer le Trésor public avec un chèque sans provision. Alors il y a deux poids et deux mesures qui font apparaître vraiment le désir de nuire à la ville de Nice et à la Côte d'Azur. Moi, en tant que maire responsable, j'en ai assez. Dans trois ans, lorsque j'irai dans les préaux d'école pour dire aux Niquettes et aux Niquettes ce que j'ai fait du m'a n'a d'ai, j'aurai montré l'exemple. Alors, si vous payez M. Fraton, il sera peut-être sous les plumes d'un ambassadeur de France dans un pays d'Afrique et, lui, se moquera bien du désarroi qu'il aura semé dans la population. — G. P.

Il) N.D.R. — Il s'agit de M. Pierre Lamberlin.

Mme Le Roux, qui avait été évincée de la direction du Palais de la Méditerranée par M. Fraton, avant d'être licenciée, avait fait l'objet de poursuites pour avoir émis, au juillet 1977, un chèque de plus de 2 millions de francs en règlement d'une dette au Trésor public pour les redevances sur les jeux. Relâché en première instance par le tribunal correctionnel de Nice, le 14 décembre 1979, Mme Le Roux doit être à nouveau jugée publiquement par un tribunal de grande instance après avoir fait appel « à minima » après sa relaxe.

DES POLICIERS DE DOLE (JURA) POURSUIVIS POUR « DÉTENTION ILLEGALE »

Une nouvelle polémique sur la légalité des contrôles d'identité

Les policiers de Dole (Jura) ont été, mercredi 13 mars, de s'abstenir de contrôler les identités dans le cadre des missions de sécurité et de prévention des infractions contre les personnes et les biens. Cette affaire relance la polémique sur la légalité des contrôles d'identité.

A l'origine de cette attitude, une affaire datant du 3 mars 1978 : ce jour-là, vers 23 heures, des gardiens de la paix interpellent, dans une rue de la ville, un individu en possession d'un véhicule immatriculé en Côte-d'Or, à bord duquel se trouvent cinq personnes. Ce véhicule, sous la conduite de M. Claude Bouillot, a été déclaré par le commissaire principal, M. Claude Bouillot, « être connu de nous, pour avoir précédemment transporté un individu condamné pour vol, mais n'ayant pas exécuté sa peine ».

Les quatre occupants du véhicule refusent de déclarer leur identité, seul, le conducteur obtempérant. Invités par les gardiens à les suivre au commissariat, ils consentent, finalement, à présenter leurs papiers. Comme ils n'ont rien à se reprocher, ils sont relâchés après quelques minutes. Mais l'un d'eux, qui portait plainte pour « détention illégale ».

Le juge d'instruction de Dole, va insinuer pour ces motifs les deux gardiens de la paix à sa demande, leur supérieur hiérarchique, le commissaire principal Claude Bouillot, le sera à son tour, par un juge d'instruction de Nancy, cette fois, un officier de police judiciaire ne pouvant être entendu par un magistrat de la circonscription où il est en poste.

L'affaire a suscité une vive émotion dans les milieux policiers, et le syndicat de hauteurs fonctionnaires de la police nationale réunira, le 27 mars, sa commission exécutive pour examiner la question de savoir s'il est possible de continuer à contrôler l'identité des personnes suspectes.

Dans cette affaire, le conducteur du véhicule a présenté ses papiers, comme il l'a fait, conformément à l'article 24 du code de la route.

Pour le reste, comme le rappelle dans un récent bulletin le ministère de l'Intérieur, les services de police peuvent vérifier les papiers d'identité dans les cas suivants : des opérations de police judiciaire — dans le cas de crime ou délit flagrant (article 53 et suivants du code de procédure pénale) et dans le cadre de recherches judiciaires par des officiers de police judiciaire ; des opérations de police administrative — les agents de police peuvent effectuer des vérifications d'identité sur la voie publique, « quand des circonstances particulières l'exigent » (le Monde du 21 février).

Ce n'est pas la première fois que des personnes refusent de se soumettre à des vérifications qui leur semblent injustifiées. A Tourcoing, par exemple, en décembre 1977, deux personnes avaient refusé de se soumettre à un contrôle effectué lors des opérations « coup de poing » décidées par M. Michel Poniatowski, lorsque il était ministre de l'Intérieur. Le tribunal de grande instance de Lille avait estimé que de telles vérifications d'identité étaient illégales. « Toutefois, avait-il estimé, le citoyen doit se plier aux ordres, mêmes illégaux, de l'autorité légitime. L'individu particulier ne peut (...) s'ériger en juge de l'action et résister violemment à cette action. Il ne peut que s'y soumettre, quitte ensuite à exercer tous recours utiles contre l'acte illégal dont il a été victime » (le Monde du 31 mars 1979).

C'est ce qui semble avoir voulu faire la personne de Dole, qui a porté plainte, invoquant l'article 341 du code pénal, qui prévoit diverses peines pour « ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors l'état de la loi ordonne de saisir les prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes ».

CHARTERS
PARIS-HAITI
3 100 FRANCS

WAGONNET
TOURCOING

239-42-44

Vincennes après la démission de son président

**Voitures de Direction
et occasions...**

GARANTIES

 **alfa
dupleix**

6 rue Dupleix, Paris 15

567.35.53

هكذا من الأصل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

LES NOUVEAUX CONQUISTADORES

Sénégal : des Africains prennent le relais

par JACQUES DE BARRIN

Le bilan du tourisme dans les pays en voie de développement est mitigé. Industrie importante, ses retombées économiques sont parfois très négatives. Après les Caraïbes, Sri-Lanka et le Mexique, nous présentons aujourd'hui une expérience « pilote » : au Sénégal, des Africains veulent promouvoir un tourisme aux couleurs de leur pays en proposant « l'accueil à la case ».

Un cahier, un crayon et une ardoise pour les trois cent cinquante écoliers de Baïla, en Casamance : le coiffeur de touristes amis qui, un jour, ont fait halte dans leur village, curieux d'aller voir — et surtout de comprendre — ce qui pouvait bien se passer « de l'autre côté de la plage ». Comme s'ils avaient assimilé le proverbe wolof : « L'homme est la rampe de l'homme ».

Aujourd'hui, les autorités sénégalaises semblent avoir mis de l'ordre dans leurs idées et de la cohérence dans leurs propos. « Nous voulons agir de manière mesurée et prudente, assurent-elles. Le tourisme n'est pas pour nous une fin en soi, mais nous ne pouvons pas encore nous offrir le luxe de l'ignorer. Si, à en croire Herman Kahn, le futurologue américain, nous entrons dans l'âge d'or des vacances, notre pays doit s'y préparer ».

Le Sénégal a pris du retard. Il n'est donc pas étonnant qu'il cherche à le rattraper. Au troisième rang derrière l'Arabie saoudite et les Philippines, le tourisme lui a rapporté, en 1978, 258 millions de francs de recettes brutes au lieu de 38 millions en 1972. L'aménagement du fleuve Sénégal, l'exploitation de minerais de fer ou de gisements de pétrole : autant de projets gigantesques qui, tôt ou tard, nous permettront de diversifier nos

ressources et de rééquilibrer notre économie », affirment les responsables locaux.

Pour l'heure, ils parlent d'accueillir un million de touristes en l'an 2000 (219 000 en 1978), ce qui correspond à une capacité d'hébergement de 30 000 lits (8 500 actuellement). Le Sénégal comptait alors dix millions d'habitants.

Pas question de diluer dans l'espace ce tourisme de masse provocateur et dévastateur. Trois points d'ancrage : la « petite côte » au sud de Dakar, la Bassa-Casamance autour du cap Skirring et la presqu'île du Cap-Vert. Y aurait-il donc des régions condamnées à vivre plutôt mal de la seule industrie du soleil ? Rien ne se fait et ne se fera sans compensations », dit-on au secrétariat d'Etat au tourisme. Ainsi, sur la « petite côte », dont l'aménagement est en cours de réalisation, les autochtones bénéficient d'un recrutement prioritaire ; les villages se voient offrir l'eau et l'électricité ; le gouvernement, en outre, prévoit la création d'un périmètre irrigué de 20 hectares pour y développer les cultures maraichères.

On ne peut écarter l'hypothèse que ces amateurs de soleil, si peu curieux soient-ils de leur environnement, souhaitent à un moment ou à un autre de leur séjour, sortir de leur « réserve ». « Nous voulons éviter que des cars entiers ne se déversent sur de petits villages de brousse au risque de traumatiser la population », soulignent les responsables du tourisme. Ils envisagent de créer des « points d'entrée » pour attirer dans leur élan les chasseurs d'images sans scrupules. En viendrait-on à imaginer des « Oieneylands » dans lesquels se produiraient des danseuses aux seins nus et filant des faux repus et bêtisiers ? L'exotisme et l'aventure au moindre risque...

Pour autant, les autorités sénégalaises ne semblent pas prêtes à céder à tous les caprices des marchands de soleil dans la mesure où leurs « mauvaises manières » heurtent trop violemment leur façon d'être et de vivre. Ainsi, ont-elles opposé un non catégorique aux offres alléchantes d'un club touristique qui leur proposait d'investir sur place quelque 200 millions de francs.

Au demeurant, quelle part de cette somme aurait réellement profité au Sénégal ? Bien que

UN DOSSIER
DE « 50 MILLIONS
DE CONSOMMATEURS »

Le client n'est pas roi...

LES consommateurs ont encore du pain sur la planche s'ils veulent parvenir à maîtriser leurs vacances. Il n'est que de voir les constations pessimistes d'une association européenne de juristes de la consommation (1) qui notent à propos des organisateurs de voyages : « Ils peuvent modifier unilatéralement le prix, l'heure du départ, la destination, la qualité des prestations, et même annuler le voyage sans consentir pour autant à leurs clients la plus petite compensation ».

Cette anarchie, qui profite aux vendeurs, se retrouve également au moment de la location d'un appartement, aux sports d'hiver, au moment de l'achat d'un billet d'avion ou au moment de la commande d'un menu dans un restaurant d'autoroute. C'est pourquoi l'Institut national de la consommation (I.N.C.) a décidé de consacrer un numéro spécial de sa revue 50 Millions de consommateurs aux vacances (2). « C'est pendant le temps des congés que le déséquilibre entre producteur et consommateur est le plus critique », note M. Pierre Fanthion, directeur de l'I.N.C. Les vacanciers sont plus faibles et moins combattifs parce qu'ils se sentent dépayés, loin de chez eux. Leur concentration dans le temps et dans l'espace fait qu'ils sont dix ou vingt fois plus nombreux dans les épiceries et dans les restaurants des stations balnéaires. La loi de l'offre et de la demande les défavorise. D'autant qu'ils sont considérés par les populations autochtones comme des étrangers. Essayez de vous plaindre auprès d'un maire des agissements du gendarme ou du boulanger ! Ils sont ses électeurs, eux...

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 23.)

simplifiant à l'extrême, vers des séparations de concepts et de faits à la fois contradictoires et complémentaires et ne se recoupant pas exactement point par point.

On distinguera le conscient et l'inconscient. Le rationnel et l'irrational.

Dr RENÉ HELD.

(Lire la suite page 25.)

VOYAGE AÉRIEN

« ATTACHEZ VOTRE PEUR »

VOUS êtes dans la salle d'attente d'un aéroport, à Orly ou à Roissy. L'habitude des voyages en avion, qui pour ses affaires, traverse plusieurs fois par mois l'Atlantique, semble ne présenter aucune

réaction affective visible pouvant s'apparenter à la peur. Il lit tranquillement son journal et ne regarde même pas les différents avions, grands ou petits, qui atterrissent ou s'envolent aux quatre coins du ciel. Le touriste, seul ou faisant partie d'un groupe organisé, d'un « tour », en général, ne sent pas, lui non plus, particulièrement effrayé. Cependant tous recourent, par leurs appareils sensoriels, auditifs et visuels, un grand nombre d'impacts sonores ou lumineux qui font entrer en résonance les centres intégrateurs de leur cerveau et « chatouillent » déjà, en quelque mesure, leur système nerveux végétatif. Pourtant, certains d'entre eux peuvent déjà ressentir et manifester quelques effets affectifs et végétatifs, tels que pâleur, sudation légère, inquiétude, etc. Un plaisir ambigu, tel qu'on le recherche au Scenic Railway (montagnes russes à fortes dénivellations des parcs d'attraction, et qui font



(Dessin de PLANTU.)

hurier les passagers accrochés aux rampes de leurs wagons), note sa singularité, sans aucun doute érotisée, la peur. C'est que l'espace à deux dimensions va bientôt être abandonné et que la troisième dimension, à effet d'assourissement rapide des sens, va provoquer une « ambivalence » de sentiments et de sensations que nous verrons s'inscrire en filigrane à travers toutes les autres modalités d'émotions que nous allons maintenant évoquer.

Cleu sur place

La vie psychique de l'animal humain peut être schématiquement définie soit, en termes d'intelligence, de rationalité, de jugements de réalité, soit en termes de sentiments, de conflits affectifs, d'émotions plus ou moins bien escamotées depuis les refoulements de l'enfance, en partie ou en totalité, dans l'inconscient. Le système nerveux de la vie de relation reçoit de l'extérieur et du corps propre de multiples signaux qui seront intégrés et utilisés par les centres nerveux supérieurs contribuant à la psychomotricité. Par contre, le système végétatif, les gaugiliens (le fameux plexus solaire) et les multiples réseaux vago-sympathiques sont plus en rapport avec la vie affective. Grâce à de multiples relais étroitement imbriqués avec le système endocrinien, ils sont destinés non seulement à faire fonctionner tous les viscères, mais aussi à mettre en branle les défenses de l'organisme. Celles-ci aboutissent, une fois les hormones adéquates mobilisées, à favoriser l'attaque ou la défense, en cas de danger, ou encore la fuite. Si ce système flanche, si des mesures salvatrices ne sont pas prises en temps utile, soit pour résister le plus souvent, mais au sens propre (parfois), comme le chien conditionné de Pavlov devenu expérimentalement nerveux au moment où il ne peut plus distinguer le cercle de l'ellipse (1),

l'homme en question est inhibé du point de vue de sa motricité. Il est cloué sur place. La peur a été submergée par une panique paralysante.

Mais entre ces deux affects, dont le second n'est que le premier arrivé à un stade paroxysmique, prennent place toute une série d'états ou de « névroses » intermédiaires. On pourrait citer... et longuement gloser, à propos de peur, d'effroi, de terreur, de phobie, de phobie obsessionnelle, de trac, de panique, etc.

Ainsi, parmi la foule de ceux qui n'osent pas prendre l'avion... et ne l'ont jamais pris ; ceux qui arrivent à s'embarquer, mais non sans mal ; ceux qui sont terrifiés à l'idée de quitter l'espace bidimensionnel pour affronter le vide du ciel, mais qui, poussés par une autre peur capable de neutraliser la première (quitter une ville assiégée), montent quand même le long de l'échelle, l'estomac

spasmodique et l'épigastre comme transfiguré ; parmi ceux qui grimpent sans peur apparente, mais en réalité surmontant, au prix de gros efforts, la peur profonde qui les habite ; ceux qui s'en moquent ; ceux qui aiment ça et jouissent de toutes leurs « trépas » (qu'on nous permette cette trivialité al. parlante), on découvrirait sans peine, en grattant quelque peu la surface du comportement, toutes les nuances de la personnalité cachée.

Nous avons tout à l'heure introduit une dichotomie assez grossière entre vie et système nerveux relationnel et vie et système neuro-végétatif. L'analyse de la peur de monter en avion même tout naturellement, en

la Tunisie
Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

26 hôtels et formules de séjour
des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.
Tous les services en pension complète : transferts et assurances (vol, rapatriement, etc.)
• à HAMMAMET : 1780 F
• à TUNISIA KHAYMA : 1780 F
• à MONASTIR : 1940 F
• à ZAGHOUEN : 2210 F
• à SANGHROU : 2210 F

Tunisie
CŒUR DE LA MEDITERRANEE
MEDITERRANEE DU CŒUR
Documentation gratuite sur demande
TUNISIE
CONTACT
30, rue de France 91 - 92001 Paris
T 296.02.25 et 296.14.23

jsf

De grandes vacances à petits prix

GRECE
Séjour à Née Styra
81.172 F

TURQUIE
Séjour à Istanbul
81.1950 F

CHINE
19 circuits - 181
à partir de 10.800 F
Avion compris

Prix garantis pour toute inscription effectuée avant le 15 mars 1980

Des vols spéciaux A.R.

PALMA	680 F
BASTIA/CALVI	750 F
TUNIS	1.090 F
TANGER	1.090 F
ATHENES	1.290 F

Prix sous certaines conditions

jeunes sans frontières

5, rue de la Banque 75002 PARIS
(Métro Bourse) Tél. 291.53.21
6, rue M. le Prince 75008 PARIS
(Métro Odéon) Tél. 222.54.33
15, rue du Dr. Mazet
59000 CRENSOIE Tél. 46.38.38

PARIS MONTREAL

à partir de **1790 F**

aller-retour

C'est bon !

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

66, bd Saint-Michel 75006 PARIS - 329.12.14
119, rue Solferino 59000 LILLE - 54.24.04 et 54.38.06

RIO 3980 F

Vols au départ de Bruxelles			
BOGOTA	3360 F AR	NEW YORK	1790 F AR
CARACAS	3400 F AR	LOS ANGELES	3030 F AR
PEROU	3550 F AR	BUENOS AIRES*	4280 F AR
MEXICO	2910 F AR	PAPETE	6310 F AR
QUITO	3620 F AR	NOUMEA	6620 F AR
BANGKOK	2700 F AR	SYDNEY	5225 F AR
SINGAPOUR	3650 F AR	LA PAZ	4390 F AR

CIRCUITS AERIENS ET TOUR DU MONDE A LA CARTE
DEMANDEZ NOS BROCHURES VOLS ET PRESTATIONS.

CIRCUITS AERIENS ET TOUR DU MONDE A LA CARTE
CERMANDEZ NOS BROCHURES VOLS ET PRESTATIONS.
Départ de Madrid
nouveau monde
8, rue Mabillon - 75005 Paris
329.40.40

REV' EGYPTE

A partir de **1980 F**
Une vaste gamme de voyages en Egypte aux meilleurs prix : circuit archéologique, croisières sur le Nil, voyages conférences, cours d'Égyptologie, circuits combinés Égypte-Israël etc...
Vous pouvez obtenir gratuitement la brochure Rev' Egypte (32 pages) dans toutes les agences de voyages agréées ou en retournant le coupon ci-dessous à Supermarché Vacances 52, rue de Bassano 75003 Paris-Tél. : 720.21.65.
Je désire recevoir gratuitement la brochure Rev' Egypte.
Nom : _____ Adresse : _____
Prénom : _____ Code postal : _____

Des vacances dans LE TRENTINO

c'est aussi... la santé.
Grand air absolument pur.
Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville.
Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme.
Accueil et équipements spécialisés.



PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so II Novembre, 132-A
38100 Trento - Tel. 0461/00000
OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (EN.I.T.)
23, rue de la Paix - 75002 Paris
Tel. 266.06.63 ou chez votre agence de voyage.

Des Africains prennent le relais

(Suite de la page 21)

« Faire petit et original », telle était la ligne de conduite de Christian Saglio, l'inventeur de cette nouvelle formule qui consistait en la création de campements villageois construits, gérés et animés par la population. Les des vieux échafaudages de la société de géopolitique ou même de géographie, constaté-il. Ce nouveau schéma franchit trop nettement sur les idées reçues pour ne pas susciter des réserves et des oppositions : « Il est plus facile de faire découvrir et comprendre un mode de vie et des traditions sociales différentes à des touristes qu'à des professionnels du tourisme », ramarque Christian Saglio.

Pour amortir leur luxueux catalogues, les marchands de voyages s'en tiennent à la solution de facilité : plus la produit proposé est classique, mieux il se vend. D'où leur hésitation à faire l'effort pour une formule qui sort des sentiers battus. Au départ, les autorités sénégalaises accueillirent plutôt froidement cette initiative. Elles redoutaient que la population ne se montre incapable de gérer ces campements et que les touristes supportent mal ce « tourisme » avec les autochtones : « Pourquoi étaler sans vergogne notre pauvreté sous des regards étrangers », se demandaient-ils. Au demeurant, ils s'expliquaient mal ce anachronisme des élites européennes à vouloir s'attacher aux Africains.

La base Casamance fut choisie comme terrain d'expérience. Il y avait là, en effet, de la culture du riz, une vie communautaire beaucoup plus active que par-

tout ailleurs au Sénégal, qui laissait bien augurer du succès des coopératives villageoises. En outre, la région possédait un habitat traditionnel de qualité — cases à impluvium, étables, étables — que le constructeur de campements permettrait de réhabiliter.

L'agence de coopération culturelle et technique et le Canada financier, entre 1973 et 1979, pour un montant de 300 000 F, la première tranche de l'opération : au total six campements dont aucun ne devait dépasser la capacité de vingt-cinq lits. Pour respecter les normes villageoises.

Une loi, le site sélectionné, le choix de l'emplacement dans le village appartenait à la population de manière à éviter les rivalités de quartier. Chacun mettait alors la main à la pâte, ou plutôt à l'argile. En définitive, une case de conception simple, des cailloux écaillés par une sorte de meulière pour se protéger du soleil et, pour tout mobilier, un lit. Un bloc sanitaire, mais pas d'électricité. Les repas sur des nattes. « Le luxe, c'est la différence », aime à répéter Christian Saglio.

Les autorités sénégalaises ont encouragé ces initiatives. Elles ont financé l'opération d'un investissement estimé à 400 000 francs. L'idée sera d'obtenir une participation importante des villages au financement de ces projets mais sans caution, l'accès au crédit bancaire leur est interdit. Au demeurant, ce tourisme rural restera marginal : à l'heure, il représente moins de 10 % de la capacité hôtelière du Sénégal. L'intérêt de cette formule est ailleurs. « Ces campements ne sont en réalité que les premiers maillons d'un développement rural », explique Christian Saglio.

Aussitôt que les bénéfices tirés de cette opération auront permis aux villages de s'équiper et de mettre en route des coopératives agricoles, ils devraient alors naturellement s'abandonner leur campement. Ne sont-ils pas hôteliers par nécessité plutôt que par vocation ?

Mais devant le succès de cette expérience, ne seront-ils pas tentés de le perpétuer et à la longue de perdre les traits du métier ? « Nous voulons élargir le tourisme, au moins quarante à cinquante par jour », insiste Chéri Sonko, gérant de la case de Koubelen.

Même si toutes les conditions sont réunies pour « motiver » les visiteurs de passage, on mesure les limites de cette expérience. « On n'échappe pas si facilement à sa condition de touriste »,

Payer-vous des droits de succession ?

Financièrement parlant, la formule est payante. Les frais de fonctionnement et d'amortissement d'un campement sont peu importants. Un groupe électrogène ne coûte que deux ou trois millions, il faut seulement recharger le réservoir en pétrole et consolider les murs avec un peu d'argile. Au total, un investissement léger et rentable.

En 1978, les six campements ont accueilli environ onze mille cinq cents touristes et leur ont servi quelque vingt mille repas. Ils ont réalisé un chiffre d'affaires de 374 000 francs et dégagé un bénéfice de 170 000 francs. Cet argent-là, les villageois le volent et en profitent.

A Elmine, il a servi à la construction d'un dispensaire, à Thionck-Essy à la mise en exploitation d'un champ collectif et à la fourniture de graines, à ailleurs à bâtir un poulailler, à acheter des médicaments. Les pans d'Ensampe, quant à eux, ont ouvert un compte d'épargne où ils ont déjà déposé 50 000 francs.

Le succès de ces campements a incité des villageois à construire la leur pour leur propre compte. « Certes, ils risquent de pervertir, par souci mercantile, l'esprit de la formule, reconnaît Christian Saglio. Mais, au moins, leurs initiatives prouvent que le développement du Sénégal ne passe pas obligatoirement par la réalisation de projets grandioses et coûteux. »

Exporter la formule

« Nous sommes submergés de demandes, au moins une dizaine, précise-t-on au secrétariat d'Etat au tourisme, qui juge l'expérience « concluante ». L'objectif est, aujourd'hui, d'exporter la formule dans d'autres régions du Sénégal, notamment dans le Siné-Saloum, de construire, d'ici à l'été, quatre nouveaux campements. Reste à trouver le financement extérieur d'un investissement estimé à 400 000 francs.

L'idée sera d'obtenir une participation importante des villages au financement de ces projets mais sans caution, l'accès au crédit bancaire leur est interdit. Au demeurant, ce tourisme rural restera marginal : à l'heure, il représente moins de 10 % de la capacité hôtelière du Sénégal. L'intérêt de cette formule est ailleurs. « Ces campements ne sont en réalité que les premiers maillons d'un développement rural », explique Christian Saglio.

Aussitôt que les bénéfices tirés de cette opération auront permis aux villages de s'équiper et de mettre en route des coopératives agricoles, ils devraient alors naturellement s'abandonner leur campement. Ne sont-ils pas hôteliers par nécessité plutôt que par vocation ?

Mais devant le succès de cette expérience, ne seront-ils pas tentés de le perpétuer et à la longue de perdre les traits du métier ? « Nous voulons élargir le tourisme, au moins quarante à cinquante par jour », insiste Chéri Sonko, gérant de la case de Koubelen.

Même si toutes les conditions sont réunies pour « motiver » les visiteurs de passage, on mesure les limites de cette expérience. « On n'échappe pas si facilement à sa condition de touriste »,

JACQUES DE BARRIN.

Le touriste adopté

La gestion des campements est entièrement aux mains des autochtones groupés en coopérative. La répartition des tâches — gérance, gardiennage, cuisine, animation — et l'affectation de bénéfices en fin d'exercice — se font sous l'autorité du chef de village et sous l'œil du « coordinateur » installé à Ziguinchor, au centre du dispositif.

On met ainsi l'Africain en position de supériorité vis-à-vis du touriste qu'il accueille comme un ami, raconte Christian Saglio. L'hospitalité n'est plus une technique de vente. Le Diable est chez lui : le campement fait partie intégrante du village ; on y sacrifie aux tâches. « Plus question, dans ces conditions, pour séduire le visiteur de passage, de jouer, comme à Dakar, la « grande parade de l'acculturation ».

Pour peu que le touriste séjourne quelque temps au campement, il a tôt fait d'être adopté par les villageois. Il est alors invité à les accompagner au champ, à participer à une belle ou à une partie de pêche, voire tout simplement à partager un repas ou à jouer aux dames. Les « intellectuels » du lieu — l'instituteur, l'infirmier, l'ancien combattant — sont ses interlocuteurs naturels. Les questions des visiteurs sont simples : « Combien gagnez-vous, que mangez-vous ? » « Parfois un peu bizarres :

forfait de neuf jours : une semaine à Gammarth près de Tunis et une fin de semaine à Rome : 3 550 francs sur la base d'une chambre double en pension complète.

Touriste Contact, 30, rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 295-14-23.

de touristes ou Portugal, pour la première fois dépassé cinq millions en 1979. Le précédent record s'était établi à quatre millions en 1973, dernière année avant la révolution, qui avait forcé les principes sources de devises au Portugal. Ce résultat s'explique notamment en raison de l'afflux des Espagnols, qui représentent plus de 66 % des visiteurs.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LAFAYETTE, PARIS-6
Téléphone. (16 vol) : 707.25.54

120 JOURS DE SKI A PARTIR DE 45 000 F

Les plus beaux champs de neige commencent aux portes de Neijotel. Les Ménuires. En plein cœur des Trois Vallées, Neijotel est la première résidence en temps partagé libre. 120 jours à vie à prendre chaque année, dans les meilleures conditions : bar, grill, traiteur, solarium, parking couvert. Avec 2.000 F à la réservation, installez vos vacances dans le plus grand domaine skiable du monde.

Neijotel
Les Ménuires

Documentation Neijotel sur demande à :
Séjour 90 Champs-Élysées 75008 PARIS
Nom : _____ Adresse : _____
Tél. : _____

Voire voiture est invitée en Suède.

Une voiture, c'est une excellente idée en Scandinavie : essence 20 % moins chère, routes modernes. Le paquebot Tor Line vous emmènera, vous et votre voiture, d'Amsterdam à Göteborg. L'aller : 315 F (départ mardi et mercredi). Votre voiture voyage gratis pour 4 personnes.

* du 6-4 au 31-5. Adresser par la poste la brochure.

Tor Line. Le meilleur moyen d'aller en Scandinavie.



Brochure sur demande. Chez votre agence ou à Scanditours : 122 Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 562.12.12.

TOR LINE

مركزنا من الأصل

STAGE DE BONNE CONDUITE A MONTLHERY

Vite et bien

« JUSQU'A présent, vous avez vécu heureux sans savoir que le « talon-pointe » existait. Nous allons apprendre aujourd'hui le « talon-pointe ». Ainsi, commence le cours théorique du premier degré A réservé aux débutants. Inscrits au « perfectionnement de la conduite sur voiture rapide à l'école de pilotage de Montlhéry ».

Dans une baraque qui jouxte l'autodrome, installés sur des sièges d'écouilles, autour d'un poteau à bois qui a du mal à résister, l'atmosphère, une quinzaine de stagiaires écoutent les moniteurs qui présentent le circuit (3000 mètres, une grande courbe, une épingle et des virages ouverts ou fermés), exposent le programme de la journée et commentent les tableaux explicatifs. Derrière la fenêtre, les voitures attendent alignées au pied des tribunes.

Facile à dire. Tout cela semble

logique et évident mais les difficultés commencent lorsqu'on prend le volant d'une de ces « voitures de tourisme rapides » qui servent aux exercices.

Après : Des avertissements des balises orange permettent de faire connaissance avec les véhicules. C'est d'abord autre chose qu'une « 4 L ». Puis séparés en deux groupes, on attaque le plat de résistance : de part et d'autre de la ligne droite qui passe devant les tribunes, deux véhicules sont installés, séparés de plusieurs mètres. Lorsqu'on



(Dessin de PLANTU.)

atteint le pavois « F » on freine, le « 3 », on passe du quatrième à la troisième, le « 2 », de la troisième à la seconde. Et on recommence dans l'autre sens.

Les stagiaires de la seconde vague attendent la « 4 L » (il fait froid), les autres, assésés au volant. Les voitures passent et repassent dans le vromblement des moteurs. Les deux atp s'allument ; on entend les deux « coups de gaz ». Elles disparaissent dans les virages puis reviennent lancées à 80 kilomètres/heure.

Le « talon-pointe » dans Paris

Pas facile d'oublier dix ans de réflexes, même si les moniteurs montent dans les voitures pour contrôler les exercices et donner des explications complémentaires après vous avoir arrêté au bord de la piste. On freine trop ou trop tôt. On rate le second pavois, on ne parvient pas à maintenir une pression constante sur le frein, on s'obstine avec plus ou moins de succès. Heureusement, on nous a prévenu : « Il faut trois séances pour acquiescer de nouveaux réflexes ».

A midi, c'est la pause, on va déjeuner à Montlhéry où on reçoit, manger un sandwich en discutant autour des voitures. Le début de l'après-midi est consacré aux révisions : les penneaux se rapprochent, les exercices deviennent plus difficiles.

Trois heures. On aborde la deuxième phase de la journée : « Maîtriser un dérapage et rester maître de son véhicule en toutes circonstances ». La voiture, compteur bloqué à quatre mille tours arrive à 40 kilomètres/heure sur de larges bandes en plastique moult. Coup de frein. Dérapage. Il faut maintenir le pied, garder le contrôle de la voiture et ne pas dépasser la limite qui, en fin de course, fait office de pavois. Sur le bord de la piste, les commentateurs vont bon train : « Il va trop vite », « pas assez », « elle ne lève pas le pied assez tôt », « il part avec la balise », et l'achève : on la traîne sur plusieurs mètres. Les moniteurs surveillent et expliquent. Dernier exercice : la voiture roule à droite sur la piste, à gauche sur la piste. Coup de frein, les roues se bloquent, la voiture fait un « tête-à-queue » rapide dans un crissement de pneus, le paysage se met à tourner, la voiture dérape et cale.

Cinq heures : c'est la fin du stage. L'heure des derniers conseils, et des derniers conseils : « Vous pouvez faire des « talon-pointe » aux toutes

les voitures, exercez-vous en attendant le prochain stage même lorsque vous circulez à Paris ». En repartant, on se demande comment on a pu obtenir son permis de conduire et sur les 23 kilomètres de la RN 20 qui séparent Montlhéry de la capitale, on se concentre sur chaque coup de frein. Porte d'Orléans, coincé dans les embouteillages, on continue à s'entraîner ; garé dans son parc de stationnement, on relève ses exercices sous le regard étonné du voisin.

L'école de conduite de Montlhéry ouverte depuis deux ans, forme, jusqu'à présent, les professionnels. Elle ouvre ses portes, aujourd'hui, aux conducteurs désireux de se perfectionner et qui souhaitent par plaisir.

« Les automobilistes qui aiment réellement la conduite sont de plus en plus frustrés par les interdictions et limitations de vitesse, l'augmentation du prix de l'essence, explique Jean-Claude Bou, directeur de l'AGACI. Ils s'inscrivent chez nous pour apprendre à mieux piloter leur véhicule et à le contrôler. Mais ils viennent aussi se détacher en faisant de la vitesse sur le circuit dans des voitures rapides puis des voitures de course. La preuve : lorsqu'ils rentrent chez eux, ce sont les automobilistes les plus pacifiques. Nous avons des stagiaires de tous les milieux, professions libérales ou mécanos. Quelques femmes sont inscrites, pas assez nombreuses, elles sont sans doute mal informées. Ceux qui gagnent 5000 francs par mois économisant tout par sou pour se payer le stage ».

Les progrès que font les automobilistes durent les quelques mois d'apprentissage sont spectaculaires : « Lorsqu'ils arrivent, ils sont à 20 % à peine de leurs possibilités ». Reste à acquiescer... durement et patiemment les 80 % restants. MARIE-CHRISTINE ROBERT.

PROGRAMME DES STAGES

L'enseignement de l'école de pilotage dure plusieurs mois et comprend :

Le premier degré A. Une journée complète de 8 h. 30 à 17 heures (220 F). « Cours théorique (explication du freinage intensif, position des mains sur le volant) succédant des exercices pratiques : freinage, contrôle de l'auto ».

Le premier degré B. Une journée complète (200 F). « Cours théorique, freinage intensif. Stades du circuit à pied, virage par virage et passage dans chaque virage sous contrôle des moniteurs ».

Le deuxième degré.

Neuf séries, huit tours de cir-

cuit (chaque série 270 F). Séde de tous à régime moteur limité réalisée par la stagiaire sur le bord de la piste. Les moniteurs notent chaque passage dans les virages.

Le troisième degré. Séde de huit tours. Sur des barquettes de la Coupe de l'Avant (la série 380 F).

Cours particuliers : 1300 F la journée ; 200 F la séance de freinage talon-pointe. Ces stages peuvent être faits au titre de la formation professionnelle.

Se voir chandement et simplement et mettre des baskets.

* Ecole de pilotage AGACI - Montlhéry, 1 bis, rue du Havre, 92000 Paris. Tél. : 220-51-73.

Le client n'est pas roi

(Suite de la page 21.)

« Les mécanismes protecteurs ne jouent plus, car la concurrence est faussée par la rareté des commerces, des plages et des places d'aviation. J'en conclus qu'il existe un domaine où le contrôle des pouvoirs publics doit être maintenu : celui des vacances. Il s'agit d'une exception qui confirme la règle ».

« Prenons le secteur des équipements de loisirs qui vont du terrain de camping aux pirogues en bord de mer. Je suis choqué de leur rareté. Il faut créer un secteur public témoin afin d'entretenir une concurrence qui s'éveille. Prenons la nature : les côtes deviennent inaccessibles, la montagne est de plus en plus loie. Il faut comprendre que ces biens non reproductibles doivent être l'objet d'une appropriation collective. » Autrement dit, l'IN.C. refuse qu'on sacrifie au libre jeu d'un marché idéalisé le consommateur « vacancier » totalement désarmé. Et de se battre sur tous les fronts où l'abus se présente. L'Institut a d'abord pour but de le dénoncer et, par exemple, de traquer toutes les possibilités mensongères qui cherchent à faire passer pour une location convenable sur la Côte d'Azur un taudis sans carreaux et infesté de cafards, ou pour un petit hôtel avec vue sur la mer un établissement de Majorque envahie d'immenses.

De temps à autre, un conflit exemplaire permet de mettre l'accent sur les lacunes de la législation ou de la jurisprudence de la consommation. Ainsi, du « cas Arnoux », du nom de ce couple marseillais qui n'a pas pu être remboursé du voyage qu'il n'a jamais fait (3).

En 1976, M. et Mme Arnoux achètent à l'agence Prado-Voyages une croisière aux Antilles sur un paquebot de la compagnie Paquet organisée par Jet Tours. Prix : 15 500 francs. Le 6 décembre, l'avion ne part pas en

raison du brouillard qui paralyse l'aéroport de Marseille-Marianne. Le ménage rate la Boeing d'Air France en partance d'Orly pour Pointe-à-Pitre. Ils manquent donc leur croisière. L'agence Prado-Voyages, Jet Tours, Air France et la compagnie Paquet se partagent pas à s'entendre pour rembourser la totalité de la somme versée. M. et Mme Arnoux attaquent en justice, gagnent devant le tribunal de commerce, mais perdent en cour d'appel et, le 6 décembre 1978, devant la Cour de cassation. Pour eux, ni voyage, ni argent, personne n'a commis de faute, personne n'est responsable.

Les conflits

« Nous préférons donc nous situer en cas de conflit », explique Mme Jacqueline Jacquot, responsable du service juridique de l'Institut. C'est-à-dire que nous proposons aux pouvoirs publics et aux professionnels de modifier les textes ou les usages inadéquats. Ainsi avons-nous cherché pour donner des catalogues la publicité mensongère, ou pour mettre fin à la mauvaise habitude prise par les hôteliers et les agents de voyage de faire payer d'avance leurs services.

L'IN.C. a encore pour vocation de mettre en circulation des idées telles que la création d'équipements de loisirs témoins, ou de favoriser l'événement de la socialisation de la nature. Il encourage les associations de consommateurs à défendre les vacanciers d'où qu'ils viennent, ce que M. Fancon appelle en plaisantant, mais à moitié seulement, « constituer un front de classe des consommateurs ».

Enfin l'Institut s'est attelé à la difficile mission d'information. Il dispose pour cela de l'outil privilégié que représente le mensuel 50 Millions de consommateurs. « Le vacancier est de plus en plus exigeant parce qu'il paye de plus en plus

cher, explique M. Patrick Marescaux, rédacteur en chef. Il veut désormais obtenir les répes qui lui ont été promis. Pour lui, nous avons réalisé des tests sur les locations saisonnières ou sur le voyage à forfait, des reportages et des conseils pratiques sur les précautions à prendre avant, pendant et après le séjour, sur les dérapages de base. Comment voulez-vous que, un 15 août, le père de famille à la recherche d'une chambre d'hôtel sur la nationale ? s'oppose à la prétention de l'hôtelier qui veut lui imposer un repas obligatoire ? »

Le numéro spécial vade-mecum que publie cette semaine 50 millions de consommateurs répond très précisément à cette demande de plus en plus pressante du reste, sur les bêtises à éviter et sur les précautions à prendre. Sept chapitres : comment s'informer, les agences de voyages, les transports, les hôtels restaurants, les locations saisonnières et la multi-propriété, le camping caravanning, l'assistance.

Comment constituer un bon dossier lorsqu'un séjour à Acapulco s'est révélé franchement miteux par rapport aux promesses du catalogue ? Peut-on louer à trois dans une même chambre d'hôtel ? A-t-on le droit de refuser un plat déjà commandé ? Quelle différence existe-t-il entre les arrhes et un acompte ? Combien d'hôtes peut accueillir un camping à la ferme ? Quels inconvénients attendent un vol charter ? Cent réponses techniques ou de bon sens.

Combien faudra-t-il de numéros spéciaux de 50 Millions de consommateurs pour que le gouvernement, les professionnels et les consommateurs comprennent enfin que les vacances sont tellement précieuses qu'elles doivent être préparées ?

ALAIN FAUJAS.

(3) 50 Millions de consommateurs, n° 110, février 1980.

ILE DE PAQUES POLYNÉSIE NOUVELLE-ZÉLANDE

Deux départs :
- Du 2 au 29 août 1980 :
Prix : 14.820 F
- Du 27 septembre au 29 octobre
Prix : 16.280 F

LE TOUR DU MONDE

Ecales de deux à huit jours à
RIO DE JANEIRO - SANTIAGO
ILE DE PAQUES - TAHITI
MOOREA - TUAMOTU - ILES
SOUS LE VENT - NOUVELLE-
ZÉLANDE - SINGAPOUR

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris
Tél. 261-82-70
Lia. 681

LE MONDE ENMARCHANT

TREKS - RANDONNÉES

FRANCE - NEPAL - INDE - PEROU
BOLIVIE - ALASKA - TERRE DE
PEO - HAUT ATLAS - KILI-
MANDJARO - ECOSSE - RIWER-
2002 - TRANSVAAL - SPITZBERG
CELEBES - NOUVELLE-ZÉLANDE
MAURICE - REUNION

27 DESTINATIONS SUR LES 5 CONTINENTS AVEC DES GUIDES DE HAUTE MONTAGNE

Veuillez m'adresser votre catalogue
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Code Postal..... Ville.....
A retourner à : LE MONDE EN
MARCHANT, 5-1, rue d'Amboise,
75001 PARIS - Tél. : 709-50-54
L.T.L. - Léo. A. 1100

Dites-moi, mon jeune ami, si
je vous dis :
- petite île gaie,
- 20 km sur 10,
- des fleurs par
milliers...
que répondez-vous ?



Jersey!

Nos petits amis adorent les jeux. Ils sont très malins et, bien sûr, incollables sur Jersey, cette petite île ravissante située à 20 km seulement des côtes de Normandie.

Depuis sept siècles, Jersey est un petit Etat rattaché à la Couronne d'Angleterre, mais indépendant.

Ce minuscule dominion a son Gouvernement, sa Constitution, ses lois, sa monnaie, son autonomie postale et ses traditions toujours en vigueur.

Heureuse petite île sur laquelle flotte encore un parfum de moyen âge !

Comme on le comprend ces visiteurs qui viennent goûter la joie de vivre dans cette île de courtoisie où le sourire et le calme ont remplacé toute vaine agitation.

Les adorables petits ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin.

La campagne est magnifique et fleurie.

Vous serez charmés par l'ambiance typique des pubs, la pittoresque des auberges, la simplicité des petites pensions ou le luxe des grands palaces.

Et à Saint-Hélier, la capitale, un Londres en miniature, dans les rues pittoresques, animées et joyeuses, le shopping est roi. Un week-end, une semaine à Jersey, c'est le dépaysement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

Jersey, oasis de paix et de beauté, vous attend dès demain.

Bon voyage !

Fort-Regent : Dans un imposant château-fort dominant Jersey, où l'on accède par un petit téléphérique, a été aménagé un immense et remarquable centre récréatif permanent : sports, attractions, expositions, concerts...

Le Zoo : Entourant un vieux manoir du XV^e siècle, et dans un très joli parc de 8 hectares, un zoo (fondation Gerald Durrell) est consacré à la préservation des animaux sauvages. Des animaux parmi les plus rares du monde, des orang-outans, des reptiles...

Jersey sur avion : Paris grandes villes de l'ouest, Forêt de Jersey, par hydrogène ; Saint-Malo, Cherbourg, Portsmouth, Guernesey, Forêt de Jersey ; Saint-Malo.

Pour recevoir nos catalogues ou connaître avec la position de nos bureaux, écrivez à : Office National de Tourisme - Département F5 Jersey (île Anglo-Normande)

Nom.....
Adresse.....
Code Postal..... Ville.....

Consultez votre Agence de Voyages.

« ATTACHEZ VOTRE PEUR »

(Suite de la page 21.)

Le raisonnable, et le dés- raisonnable, etc., et avant d'aborder la fin, oh! à peine, les explications et surtout les hypothèses psychanalytiques, on s'attendra, quelque peu, mais sans insister, sur les aspects existentiels et phénoménologiques du vol en avion. En passant par le vertige, essentiellement polymorphe et dont la longue histoire nous mènerait d'œuvre aux commodes de la science-fiction... ou des satellites habités. Ces « extra-terrestres » temporaires qui n'ont pas peur et qui posent des problèmes psycho-affectifs et instinctuels d'une haute spécificité.

Certes, les premiers chemins de fer et les premières autos ont fait peur. Mais malgré déraillements, catastrophes, collisions, et l'incroyable développement de ces modes de locomotion, des séculaires angoisses remontant à l'aube de l'humanité inquiétaient le voyageur en contact avec Gaïa, notre mère la Terre. Le danger est atténué par le sentiment d'être collé à la vieille épouse d'Ouranos, mais le désir de faire comme l'oiseau s'élève et de tout temps hanté l'esprit humain. La liste des engins imaginés par des ingénieurs amateurs, destinés à vaincre la gravitation, est d'une incroyable variété. Du mythe d'Icare, volant voler comme les dieux et cruellement puni par eux, à Ader, premier aviateur, ou à Santos-Dumont parcourant à Bagatelle 300 mètres en plus lourd que l'air (car les montgolfières ou les ballons n'étaient qu'un prétexte permettant de truffer avec la pesanteur mais non de la vaincre réellement) jusqu'aux paquebots géants supersoniques, le temps, cette grandeur physique si mystérieuse et irréversible, même dans les équations de la relativité généralisée, paraît avoir fait un saut d'une telle rapidité

que la traversée des fuseaux horaires peut faire croire à quel- que inversion de la marche du char d'Hélios que l'avion dépasse ou prend à rebrousse-poil selon le cas, laissant notre système nerveux végétatif rudement secoué par ces entorses faites à l'existence accomplie jusque-là sur un monde « plat ».

Quoi d'étonnant, dès lors, si toutefois la personnalité profonde, pré-morbide pourrait-on dire, si l'on considère la peur paralysante comme un état pathologique, quel d'étonnant, dis-je, que l'on puisse avoir peur de s'embarquer. L'avion n'est suspendu par rien. La vitesse seule le soutient. Le voyageur « moyen » regarde défilier par les hublots la carte de la Terre, puis les vastes étendues des nuages qu'il surplombe. Il est conduit, mais ne conduit pas. Il est « passif », incapable de tirer une quelconque sonnette d'alarme ou de faire ou d'arrêter lui-même son aéro. S'il imagine, lors d'une plongée dans un trou d'air ou de la vue d'un orage menaçant, la catastrophe, l'angoisse apparaît. Les relais végétatifs clignotent : signal de danger. Les corrélations physiques de la peur augmentent. L'endor- perception de ces désordres humoraux ajoute aux dangers de mort de l'extérieur l'agitation interne des régulations cardio-pulmonaires et viscérales désor- mais rendues sans objet puisque le paniqué ne peut ni combattre (qui ?) ni fuir (où ?). Mais pas- sés les plus gros émois, la vague de peur s'éloigne. La vie est là autour de soi, et bientôt les moteurs s'arrêtent et le vol plané commence. Si l'atterrissage me- nace encore quelque peu, le sol ne s'en rapproche pas moins. Les danciers cultivés de la Terre ou la masse lisse et miroitante de l'océan rassurent. Filent alors le long de nos nerfs à la vitesse de 4 mètres à la seconde les signaux internes du corps qui, d'endocrines au cerveau, dis-

pensent des messages de paix. Cependant, le vertige existen- tiel, accroché à la rationalité d'une représentation de l'avion vécu comme fragile, peut prendre des aspects différents et provo- quer plus d'angoisse sur un bal- con étroit au dixième étage d'une maison solide ou le long d'un sentier surplombant une pente escarpée.

Porté par un fluide impalpable

C'est que le passager fait corps avec l'appareil comme la mouche — exemple classique — entrant et sortant par la fêlure d'un wagon lancé à 250 kilomètres-à l'heure. Si pas identification avec cette étrange et inquiétante « maison » suspendue sous le ciel, le sujet peureux éprouve en lui ce que ressent l'avion qui file, porté par un fluide impal- pable — l'air, lequel le sustente roia, déchaîné, peut aussi le faire mourir ou, manquant de densité, en cas de perte de vitesse, le laisser choir, brusque- ment, abandonné aux griffes de la gravitation. — Il trouve aussi dans cette encointe magique bien des réassurances.

Tout est magique dans les péri- péties ou simplement les diffé- rentes phases d'un voyage en avion. Si la pensée magique (prendre l'ordre de ses pensées

pour l'ordre de l'univers) subsiste à des bruits dans l'inconscient de tous les hommes, elle jaillit des profondeurs et influe tout le comportement de celui qui a peur avec une force et une fréquence privilégiées. De là, la présence des « superstitions », croyances irrationnelles, éléments ésotériques-occultistes, chez l'an- goissé. *Deus ex machina*, l'avion moderne emporte dans ses flancs des adorateurs bien terrifiés.

Mais la « famille » accueil- lante — mères-hôtesse de l'air; père jupitérien qu'est le com- mandant de bord, dont les gajons sont d'autant plus « thérapeuti- quement » actifs qu'ils sont mieux dorés et plus nombreux, — est une véritable rampe suscep- tible de conférer aux drogues sédatives ou antinauséuses leur pleine efficacité. Ici comme ailleurs le voyageur terrifié a besoin d'amour, de gentillesse et de compréhension pour aller mieux. Sans oublier les aiguil- leurs des infrastructures, restés au sol, qui tissent un réseau invi- sible de cordons ombilicaux ima- ginaires joignant l'avion aux cercles hospitaliers qui les prennent en charge l'un après l'autre. Alors que vogue la galère du ciel et que le « ventre » du passager apeuré s'apaise! Sta- tistiques à l'appui; prescriptions psycho-pharmacologiques vectri- ces de foi et de vertus magiques.

dispensées en cas de besoin avec mesure, prudence et toujours en- robes de gentillesse et de com- préhension, et le voyageur en détresse neuro-végétative verra les arcs d'adrénaline et d'autres médiateurs chimiques de son système nerveux supérieur re- tourner à leur niveau normal. Alors le cerveau supérieur de l'homme sapiens mettra au pas les innervations du cerveau ar- chaïque qui subsiste en lui on plutôt sous lui et dont les fou- cades l'avaient rendu malade de peur!

ADDENDA

1) Une patiente catholique pratiquante, mais fortement né- vrosée sur les bords, disait au signataire de ces lignes : « Ce qui me fait peur dans la mort, ce n'est pas le néant puisque je crois à une vie future. C'est la perspective de ne trouver seule toute seule « là-haut » pour l'éternité. » Solitude et éternité, voilà les deux sentiments les plus difficiles à supporter que ressentent quelquefois des per- sonnes ayant peur de monter en avion.

2) Nous n'avons pas volontai- rement fait allusion à l'« ins- tinct de mort » freudien. Sans doute que beaucoup d'analystes, surtout français, verraient à l'œuvre, derrière la peur de mon- ter en avion, ce fameux, trop fameux instinct de mort, auquel, avec l'immense majorité des psychanalyses officiellement re- connus comme tels dans le monde entier, nous ne croyons pas. Freud lui-même considérait cette hypothèse comme pure spécula- tion. N'empêche que certains diraient volontiers que la peur de l'envie de se détruire condi- tionne pour la plus grande part ici la peur d'être détruit. Cette hypothèse s'effondre au plus sim- ple examen clinique.

Dr RENÉ HELD.

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

La numéro de mars vient de paraître (106 pages)

Comment constituer une collection intelligente

Supplément au Index français-anglais

L'illustration des timbres français de 1980...

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 5 du mois : 7 F. Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris.

Les Alpes côté soleil



VALLÉE D'AOSTE

Département d'Assurance Régionale du Tourisme 11000 - 100741 hôte ENIT 23, rue de la Paix, 75002 Paris. NOVA ADRESSE



COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R. SNCM PARIS - 75003 - 12 rue Godot de Mauroy

LES ÉCONOMIES RÉALISÉES ICI CETTE ANNÉE, VOUS LES UTILISEREZ POUR REVOLER VERS NOUS L'AN PROCHAIN.

Quand vous quittez Miami, vous emportez beaucoup avec vous. Un hâle doré, un sourire chaleureux, de doux souvenirs, des cadeaux et, peut-être plus important encore, plus d'argent que vous n'avez emporté pour rentrer chez vous. Miami a tellement à offrir et l'offre à si bon compte.

Depuis vos emplettes jusqu'aux diners gastronomiques et le prix de votre chambre d'hôtel ou de motel. Vous constaterez que quoique vous desiriez faire à Miami, vous en tirerez toujours un avantage, parce que, ici, votre argent a plus de valeur.



MIAMI. DÉCOUVREZ LA COMME NOUS LA VOYONS.

GRAND MIAMI, SUNNY ISLES, KEY BISCAYNE, METRO-DADE DÉPARTEMENT DE TOURISME, 314 WEST FLAGLER STREET, MIAMI, FL 33130

ÉLÉTERNE
VOTRE VOITURE
PAIEMENT

VOYAGES SUR LA CHINE
LA ROUTE DE LA SOIE
PLEUVES : LE YANG TSE
ROUGE DU SETCHOU

in grain de beauté
entre le ciel et la mer

Exemple : Dakar, proche mer, maison de vacances sympa, tout confort, cherche 4 amis aller quelques heures pour lui tenir compagnie. Dates à préciser.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo. Ou envoyer 3 timbres 130 F : Jumbo, B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place, pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.

jumbo

voyagez hors des hordes

EN TRAVERSANT L'ATLANTIQUE VOS FRANCS PRENNENT DU POIDS!

Profitez du cours favorable du dollar pour vivre en Amérique mieux qu'un Américain.

17 circuits dont ces 4 exemples de Paris à Paris à partir de :

Les Provinces de l'Atlantique (14 jours)	6.110 F
L'Est Canadien (14 jours)	7.150 F
L'Est des USA/Canada (15 jours)	7.300 F
L'Ouest Américain (15 jours)	11.400 F

Jet'am La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.

Pour en savoir plus, bon pour 1 catalogue et 1 guide gratuits de Jet'am, contactez 80 et 12 des agences Air France Tourisme, Havas Voyages et des 1200 agences de voyages recommandées par Jet'am.

Nom : _____
Prénom : _____
N° : _____ Rue : _____
Code postal : _____ Ville : _____

A renvoyer à A.T.P. Conseil-Jet'am 53, rue St-Antoine - 75002 Paris.

Jardinage

Voyages en botanique

CULTIVER son jardin se concilie de plus en plus avec le goût des voyages. Fruit de la curiosité et de l'expérience, le beau jardin exige que son égoïste propriétaire aille périodiquement poser son regard sur celui des autres. Il y découvre l'idée nouvelle, la plante inconnue, l'utilisation originale et tout simplement le rêve.

Privilege de nature, les voyages proches ou lointains ont pris une place grandissante dans notre vie. Les agences, soucieuses de réduire une clientèle aux goûts diversifiés, tentent de regrouper les voyageurs au travers de thèmes ou de passions communes. Il était évident que botanique, jardinage et amour de la nature s'alliaient, pas étonnant que les amateurs de jardins aient été les premiers à se faire accompagner par des spécialistes de la flore locale ou de l'art des jardins botaniques privés ou publics. (Les amis des cours du Luxembourg.)

Si l'on rêvait autrefois devant les récits souvent plus colorés que précis de quelques « botanistes », un peu aventuriers, qui couraient le monde, aujourd'hui les passionnés rangent plusieurs fois l'an binocles et rétroviseur, le temps d'une escapade plus ou moins exotique selon les goûts, les dates et les prix. Ce n'est pas tout à fait l'aventure, mais une approche touristique en général bien conçue qui permet de conjuguer vieilles pierres, paysages,

folklore et nature. Les circuits offrent l'avantage et l'originalité d'avoir été combinés sous l'angle horticole avec visites de jardins botaniques, serres, arbres ou plantations remarquables et même ouverture exceptionnelle des portes de propriétés privées, que de riches et fort compétents amateurs tiennent jalousement fermées en d'autres temps.

Grandes croisières ou petits voyages bénéficient généralement d'un accompagnement technique : spécialistes de la flore locale ou de l'art des jardins botaniques, la Corse en mai. (Société des amateurs de jardins alpins.)

19 au 22. — La Bretagne, ses camélias et autres plantes de climat doux dans des somptueuses propriétés. (Amis de Rustica.)

25 au 28. — La Normandie. Les portes s'ouvrent sur de véritables jardins botaniques privés ou publics. (Les amis des cours du Luxembourg.)

MAI

3 au 10. — L'Italie du Nord (Côme, Lugano, lac Majeur). (Société d'horticulture de Saint-Martin.)

14 au 17. — L'Alsace et sa région (Belfort, Aremont, les Bains). (Les amis des cours du Luxembourg.)

18 au 23. — La sud de l'Angleterre et Chelsea. A partir de 3875 F. (Amis de Rustica.)

JUN

24 mai au 2 juin. — Les florissantes

Ambiance sympathique, parfois étrange où l'on parle plantes vertes, champignons, apiculture, arbrustes en français agrémenté de quelques mots latins. Echange de trucs et même troc de plantes ou menus farciens de boutures ! Conseils prudents ou péremptoirs pour le philodendron étoilé, le carissier gommeux ou la cueillette des morilles. Discussions paysannes sur les vertus d'un semis en lune montante ou descendant. 6 combiens semblables ! qu'elles aient lieu sous l'aile d'un Boeing sur le pont promenade d'un paquebot de croisière ou le car serpentant au long des routes de la campagne normande.

Mais ne croyez pas que la pas-

sion du jardin et des plantes fasse oublier le « culturel ». Simplement, dans les vieilles pierres, églises ou monuments d'autres civilisations, panoramas inoubliables, votre œil exercé saura voir et découvrir les plantes insolites ou les herbes folles qui se lèvent au creux des fossés, au bord des chemins ou dans les joints des murs.

Ainsi l'on peut aujourd'hui partir goûter, en toutes saisons, les charmes de Paradisa, des jardins chinois de Singapour ou de San-Francisco avec la même facilité que nos parents allaient nourrir leur imagination aux jardins des îles Borromées ou sous les palmiers d'Hyères.

MICHELLE LAMONTAGNE.

Quelques suggestions

de Montréal (Québec). A partir de 6250 F. (Mon jardin et ma maison.)

8 au 17 juin. — Florissantes du Manitoba. (S.N.H.F.)

11 au 18. — Madère, l'île jardin. (Amis des cours du Luxembourg.)

JULIET

12 au 14. — Exposition des roses de Doué-La-Fontaine. (Amis de Rustica.)

Tout au long des mois d'avril à octobre, des voyages sont organisés pour la visite de Grin 81, deuxième exposition suisse d'horticulture et de paysage qui promet d'être la grande événement européen de cette année. Une fête des fleurs et des idées de plantation pendant quatre-vingt jours. (Continental American.)

Canada, agence Aclat, 56, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ORTICULTURE DE FRANCE (S.N.H.F.), 84, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 546-61-00.

SOCIÉTÉ DES AMATEURS DE JARDINS ALPINS, 43, rue Buffon, 75005 Paris.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ORTICULTURE DE LA SEINE-MARITIME, 180, rue Beauvoisine, 78000 Rouen.

OUTRE-MANCHE

FAIRWAYS AND SHIRFORD, 3/ Abbey Road, St John's wood, London NW8 0BY.

NOVEMBRE

22 nov. au 5 déc. — Croisière sur la paquebot Azur, Istanbul et les îles de la Méditerranée (Grèce, Crète, Malte, Sicile). De 4400 F à 8800 F. (Amis de Rustica.)

L'amateur de tourisme individuel pourra faire son choix grâce à deux ouvrages très utiles récemment parus : Guide des parcs et jardins de France (35 F. Editions Prin-cesse, 55, quai des Grands-Augustins, qui découpe la France par régions en signalant les jardins les plus beaux, leurs heures d'ouverture et ce qu'il faut y découvrir.

— Guide to the Gardens of Britain and Europe d'Elizabeth Drury et Harriet Bridgman (Granada Publishing Ltd.), à commander chez W.H. Smith, rue de Rivoli, Paris, permettant de découvrir un nombre impressionnant de bonnes adresses jardinières du cap Nord à Gibraltar.

D'extraordinaires voyages à travers l'Europe et le monde pour des amateurs de jardins... mais aussi bons connaisseurs de la langue anglaise. (Italie, Crète, Turquie, Pyrénées, Suisse.)

DULWICH TRAVEL, 94 The Village, London SE 21 7AO. — Pour botaniser dans les forêts et cerner de très près la vie végétale et animale dans sa beauté primordiale : Malaisie (21 mai-8 juin), Cachemire (23 juin-4 juillet et septembre), Japon (22 septembre-7 octobre) an- cédé par les meilleurs journalistes horticoles britanniques.

Philatélie

L'Académie proteste contre l'émission d'un bloc privé

Après un avertissement sévère des P.T.T. (la Monde du 23 février 1980), cette fois-ci c'est l'Académie de philatélie qui proteste contre l'émission d'un bloc privé.

En somme, ce sont des « sémantiques » des collectionneurs qui, au cours de leur séance du 10 février dernier, ont condamné à l'unanimité des présents — cette initiative « déplorable », que nous dirons néfaste pour la philatélie.

Néfaste, en effet, car si ce précédent est une fois créé, l'opinion publique ne pourra plus jamais empêcher quiconque d'en faire autant.

Et alors, nous serons très rapidement en face d'une pagaille monstrueuse à travers l'Hexagone, et même dans d'autres pays qui ont jusqu'alors évité ce à laisser-aller.

Voici le texte diffusé par le secrétaire de l'Académie de philatélie :

Une notice de la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (C.N.E.P.) informe qu'elle organise une exposition philatélique sous le nom d'« ALSADEC », et que, avec l'autorisation de l'administration des postes, elle émet un bloc renfermant deux timbres de la série Alsace-Lorraine de 1870 gommés et dentelés aux couleurs inversées : 3 c. bien et 20 c. brun rouge. La notice ajoute qu'« un bureau de poste temporaire, avec timbre à date et format illustré, fonctionnera ».

Tout d'abord, il n'y a nulle autorisation des P.T.T. qui, au contraire, ont précisé par communiqué, pour mettre en garde ces « simili-timbres » n'ont aucun pouvoir d'affranchissement, et ne peuvent en aucun cas être utilisés par le timbre date grand format annoncé par la notice, ou oblitérés autrement.

La notice du C.N.E.P. ajoute : « Tirage limité à 75 000 exemplaires, comme le bloc du Musée postal de 1965, au prix de 10 F l'exemplaire ».

« Limité » à un prix total de 75 millions d'anciens francs, ce mot « limité » fait donc sourire. Ensuite, à coup de comparaison, n'est-ce pas une impression d'humiliation pour le bloc de 1965 imprimé et vendu par les P.T.T. ?

La notice du C.N.E.P. ajoute : « Aucune demande à caractère spéculatif supérieur à cinq blocs par membre ne sera acceptée ».

Quand un organisme privé émet un bloc avec timbres gommés et dentelés et se permet d'obtenir 75 millions d'anciens francs, comment cet organisme peut-il oser dire en même temps qu'il combat tout « caractère spéculatif » ?

Enfin, la notice indique que ce bloc sera coté par les catalogues.

Souhaitons qu'il ne soit rien fait de tel.

Prévenus lors de la séance de l'Académie du 10 février, les sociétaires présents ont, à l'unanimité, vivement déploré cette intrusion privée, qui n'a absolument aucune valeur philatélique.

Nous observons un certain obscurantisme dans les textes cités entre guillemets et, de plus, des maladresses qui en aggravent la situation :

1) Le choix des deux timbres (Alsace-Lorraine de 1870 gommés et dentelés, 1870, difficilement admissible : 1) Gommés et dentelés, rien que ça ! Preuve de la méconnaissance totale des règles élémentaires de la limite du raisonnable !

2) Avec l'autorisation de l'administration des postes, mais de quel pays ? Puisque nous avons la confirmation que ce n'est pas la France !

3) Comparaison insensée de ce bloc privé avec le bloc émis officiellement par les postes françaises en faveur du Musée postal en 1965.

En conclusion, on escompte — par ce procédé — soustraire de la poche des collectionneurs (signifiant, hélas, bien souvent le piège) quelque 75 millions de nos anciens francs. Tout cela en faveur d'un organisme privé, qui ensuite utilisera à sa guise le somme qui lui revient, environ 450 000 F, par exemple pour créer (ou acheter) un organe à lui et favoriser les négociants et collectionneurs indépendants ou tout privés, le monopole en faveur d'un commerce à sens unique.

ADALBERT VITALYOS.

Un sigle rayonnant :



Nous reproduisons pour la première fois le sigle de « Philéfrance 82 » qui sera déjà — de par sa conception — un « représentant excellent » de cette future exposition internationale.

Mais, sans aucun doute, cette fois-ci — nantie de l'expérience passée — les collectionneurs seront mieux protégés du soleil.

« 82 » — Pendant le durée de chacune manifestation, l'Exposition d'Alexandrie et l'Exposition du Livre au Caire, il a été émis un timbre de 20 m (1-2-80).

Pour lever l'ancre et s'amuser

les croisières « LA PERLA »

Venise La Piave Rhodes Crète Corfu Dubrovnik Venise

A partir de 1800 F

POSSIBILITÉS DE SEJOURS ATHÈNES RHODES CRETE

Familles, retraités, jeunes mariés, des réductions toute l'année.

Agence générale de voyages et de tourisme

Agence générale de voyages et de tourisme

Atelier de poterie

LE CRU ET LE CUIT

accueille en groupe les amateurs de 3 à 82 ans

CLUB VACANCES VERTES

EQUILIBRE - ARTISANAT

PLEIN-AIR

SEJOURS POUR LES 13-17 ANS

Toutes vacances scolaires

En BOURGOGNE - 21500 SALIVES

Tél. (89) 95-62-28

Hébergement, activités, encadrement

1 semaine : 836 F - 2 sem. : 1.336 F

Carnet d'adresses

AMIS DE RUSTICA, 27, rue Garnier 92201 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 747-11-65.

ASSOCIATION DES AUDITEURS DES COURS DU LUXEMBOURG, Pavillon Davioud, 55 bis, rue d'Assas, 75006 Paris.

AGENCE FRANCE - VOYAGES, 78, rue Olivier-de-Serres 75738 Cedex Paris XV. Tél. : 828-00-00, poste 38-61.

CONTINENTAL AMERICAN, 7, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 261-55-10, M. H. Abergel.

MON JARDIN ET MA MAISON : Kenya, M.I.M.M., 81, route de Versailles, 75680 Port-Marly.

Canada, agence Aclat, 56, quai de la Rapée, 75008 Paris Cedex 12.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ORTICULTURE DE FRANCE (S.N.H.F.), 84, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 546-61-00.

SOCIÉTÉ DES AMATEURS DE JARDINS ALPINS, 43, rue Buffon, 75005 Paris.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ORTICULTURE DE LA SEINE-MARITIME, 180, rue Beauvoisine, 78000 Rouen.

OUTRE-MANCHE

FAIRWAYS AND SHIRFORD, 3/ Abbey Road, St John's wood, London NW8 0BY.

TOURISME S.N.C.F. PROPOSE

EN EXCLUSIVITÉ AU DÉPART DE PARIS

1) SEMAINE DE PAQUES A SAINT-ATULF SUR LA CÔTE D'AZUR. DU 29 MARS AU 6 MARS 1980 :

— PARIS - SAINT-RAPHAËL et retour en train-couchettes de 2^e cl.

— Pensions complètes, vin aux repas : 990 F.

2) SEMAINE DE PAQUES A MARINA-VIVA EN CORSE. DU DIMANCHE 6 AVRIL AU DIMANCHE 13 AVRIL 1980 :

— PARIS-AJACCIO et retour par avion.

— Pensions complètes, vin aux repas.

— PRIX : 1.800 F et 1.770 F.

3) CORSE LA MARINA A BASTIA - MARINA-VIVA A PORTICCIO. DU DIMANCHE 20 AVRIL AU DIMANCHE 27 AVRIL 1980 :

— PARIS-BASTIA - AJACCIO-PARIS par avion.

— Pensions complètes, vin aux repas.

— PRIX : 1.475 F et 1.730 F.

4) SEJOURS A CHAMONIX. DU 29 AVRIL AU 12 JUIN et DU 13 JUIN AU 11 OCTOBRE 1980 :

— PARIS-CHAMONIX par train aller et retour.

— Pensions complètes (sauf vin aux repas).

— PRIX : 8 jours, 7 nuits : 1.150 F.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS. TOURISME S.N.C.F. LAV 17 A

GARES S.N.C.F. de : EVRY-COUCOURONNES.

VINCENNES, CHATELET - HALLES.

GARES S.N.C.F. de : EVRY-COUCOURONNES.

50, boulevard Carnot - 75116 LE VESINET.

46, rue du Général-de-Gaulle - 75120 RAMBOUILLET.

16, boulevard des Capucines - 75006 PARIS.

127, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.

11, boulevard des Batignolles - 75008 PARIS.

116, av. du Pré-Kennedy (Maison de la Radio) - 75016 PARIS.

17, boulevard de Vaugrand (Service Excursions) - 75015 PARIS.

V.P.C. S.P. 130 - 75023 PARIS CEDEX 91.

RÉSIDENCES secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne

COTE LANDAISE

VILLAS - FERMES - TERRAINS

AGENCE

150 km Paris sud dans bourg, tons commerces. Maison parfait état, tout confort. Jardin. - Prix : 450.000 F.

AG. LES BEAUX-BOIS, 69130 Charnay

EXCEPTIONNEL

5 minutes Montauban, sur 4,33 ha

MAISON DE CHATELAIN

8 pièces, chauff. cent. mazout, piscine, parc, plan d'eau, dépend.

corues 200 m² (diverses possibilités)

Prix 850.000 F

AGENCE A.I.C. et pl. de la Libération.

82000 Montauban. Tél. (63) 03-35-26.

CORSE

Lova stud. appart. juin/oct. Semaines à part de 200 F par pers. Possibilité charter. Loc. auto. voitures de 4,50 m à 11 m. Tél. : 363-85-37-38.

SAINT-AUBIN-SUR-MER

Locations saisonnières au mois et à la quinzaine

AGENCE DU LITTORAL

22, rue Joffre

16700 SAINT-AUBIN-SUR-MER

Tél. (31) 97-50-85

GASCOGNE

Maisons Campagne-Villas-Terrains

Prix avantageux - Agence MAGNE

48, av. Ténarèze, 32800 EAUZE.

ILE DE NOIRMOUTIER (VENDÉE)

Appartements ou villas de qualité :

— Du Studio au type 5.

Proches du centre au de la plage.

Documentation sur demande à :

NOIRMOUTIER IMMOBILIER

85000 LA GUERINIERE

Tél. : (51) 39-03-13 - 39-06-55.

AQUAMARINE, VOTRE HOTEL FLOTTANT

Le meilleur de Chine

Un bateau enchanté, entièrement climatisé, de nombreux bars, 2 piscines, casino et night-club. Vous découvrirez ce pays mystérieux, de Hong-Kong à Kobe, par Shanghai, Pékin, etc. Vous visiterez la grande muraille de Chine. 2 départs par mois, de mai 1980 à avril 1981.

Aquamarine International

EXCLUSIVITE MONDIALE

CROISIÈRES EN CHINE

Jet tours

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

RENNES

Plaisirs de la table

Sud-Ouest

La cuisine du Sud-Ouest s'exporte bien. Le voici pour trois semaines au « Plein Ciel » du Brüssel, 31100 (33, boulevard de Waterloo, tél. 513-88-77). Dans le cadre de semaines gastronomiques d'importance internationale par M. F. David, André Daguin (Hôtel de France à Annecy) et ses amis Lucien Vanel (Vanel à Toulouse) et Jacques Pastor (cuisinier de la Table des Cordeliers, à Comond), ont donc concocté une carte où le foie gras, le tourain à lail doux, les magrets, les places aux pruneaux et à l'agneau sont trempés pour une originale salade d'asperges et de tomates mûres au citron, des papillottes de saint-jacques au foie gras, un gratin d'œufs au magret fumé, une surprenante pièce de bœuf au roquefort et fruits secs et ce fameux gratin de potes au poivre cher à Daguin. Deux vins de la région seront à l'honneur, le pastiche du Vic Bib 78, blanc, fruité et chaleureux et une robe de bœuf 76, rouge puissante, long en bouche, au bouquet remarquable.

Incarné par un grand dîner du Club des gastronomes de Belgique (François, Georges, président), cette prestation Daguin, Vanel, Pastor réjouira les gourmets belges.

Mais le Sud-Ouest, c'est aussi Bordeaux, où le 15e et le 16e ont organisé le cinquième anniversaire des « Rencontres » gastronomiques. Une centaine de journalistes du monde entier y assisteront. Ceux qui viennent de Belgique sont naturellement passés par Paris et, ayant quitté Daguin au « Plein Ciel », ont été reçus au « L'Aqueduc », pour un menu que Christiane Massie, à la cuisine, a en situation de servir de Gironde, huffes aux câpres, nettes, lampiro à la bordelaise. Après quoi, ils ont mis le cap

sur la capitale d'une « terre de surcroissance », comme ont pu l'être dit le poète Aizon, premier gourmet d'Aquitaine en date. En cinq années, ces « Rencontres » ont réuni les plus grands cuisiniers de France et d'ailleurs. A ce rendez-vous anniversaire ils sont tous là, ou presque, en tête les « trois grands » de la Côte d'Azur : Louis Outhier, Roger Vergé et le nouveau « trois étoiles » 80, Jo Rostang. Pour eux, les chefs girondins ont composé un menu également typique : phalès de Gironde, tourain glacé, galettes de cépes persillées, jambonnette de volaille au coulis de truffes, etc. Servi dans le cadre du château Pontet-Caneat.

A Bordeaux, bien sûr, on ne parlait pas de la réouverture du Grand Hôtel de Bordeaux (place de la Comédie, tél. 90-98-44), transformé, modernisé. Un bon point à Christiane Tracer-Leserre, à qui l'on doit l'architecture intérieure et la décoration des chambres, du bar, du restaurant (dont on dit qu'il est de bonne cuisine). Mais, puisque les efforts de propagande touristique de toute la région amèneront sans aucun doute de nouveaux touristes et vacanciers en Gironde, les deux jours, assurement d'un bel effort gourmand de toute la région, de l'intérêt des visiteurs de châteaux et de l'essor à Bordeaux même, des adresses connues comme des nouvelles. De La Tupina (et son annexe « comestible », 6, rue Porte-de-la-Monnaie, tél. 91-58-37) au néo Clavel (44, rue Ch.-Domergue, tél. 92-91-52), qui officie l'excellent cuisinier qu'est Francis Garcia de la Chamade (20, rue Piliers-de-Tulle, tél. 48-18-74), qui se vent « dans le vent », aux classiques de la ville : Dubert, Le Roux, Saint-James, Chapon et Méliades-François.

LA REYNIÈRE.

Hippisme

La patience et le dollar

ENCORE moins de dix partants, en moyenne, par course, dimanche passé. Auteuil doit se résigner à la formule des gourmets : « peu mais bien ».

La carte de luxe nous est offerte, en l'occurrence, par le prix Murat, huit chevaux seulement au départ, mais dont chacun vaut, et lui seul, trois étoiles.

Sambristan prend la tête des opérations et, à 1 000 mètres de l'arrivée, parait le dominer sans appel. Mais il commet une grosse faute au rail-ditch. Petit Fontaine, qui semble s'être désigné, trois ou quatre longueurs derrière, à la seconde place, revient au niveau de son rival, ce qui voyant, celui-ci, tout décontenancé, commet une nouvelle faute à l'obstacle suivant. C'est maintenant Petit Fontaine qui court vers la victoire. Mais, avec un remarquable sang-froid, Patrice Le-maire, le jockey de Sambristan, va encore la lui disputer. Il sacrifie quatre ou cinq longueurs à laisser son cheval retrouver son calme et son équilibre, puis la lance de nouveau à l'attaque. Second retournement de situation. C'est Sambristan qui fait du nouveau figure de tuteur vainqueur contre Petit Fontaine qui peine. Mais non, Sambristan, qui n'a pas seulement à combler le handicap de ses deux fautes, mais encore celui de 3 kg. de surcharge, échoue d'une longueur et demie, après s'être rapproché jusqu'à moins d'une demi.

Le Sénat n'a pas interrompu ses séances, comme le fit jadis la Chambre des députés à l'annonce d'une victoire de Gladstone appartenant au député comte de Lagrange dans le derby d'Espom, mais en a dit tout de même faire sauter quelques bouchons à la buvette du palais de Luxembourg. Petit Fontaine, en effet, appartenait à Philippe de Bourgoing, petit éleveur-exploitant agricole près de Bayeux et sénateur du Calvados.

« Sa victoire, explique le propriétaire, est celle de la patience. C'est un cheval de modestie originelle. J'ai payé sa mère, voilà une douzaine d'années, 1 800 francs. Lui-même a été, d'abord, très modeste. A trois ans, il a couru à Bayeux, que j'ai dirigé toute l'attention que je vous ai faite. Je ne puis comparer à Longchamp, et il n'a pu y gagner. Mais son entraîneur et moi avons toujours été très patients avec lui. Ainsi, à la fin de l'année 1978, il avait souffert en disputant un steeple à Fontainebleau ; nous avons pris le temps de le renvoyer au pré ; il a passé toute l'année dernière à me faire. Ce long repos l'a transformé... »

Conclusion : de même que, quand on n'a pas de pétrole, il faut avoir des idées, quand on ne peut pas

acheter du « grand papier », il faut s'armer de patience.

C'était la base des méthodes d'André Adèle, dit Philippe de Bourgoing. De la patience, toujours de la patience, encore de la patience...

Ce n'est pas seulement avec Petit Fontaine que cette vertu hippique marque des points. Ouid-Novil fait également triompher les coureurs sénatoriaux dans la course au Jérémy. Deux victoires la même jour, dont le prix Murat, pour une écurie de cinq chevaux à l'entraînement. Qui dit mieux ?

Oui dit mieux ? André Fabre, l'entraîneur de Petit Fontaine, il gagna une troisième course avec Reiter, un cheval allemand, et, à la fin de la saison, son palmarès, depuis le début de la saison d'obstacle, s'élevait à onze victoires pour vingt-cinq partants. Encore un triomphe postume pour André Adèle : André Fabre, comme Jack-Hubert Barbe et Jean-Paul Galloni, les autres entraîneurs champions de la catégorie « moins de trente ans », fut un de ses élèves.

En places ou en victoires

Galloni, précisément, vient de gravir un échelon dans la hiérarchie professionnelle : il entraîne désormais un demi-cheval à Daniel Widenstein, le grand propriétaire, dont l'écurie avait émigré vers l'Angleterre, puis les Etats-Unis à la veille des élections législatives de 1978, ramenant un sabot en France. Il a échoué la semaine passée pour 220 000 F. croit-on) la moitié de Lapo d'Or est un propriétaire ayant ses chevaux chez Galloni et, bien entendu, a laissé son demi-représentant chez celui-ci. Lapo d'Or a couru pour la première fois sous sa nouvelle casaque dans le prix Murat.

Pour un « cinq ans » et à une saison où ceux-ci ne font que découvrir les gros obstacles d' « en face », auxquels leurs aînés sont accoutumés — il s'est très bien comporté, terminant à la quatrième place. Conformément à une habitude de la famille (Lapo d'Or est un frère cadet de Pot d'Or), il y a des resorts du paysant de grand steeple dans ces jurets-là.

Côté enclos, le sujet de la semaine reste le dilemme : faut-il, en comptant les sommes acquises par les chevaux en places, et non pas seulement en victoires, pour le calcul des surcharges ? (1) Le débat conduit, en fait, à une question : faut-il, en considérant que les victoires, comme le souhaitent les grandes écuries internationales, orienter derechef nos

(1) Le Monde du 8 mars.

coureurs vers un rôle de sous-traitants des courses américaines, ou peuvent-elles encore vivre avec leurs seules ressources propres ? Interrogation lancinante, à laquelle il est de moins en moins aisé de fournir une réponse, non seulement quand on considère l'intérêt immédiat, mais quand on voit, en outre, essayer de chercher quelque assurance de pérennité. La patience est, certes, une vertu hippique cardinale, et peut presque, à elle seule, faire gagner un prix Murat. Mais il lui faut tout de même, de temps à autre, un relais : l'argent.

LOUIS DENIEL.

TOURISME

HOTELS RECOMMANDES

Campagne

07520 LA LOUVESSE

HOTEL BEAU SITE ** N.N. Site exceptionnel. 1 000 m. Qualité. Pension. Prix modéré. Déjeuner 7. (75) 33-47-02.

19320 (Corrèze) ST-PARDON-DE-VAL

LA CROISILLE

HOTEL BEAUSITE** Placettes chauffées. Etang - Tennis privés.

06500 MENTON

HOTEL MODERNE ** N.N. Prox. mer. Sans pension. Tél. 35-71-87.

Paris

INVALIDES

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau (Champs-Élysées, près Terminal Invalides). Ch. rénovés début 1980 avec bain ou douche et w.c. cuisine et tranquillité. Tél. : 753-25-40.

Stations thermales

06100 LE BOULOU (PYR.-OR.)

La Station du Pô et de la Vézère. Météo, allergies, sécheresses d'hépatite, goutte, diabète, eczémas. HOTEL DES SOURCES ** N.N. HOTEL DU GRILLON D'OR ** N.N. HOTEL DU CANIGOU ** N.N. Ouverture le 1er avril.

Suisse

CH-1928 CHAMPEX-LAC - Valais

Ski - Neige - Soleil - PRINTEMPS HOTEL DU GLACIER ** S.S. Tél. 19.41/26/1137 et 41339 - 7 jours chambre demi-pension : 740 F.F. : avec bain, w.c. + 90 F.F. - Neuchâtel : Télénège Brevin - 1 950 - 2 200 m.

CH-3963 GRANS-S/STIERRE Valais

HOTEL ELITE ** Chambres pleines, tout confort, très calme. Belle situation. Prix en mars : demi-pension 125 F.F. Pension complète 135 F.F. Cuisine soignée. Tél. 19.11/27/11-5-01.

MAISONS DE VACANCES

BRETAGNE - AQUITAINE

1 000

belles villes

à louer à la semaine

ou au mois

Catalogue gratuit sur demande à :

JEAN JACQ GmbH
16, rue du Faubourg-de-Pierre,
67000 STRASBOURG
Tél. 116-39 32-00-81
Téléc. 506-770.

La brochure qui sait raconter la Grèce

vous transportera en Grèce, en vols spéciaux ou réguliers, où vous pourrez séjourner dans de merveilleux hôtels ou clubs, louer une voiture, faire une croisière sur les 5 merveilleux navires de la

ELINES HELLENIC CRUISES en Grèce, Turquie, Egypte et Israël.

Tourisme et voyages, à votre service, des voyages ou à l'étranger.

COUPON-REPOSE

Je désire recevoir votre brochure

à Grèce

Nom

Adresse

Code Postal

Ville

BADE DES LOISIRS

proteste contre un bloc privé

ADALBERT WILHELM

PILLESFRONCE

SAINT-AUBIN-SUR-MER

AGENCE DE LITTORAL

GASCOGNE

DE NORMANDIE

le ciel de paris

SON MENU SUGGESTION 100 F s compris

déjeuner à partir de 12 h

DINER à partir de 19 h

Menus de groupe sur commande

538.52.35

33, avenue du Maréchal Juin

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Paris 16

Le Monde

culture

LE JOUR DU CINÉMA

Précisions sur une visite à Buenos-Aires.

En réponse à l'appel de l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA), qui s'élève contre la prochaine visite à Buenos-Aires d'une délégation d'artistes français, le *Journal du Cinéma* a organisé une manifestation d'information et de solidarité d'artistes français (le dimanche 23 mars), nous avons reçu plusieurs mails au point :

— le *Journal du Cinéma* nous précise qu'il organise cette manifestation avec la collaboration d'Unifrance Film et d'Air France « sans aucune participation d'aucune institution officielle ou gouvernementale argentine ».

— M. Yves Roussel-Rouard, président d'Unifrance Film, souligne également que le gouvernement argentin n'a rien à voir dans cette manifestation et ajoute :

« La Semaine du cinéma français à Buenos-Aires s'inscrit dans la liste de pays avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques et commerciales. D'ailleurs, nous avons participé dans les dernières années à des festivals ou semaines similaires à Moscou, Caracas, Varsovie, Israël, Rio, Stockholm, Copenhague, Cuba (il y a à peine quinze jours) et bientôt New-York, Hongkong, la Chine populaire, Canada, Australie, Hongrie, etc. C'est dire que notre action se situe dans une optique de coopération culturelle et de relations diplomatiques et commerciales, et non pas de soutien à une cause politique ou idéologique ».

« Nous n'avons aucune raison de pénaliser la liberté de certains pays dont la censure est parfois forcée par un festival, la présence de nos artistes est un événement, parfois un espoir. Je crains qu'à force de défendre la liberté on ne sache plus comment elle s'exerce ».

— Mme Danièle Delorme, MM. Philippe de Broca, Jacques Doillon, Jean-Louis Trintignant, Lino Ventura, Henri Verneuil nous ont adressé le texte suivant :

« Dans le cadre des manifestations organisées par Unifrance Film, notamment à Moscou, Varsovie, Cuba, Prague, et prochainement en Chine, on nous a demandé de participer à une délégation qui a pour mission la promotion de films français vendus en Argentine ».

« Concernés, comme tous ceux qui sont informés, par les répressions et les manques de liberté dont sont victimes des artistes argentins, et sachant parfaitement le sens politique que prendrait toute action artistique ou commerciale, nous avons mesuré et discuté longuement sur la gravité de notre réponse. Que cela soit clair : nous ne partons pas pour servir les intérêts du régime argentin, nous ne glorifions pas un régime qui nous réprime. »

« Nous sommes bouleversés, au même titre que les signataires de l'appel d'AIDA par les problèmes posés, mais nous pensons qu'il est certainement plus positif vis-à-vis du public et du peuple argentin de partir là-bas et d'y défendre ce que peut aussi amener le cinéma français. Etant sur place, nous pouvons être plus utiles et servir plus efficacement les idées et les libertés. »

Plusieurs membres de familles de prisonniers et de disparus français en Argentine ont interpellé, jeudi soir, à l'aéroport Charles-de-Gaulle, les participants à ce voyage.

« 1941 », de Steven Spielberg

Une folle journée

Au départ de ce film, tous les atouts. Un réalisateur de trente ans, Steven Spielberg, que trois prodigieux succès (*Dual*, *Les Dents de la mer*, *Rancho de la vieillesse*) ont rendu célèbre. Un superbe sujet : la folle journée que vécurent, le 13 décembre 1941, les habitants de Los Angeles, quand ils crurent que les Japonais envahissaient le côté ouest des Etats-Unis. Un budget phénoménal, des décors monumentaux, un appareillage technique ultra-sophistiqué.

Le résultat ? Quelques séquences de pur spectacle, brillamment filmées, au milieu d'un récit qui se voudrait déistant, satirique, raseur, mais qui, s'engage dans sa propre opulence. Un échec à la mesure des ambitions de l'auteur.

Tordre le cou à l'histoire et transformer en une énorme farce, en une pantomime à la Laurel et Hardy, le récit désastre de Pearl Harbor rendait réceptive aux plus vaines tentatives de réécriture : c'est sur cette idée provocante, délibérément subversive, que Spielberg a bâti son film.

Et il n'y va pas de main morte. Tandis que le commandant d'un sous-marin japonais cherche désespérément Hollywood sur carte, et d'un événement historique poursuit aussitôt de L.A. un ennemi invisible, une gigantesque bagarre s'engage à l'occasion d'un concours de jeter-bombes entre les « zanzous » locaux et divers représentants des forces armées. Dans un climat voisin, le petit éléphant de Walt Disney émet ses larmes en colonnes ; à 3 000 mètres d'altitude, une jeune femme découvre le septième ciel ; sur la côte, face au

sous-marin nippon, un bourgeois bien tranquille pulvérisé sa maison en jouant à l'échiquier. On n'en finit pas de citer les péripéties de ce film, dont tous les personnages sont des grotesques, des débauchés ou des déments, dont chaque scène anéantit sur l'autre par son absurdité et son extravagance spectaculaire. Spielberg veut provoquer le rire et sans doute dépasser le burlesque pour atteindre à la fable, à l'apologue sociologique, comme le faisait Kubrick dans *Docteur Folamour*. Malheureusement, Spielberg n'est pas Kubrick. Son humour est pesant, répétitif, parfois proche de la vulgarité. Et, malgré quelques plaisanteries (généralement destinées aux cinéphiles) assez drôles, quelques gags féroces, c'est une comédie pauvre et indigeste qu'il nous offre.

Reste la mise en scène, le travail du créateur à la caméra. Dans ce domaine précis, impossible de nier le talent de Spielberg. Le film fait mille d'idées, de trouvailles, de plans à couper le souffle, voire d'images poétiques (le « grande roue » illuminée d'un parc d'attractions s'abîme dans les flots). Une technique éblouissante, un savoir-faire infatigable président à ce film raté. Steven Spielberg, le « wonder boy », c'est peut-être trompé de cible. Si, au lieu de se limiter à la pure burlesquerie, il avait exprimé la folie, le caractère mystérieux, presque irrationnel du grand désastrement californien, il aurait réalisé un film plus conforme à son tempérament et, vraisemblablement, gagné la partie qu'il vient de perdre.

JEAN DE BARONCELLI.
* Voir les films nouveaux.

« La Maladie de Hambourg »

de Peter Fleischmann

La tentation totalitaire

Comme jadis, la peste et le choléra se déclarent brusquement et dévorent des populations entières, une maladie inconnue dont le virus semble avoir été apporté par des avions turcs frappe les habitants de Hambourg. Cette maladie devient une épidémie qui s'étend à la région environnante, puis à l'Allemagne fédérale tout entière.

La première idée qui vient, évidemment, est que cette maladie est un symbole. Avec *Scènes de chasse en Bavière*, les *Châliques de Silésie* et, même, *Dorothea*, Peter Fleischmann est toujours attaqué aux lieux de la société ouest-allemande : fascisme ordinaire ; mauvaise conscience ; pollution née d'une industrialisation ; outrages ; exploitation et commerce du sexe. Or cette œuvre est moins claire que les précédentes, plus déconcertante parce qu'elle se charge de « sans succès », à mesure qu'avance un récit pleureux parfois teinté d'humour noir (Roland Topor a participé au scénario) qui n'est pas sans rappeler certains films de Luis Buñuel. La présence de Fernando Arrabal en infirmier ricanant et truculent y est pour quelque chose, mais aussi le style de la mise en scène, réaliste jusqu'à dans les détails inconnus, et le renversement ironique des valeurs établies.

Quelques personnages fuient Hambourg et traversent l'Allemagne jusqu'à la Bavière. D'autres se joignent à eux en cours de route. Les aventures de ces gens contraindre à la mort sont apparemment l'imprévisible mutation d'une société. Car, si la maladie signifie une crise économique et politique de l'Allemagne de l'Ouest et des démocraties occidentales, elle est aussi bel et bien une

épidémie par laquelle la nature prend sa revanche et élimine une nouvelle sélection des êtres humains. La virus ne respecte pas les intellectuels, les bourgeois, l'élite ; il a plutôt tendance à épargner les vieillards qu'on abandonnerait le long des routes avant cela, les marginaux, les basses classes. Ainsi le jeune médecin blond à stature de héros (Helmut Griem) disparaît à la moitié du film. On apprend aussi la mort du chancelier fédéral, mais l'infirme s'en tire, comme le marchand de saucisses de Hambourg qui a trouvé moyen de trafiquer au milieu de l'axode.

Les pouvoirs actuels ont des armes contre la révolution, la subversion. Comme elles ne servent à rien contre ce virus épidémique, il faut mettre en œuvre tout l'arsenal de la science médicale. Cordons sanitaires, désinfectants, nuages de poudre lancés par les hélicoptères, vaccins, feront régner l'ennemi. Mais cela engendre un totalitarisme implacable avec ses mesures de protection, patrouilles de vigiles armées dans les zones désinfectées. Le pouvoir sanitaire n'a plus qu'à placer les survivants sous surveillance. C'est le dilemme. Comme Peter Fleischmann ne quitte pas le terrain du possible, on ne peut parler ni de fantastique ni de science-fiction, ce qui serait rassurant.

JACQUES SICLIER.
* Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« CARTAYA » à Théâtre ouvert

Cartaya : un village où le soleil est rond. Des femmes se livrent aux rites mécaniques des tâches ménagères, en ressassant des phrases sans suite qui ne se répondent pas, qui se baladent de l'une à l'autre. Régulièrement, l'une ou l'autre s'incruste de savoir ce que font les enfants. Le cours de leur bavardage émettent se brise par instants sur les dérapages d'une femme très blonde (Françoise Feigolrois), visiblement mal dans sa peau, et qui lutte contre l'entêtement hypnotique des mots sans importance, parmi lesquels on distingue un nom : Tara, qualifiée de putain.

Tara (Liliane Rovère), parée de verroteries et de mousseline, vit à part, enfermée, sans autre lien avec l'extérieur que les hommes et une amie, Marie (Michelle Uzan). L'élément masculin représente le pouvoir institutionnel. Il agit du côté (Patrick Valverde) et du caribien (Christian Drille), fantômes plus ridicules qu'odieux.

D'histoire, il n'y en a pas. Ou alors, elle est tellement tortueuse qu'on ne la suit pas. Dans les

conditions particulières aux « mises en espace » — douze jours de répétitions. — Viviane Théophilides, qui en est responsable, ne cherche pas à clarifier la pièce, à lui inventer une logique ni à en éviter les défauts : construction floue, vision du monde entièrement filtrée par les codes du théâtre ; l'auteur, Philippe Monyana, est comédien. L'avantage est qu'il écrit pour les comédiens, que son langage — très élaboré — est parlant, fluide, ouvert à des variations sensibles. Viviane Théophilides en fait jouer les multiples tonalités, et Liliane Rovère, Michelle Uzan, Françoise Feigolrois en donnent toutes les richesses.

Avec quelques images simples, Viviane Théophilides installe un état de rêve féerique qui bascule dangereusement vers la mort, un monde de sensations étouffées sous une douceur perfide, elle fait voir l'écroulement de la chair, des habitudes, de la soumission.

COLETTE GODARD.

* Centre Georges-Pompidou, Le 14, à 18 h. 30 ; Le 15, à 21 h.

« HUGO-HUGO », de Philippe Gavardin

Des maîtres pour l'enfance

Hugo est le nom d'un cheval qui meurt au moment de la victoire. Hugo-Hugo est d'abord l'histoire d'un cheval qui veut de venir d'un cheval et qui rêve d'une vie où les hommes n'auraient pas accès. C'est un conte superbe l'auteur. Philippe Gavardin a beaucoup travaillé au chant du monde qui ignore la pédagogie, qui ne cache rien, qui s'exprime avec poésie, c'est-à-dire par la voie de la poésie ; qui procède de Swift et de Lewis Carroll, c'est-à-dire de meilleurs maîtres pour l'enfance, mais aussi du cinéma hollywoodien des gangsters, des westerns, des grands espaces et des stars. Les séquences du conte d'embellissement avec des décors comme des pontons géométriques : du terrain vague où préche un pasteur éthylique au set de tournage d'un film d'un rodéo à une maison coloniale avec petite fille perverse en dentelles, égarant sa coït comme avant de torturer son cher Hugo derrière son manteau d'animal, d'animal ; des coulisses d'une bouche chevaline à celles d'un champ de courses, où, au terme d'ignobles trafics, Hugo trouve enfin la victoire et la mort.

Pour mettre en scène cette histoire, Serge Noyelle n'a pas voulu se servir de lunettes roses : admette et enfants partagent le même monde dur et fou, l'inquiétude baroque du spectacle, tout en ruptures et clairs-obscur, parle à tous parce qu'elle ne triche à aucun moment. Le décor, ou plutôt l'architecture, de Guy Bourrier et Alain Contrin se transforme avec beaucoup d'humour en montagne, mur d'immeuble avec escalier de secours à l'américaine, en écurie, en palais.

Tous les comédiens jouent avec bonheur, comme il est assez rare de le voir dans les spectacles pour enfants. Ils sentent bien que tout ici est défilé et qu'à l'heure du théâtre, rien n'est si beau que de risquer. Pour certains centres dramatiques nationaux pour la jeunesse, Caen, Sartrouville ou Nancy, qui semblent un peu en crise et douter de leur vocation, ce *Hugo-Hugo* peut être d'un grand exemple et d'un espoir.

BERNARD RAFFALLI.

* Jusqu'au 21 mars. Salle des fêtes de Châtillon, 2, rue Badier-Carot. Tél. 657-12-11.

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 23 MARS

AUDIBERTI

opéra parlé

du 1^{er} au 23 mars 1980

théâtre de la commune

Marcel Maréchal

NOUVEAU THÉÂTRE NATIONAL MARSEILLE

square Stalingrad, avenue de la République, métro : 4 Châteaues

réservation : 832.16.10

le mardi à 19 h 30
les mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30
le dimanche à 17 h

Conteurs

On a vu tout de suite que c'était autre chose, une autre dimension, plus profonde, plus souterraine. Un corps pesant, accroché à la terre, un visage comme un paysage de montagne, croulé, raviné, avec, au milieu de cette tourmente, deux yeux bleus formidablement malicieux.

Il venait de trouver un escargot dans ses radis, il allait l'écraser quand... non... d'abord un petit discours, quelques mots comme ça, parce qu'à la campagne on est seul quand on travaille et que c'est bon de causer un moment. Un petit discours à la minuscule bête, une drôle de minuscule histoire, même pas une histoire, une anecdote, qui e prise une drôle de dimension comme les suivantes (le titre de son livre, le voyage en train, l'insomnie du vieux...) parce que, l'épaisseur du personnage, son rire, ses silences, avec le parler berrichon porté, ement en nouveau d'une langue, est apparu le l'esquisse, un morceau de civilisation paysanne.

Jean-Louis Boncourt est un conteur, un conteur professionnel (quarante ans de scène), il écrit lui-même ses « contes » qui font passer les gens du rire à la méditation. Il y avait d'autres conteurs la même soirée, qui n'avaient pas le même niveau. Le conte au vingtième siècle est un art difficile et l'on voit bien les dangers différents qui menacent ceux qui veulent perpétuer cette superbe tradition : le passéisme, le côté folklorique (dont Boncourt n'est pas exempt) pour ceux qui font comme s'ils étaient dans la campagne du dix-neuvième siècle, comme si la veille était ce qu'elle était, avec le toit dans le cheminée et les châtaignes ; le côté cabaret-spectacle pour ceux qui veulent le faire évoluer (c'est le cas du conteur Vosgien, Claude Venot).

Il y a d'autres difficultés : le conte, qui appartient à la tradition orale, doit-il continuer d'être improvisé ou doit-il passer à l'écrit ? Peut-être, sans risque, lire dans les mains de professionnels ? Au Centre culturel de Chevilly-Larue, où se tient la « Première dizaine de contes et conteurs », des « disques » venus de Corse, d'Auvergne, d'Anjou, de Normandie, du Berry, professionnels et non-professionnels, s'efforcent de le faire, ils ont improvisé au dix-neuvième siècle, ils ont écrit, ils ont raconté chaque soir, sous les spots, devant des micros et le moindre des régions. Bonne occasion de réfléchir à ces questions, de découvrir aussi, au hasard, un homme, un conteur prodigieux.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Centre culturel André-Malraux, 102, avenue du Général-de-Gaulle, Chevilly-Larue, téléphone : 686-51-48. Jusqu'au 16 mars.

M. L'Académie d'architecture a accueilli parmi ses membres, au cours d'une réunion tenue jeudi 13 mars, l'architecte mexicain M. Pedro Ramirez Vazquez, auquel elle avait attribué l'an dernier la médaille d'or pour l'ensemble de son œuvre. M. Ramirez Vazquez, qui est actuellement ministre de l'Aménagement du territoire et des travaux publics du Mexique, est notamment l'auteur d'un chef-d'œuvre d'architecture moderne, le Musée national d'anthropologie de Chapotepec.

THEATRE MONTPARNASSE
31 rue de la Galté 14^e
PETITE SALLE

JUSQU'AU 23 MARS

MICHEL HERMON

chante

« Un show-chose violent et étonnant, cruel et charmant. » — LE MONDE

« C'est d'un phénomène qu'il s'agit. » — LE MATIN

« Opéra et humour courtois. » — LE FIGARO

« Un tour de chant au vitriol. » — LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« Une voix nouvelle s'est levée. » — L'ESPÉRANTO

320.89.90

loc. théâtre - Fnac - agences

ELYSEES LINCOLN v.o.

HAUTEPEUILLE v.o.

7 PARNASSIENS v.o.

LE MEILLEUR FILM DE DINO RISI

UGO TOGNAZZI • VITTORIO GASSMAN

LE PETIT JUGE

DINO RISI



CLARKIN STREET

EUROPE ROCK 80

CONCERT PAVILLON BALTARD (à 12 minutes du Châtelet par le RER)

CE SOIR A NOGENT 15 MARS à 17 h 30

SOLID AS A ROCK DISQUE ET CASSETTE CBS 84115

CBS

UGC HARRIZ VO • UGC DANTON VO • BRETAGNE VF • UGC OPERA VF
CAMEO VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF • CONVENTION ST-CHARLES VF
C21 Versailles • ARTEL Rogent • CARREFOUR Pantin

La Maladie de Hambourg

Un film de Peter Fleischmann

CULTURE

DANSE

AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Dennis Wayne and dancers

La présentation du spectacle est très américaine. Les danseurs en survêtement s'échauffent sur la scène du Théâtre de la Ville et viennent se nommer l'un après l'autre. Ils sont jeunes, sympathiques ; les gorgons athlétiques, les filles minces et racées. Le courant passe.

Ils se présentent comme un ensemble de solistes, venus de compagnies renommées : le défunt Markness Ballet, le Geoffrey Ballet, le Ballet de Boston. Dennis Wayne fut élève de l'Académie Balanchine puis danseur étoile de l'American Ballet Théâtre avant de créer sa propre compagnie, en 1976. Il ne spécifie pas qu'il a aussi travaillé avec Martha Graham, Gertrude Shurr et Norman Walker. Mais la filiation est évidente à travers le choix de chorégraphes signés par Norman Walker, John Butler ou Margot Soppington. Avec Dennis Wayne and Dancers nous découvrons une de ces nombreuses compagnies américaines, formées à la fois aux techniques classiques et modernes et adeptes d'un style d'expression contemporaine dont les chefs de file sont Butler, Tatley, Kenter, aux États-Unis, Bruce et Morris, en Angleterre.

Le premier programme est composé de manière à mettre en valeur l'éventail des possibilités de la troupe. Deux pièces données sur points témoignent d'une maîtrise exceptionnelle dans le classique. Elles démontrent cependant par leur monnaie d'intimité : « Michael's », de Norman Walker, est une construction d'une ordonnance froide, utilisant les pas comme une syntaxe brillante et recherchée. Aucune émotion n'en ressort, pas plus que de « Belong », un pas de deux de Norbert Vesak, très influencé par Ben Tatley. Le plaisir qu'y prend le public est celui qu'il trouverait aussi bien dans une démonstration particulièrement risquée de figures libres sur patins à glace.

Dans un tout autre style, « Speak-Easy », de Judith Morris, la chorégraphie de Linda Ladwig étant souffrante, le récit qu'elle devait donner, le jeudi 17 mars au théâtre des Champs-Élysées, est annulé. Cette soirée de gala était organisée au profit des lépreux.

cuse, se réfère à la comédie musicale. C'est une amusante transposition de l'acquisition du langage primitif ou divin Shakespearien ? L'initiation est menée par une sorte de Pygmalion rocker en colant rouge. La troupe déploie une belle malléabilité. Les temps morts tiennent peut-être du collage musical de Keable.

« Lazarus » (Norman Walker) est un triomphe mérité pour Dennis Wayne. C'est une sorte d'accouchement en onze minutes, très expressif, plutôt pénible à subir, mais finalement réussi puisque le spectateur, tout comme l'interprète, retient à grand-peine son envie de crier dans les dernières secondes.

MARCELLE MICHEL
* Théâtre de la Ville, 18 h. 30, jusqu'au 15 mars. Second programme du 18 au 22 mars.

VARIÉTÉS

RENAUD A BOBINO

Tout le premier partie de son spectacle à Bobino, Renaud, en solitaire, nous présente une série de chansons, ressassées les gongoluses de Fédor, d'Adolphe Brault et de Monod, l'analyse populiste, réaliste, de chansons où les vies sont accordées au rhabibo de la rue, à une façon de prendre et de donner sans rien garder, où les personnages sont finalisés et leurs destins tragiques, où les « mauvais garçons » de la place Blanche et de Montmartre s'entendent à la « comédie », où Jésus le Caille, croisé Marie la blonde et Nana rencontre Juliette gauloise d'acier. Vigorusement accompagné par Jos Basseli et ses musiciens, Renaud, vingt-sept ans, chante « Du gris, c'est un mauvais garçon, la plus belle des jolies, tel qu'il est, Rue Saint-Vincent, la Bette rouge, l'ace 1 un jeune public populaire venu écouter les derniers succès de la radio, les gongoluses, et Louis Bédou. Et la fidélité et la modernité, la tendresse légèrement ironique avec lesquelles il résiste cet héritage du début du siècle, lui permet d'affirmer avec panache les racines de ses propres chansons et de dire au passage qu'il a repris naturellement le lambeau d'un genre qui semblait s'être éteint depuis la mort de Piaf.

MUSIQUE

« BÉATRICE ET BÉNÉDICT » à Grenoble

Béatrice et Bénédicte renferme quelques-unes des pages les plus exquises de Berlioz, dignes des Troyens et de la Damnation de Faust, dignes aussi de Shakespear, dont il a emprunté l'intrigue à beaucoup de bruit pour rien, et l'on sait gré à la Maison de la culture et au Centre musical et lyrique de Grenoble d'avoir voulu en appeler de l'injuste oubli où resta la dernière œuvre du musicien d'élite.

Berlioz a accumulé les difficultés en multipliant la pièce au point d'élaborer une intrigue véritable et en ajoutant un opéra-comique mal conçu, lacunaire, avec de grands airs d'opéra qui cassent le rythme, en ajoutant aussi des scènes d'épilogue grotesque et de bousculade qui alourdissent une œuvre déjà fort inconstante. Pour lui donner plus de corps, Guy Contance y a réintégré de nombreux fragments de Shakespear qui, certes, accentuent la côté hétérogène de cette pièce, mais donnent quelque charme à l'action, faisant patienter en attendant les pages les plus romanesques de cette musique, les ten-

dras ensembles nocturnes, les airs d'Héro et de Béatrice, les duos pleins de fraîcheur où se cache et jaillit l'amour, et quelques pages instrumentales. Christine Marest s'est efforcée d'habiller l'immense scène de la Maison de la culture avec une guirlande de portiques Renaissance d'un agréable effet ; mais, malgré l'abondance de la figuraison, il reste toujours trop de lieux déserts qui pèsent sur la légèreté du spectacle ; mieux aurait valu concentrer l'action dans un lieu restreint et débordant de vie. La mise en scène de Guy Contance tend à retrouver la légèreté et la fièvre de la nuit shakespearienne en une succession de tableaux joliment dessinés, parfois enchaînés avec quelques maladresse.

Dans la distribution, on remarque surtout la Béatrice d'Eva Saurou, à la grande voix aérée et indomptée, face à un Bénédicte qui l'emporte en malice et en suavité (Léonard Pessino), la fraîcheur d'Anne-Marie Rodde (Héro) et la truculence lourde de Jean-Philippe Courtis (le maître de chapelle). Les chœurs fort méritants sont souvent dépassés par l'écriture berliozienne, et l'orchestre, un peu brouillon parfois, chante délicieusement les pages d'ensemble sous la direction de Stéphane Cardon.

J. L.
* Prochaines représentations les 14 et 16 mars. Béatrice et Bénédicte sera donné dans une mise en scène d'André Balise, sous la direction de M. Tabachnik, au Théâtre de Metz, les 21 et 23 mars.

LES PROJETS DE M. BERNARD LEFORT

M. Bernard Lefort, qui prendra le 1^{er} août ses fonctions d'administrateur général de l'Opéra de Paris, a été reçu par le président de la République le mercredi 13 mars. Au terme de cette entrevue, au cours de laquelle il a communiqué à M. Giscard d'Estaing le programme des trois prochaines saisons à l'Opéra, le successeur de Rolf Lieberman a déclaré qu'il souhaitait accorder une importance accrue au ballet.

Dans un souci de démocratisation, le nouvel administrateur prévoit diverses tournées du corps de ballet dans les villes de province, il annonce aussi que l'Opéra sortira de ses murs pour toucher un public plus diversifié. Ainsi Carmen sera montée au Palais des sports de Paris à la rentrée de 1981. D'autre part, des efforts particuliers seront faits en matière de retransmissions audiovisuelles. Enfin, M. Lefort a indiqué que le palais Garnier serait jumelé avec un autre grand théâtre étranger.

« LA FORCE DU DESTIN » à Avignon

N'est-il pas inhumain de s'enfermer dans une salle noire alors que le mistral siffle la première chanson du printemps à travers les cyprès qui courbent la tête et font frissonner d'espoir les piliers encore fantomatiques sous les caresses d'un jeune soleil ? Surtout quand on plonge dans un épouvantable drame, plein de tragiques méprises et de hasards catastrophiques où souffla en tempête « la Force du destin » !

Mais, à l'Opéra d'Avignon, on est tout de suite emporté par l'enthousiasme d'une foule colorée, exempte de snobisme, très ouverte, et qui avait, dimanche, toutes les raisons de vibrer à un spectacle de classe, avec un plateau qui ne déparait pas l'Opéra de Paris.

Certes, il n'est pas possible, sur cette scène, de déployer autant de justesse et d'imagination que dans les grands théâtres européens, mais les décors figuratifs de Georges Wakhevitch, conçus pour le Théâtre des Arts de Rouen, ont une simple beauté qui s'accorde parfaitement, ainsi que les éclairages et les costumes, avec le langage sérieux, direct, de l'Opéra de Verdi, tel que, en particulier, la belle grille espagnole et surtout la jacade romane du couvent devant laquelle se déroule l'admirable scène de la profession religieuse de Leonora. On dirait même que cette rigueur de la vision scénique contribue à dénouer l'œuvre d'un certain fantastisme fantasiste pour en faire saillir la force profonde et élémentaire, de même que l'excellente mise en scène de Margherita Waldman, juste, tranchante, restituée à l'essentiel sur ce plateau étroit, même si elle accomplit le tour de force d'ordonner, en quelques secondes, un tableau coloré et glorieux comme un Franz Hals ou un Velasquez pour le fameux « Ra-ta-plan », sur un décor d'étendards, de canons et de fleurs de bataille.

Michelangelo Veltri a, cette fois, parfaitement maîtrisé et entraîné

un orchestre d'Avignon un peu court, mais qui joue avec un sérieux et une musicalité remarquables, ainsi que les chœurs (renforcés par ceux de Marseille) aux ensembles bien mouvementés et fervents.

Dans une représentation aussi excellente, les chanteurs vedettes l'ont été naturellement leur place, dans des apparitions comme de monstrueuses exceptions. Montserrat Caballé brûle avec éclat dans le rôle assez statique de Leonora qui convient à son imposante présence, chargée des prestiges d'une voix incomparable par sa richesse de timbres, sa souplesse instrumentale, ses couleurs de pourpre et de cristal.

Mais elle ne s'égare pas seule, entourée par de vigoureux partenaires qui donnent une réelle consistance dramatique à cette action, laquelle, malgré ces invraisemblances, prend souvent à la gorge tant Verdi y insuffla d'émotion, parfois jusqu'au paroxysme : le ténor Gianfranco Cecchele, d'une vaillance un peu sommaire parfois, mais réellement ému dans le beau dialogue où il refuse de tirer les armes contre son ami, et surtout Renato Bruson, un baryton à la voix d'une rare et puissante beauté, qui incarne avec noblesse ce Don Carlos acharné à venger l'honneur de la famille.

Autour d'eux, Jane Berlioz, scintillante d'élégance avec une voix corsée et chaleureuse, Bonaldo Girolotti, supérieur de ce couvent qui a la majesté et la grâce de Piménis, et Sesto Brusantini en Frère Maltona, qui pèche un peu au souvenir des poussoirs truculents de Gabriel Bacquier.

Out, l'Opéra d'Avignon méritait, dimanche, qu'on délaissât un printemps précoce qui ramènerait d'autres victoires.

JACQUES LONCHAMPT.
* Prochaines représentations le 15 mars, à 20 heures.

INGRID CAVEN
19/20/21 mars / THEATRE LE PALACE
sur disques 45t. (PB 8529) RCA

14-JUILLET PARNASSE - et à partir de samedi STUDIO GIT-LE-CŒUR

VIVRE
Akira KUROSAWA
Centre Georges Pompidou
DU 12 AU 15 MARS
CARTAYA
de Ph. MINYANA, mise en espace V. THÉOPHILIDES
DU 19 AU 22 MARS
SCÈNES D'EXPOSITION
de René ESCUDÉ, mise en espace Hélène VINCENT
LOCATION et RENSEIGNEMENT : 278.79.95 - FNAC et COPAR

TRUST
EUROPE ROCK 80
CONCERT PAVILLON BALTARD
(à 12 minutes du Châtelet par le RER)
CE SOIR A NOGENT
15 MARS à 20 h 30
PREFABRIQUES
SUR DISQUE ET CASSETTE CBS 83732
LE MAÎTEUR - 45 T. CBS 7432 - L'ÉLITE - 45 T. CBS 8126 CBS

TRUST
EUROPE ROCK 80
CONCERT PAVILLON BALTARD
(à 12 minutes du Châtelet par le RER)
CE SOIR A NOGENT
15 MARS à 20 h 30
PREFABRIQUES
SUR DISQUE ET CASSETTE CBS 83732
LE MAÎTEUR - 45 T. CBS 7432 - L'ÉLITE - 45 T. CBS 8126 CBS

100 NORMANDIE - A. R. C. - QUINTELLA
MONTMARTRE 83 - GAMBONNE
CAUMONT SUR CAUMONT GAMBONNE
CAUMONT LES BAILLES - ELICHY PATRE

"VIOLENCES SUR LA VILLE" EST LE MEILLEUR FILM RÉALISÉ CES DERNIÈRES ANNÉES SUR LES TEEN AGERS DE 11 A 14 ANS.
LIBÉRATION

UNE RÉALISATION PERCUTANTE.
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"VIOLENCES SUR LA VILLE" EST SOUVENT PASSIONNANT, PARFOIS SAISSANT.
TELE 7 JOURS

LA FUREUR DE VIVRE DES ANNÉES 80.
L'EXPRESS

Violences sur la ville

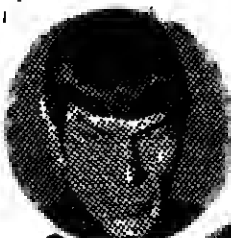
PARLY 2 - MULTISINE PATHE CHAMPIGNY
BELLE ÉPIRE PATHE THIAIS - ARSENTEUIL
GAMONT EVRY - AVIATIS LE BOURGET

GRAND PRIX DU CINÉMA FRANÇAIS
4 MOIS DE SUCCÈS
DEJA PLUS DE 2.000.000 DE SPECTATEURS FRANÇAIS
MONTAND-VERNEUIL
COMME ICARE
VOIR LIGNE PROGRAMME

مكذوب من الأصل

23^e siècle. L'Union Interplanétaire est menacée par une formidable puissance de destruction qui dévore toute matière sur son passage.

Dirigés par le Capitaine Kirk et l'étrange Mr Spock, les 431 hommes et femmes d'équipage du vaisseau spatial Enterprise vont tenter d'empêcher l'anéantissement de notre galaxie. Une poursuite menée à la vitesse de la lumière qui les entraînera là où aucun homme n'avait osé s'aventurer.



Capitaine Kirk.
Commandant du
vaisseau spatial.
Un "roc" dont la
seule faiblesse
est son amour
immodéré pour
l'Enterprise.



Mr Spack.
Responsable
scientifique.
Un être énig-
matique, moitié
homme moitié
vulcain, d'une
extraordinaire
intelligence mais
incapable de tou-
te émotion.

Sorti fin 1979 aux USA, Star Trek a pulvérisé en quelques jours tous les records de recettes jamais enregistrés.
Un véritable raz de marée justifié par l'événement que constitue la sortie d'un superspectacle de 2h15 qui a coûté plus de 40 millions de dollars.
Et bientôt, la "Star Trek-mania" touchera à son tour la France.



Dr McCoy.
Responsable
médical.
Un excentrique
bourru à l'esprit
mordant et acer-
be.

Sous la direction de Robert Wise, réalisateur de "West Side Story", ont travaillé des équipes rassemblant des techniciens de "2001 Odyssée de l'Espace", "La Guerre des Etoiles" et "Rencontres du 3^e Type".



« **IIIa.**
Navigatrice.
 Une fascinante
 beauté venue de
 la planète Delta
 et qui envoûtera
 Decker.



**Commandant)
Becker.**
Officier en se-
cond.
Un jeune homme
dont le destin de-
passera les im-
menses ombres.

Parmi les conseillers techniques qui ont apporté leur concours à Star Trek figurent Isaac Asimov, l'un des maîtres de la science-fiction, et Jesco von Puttkamer, l'un des plus hauts responsables de la NASA. Résultat : chaque élément du décor fonctionne réellement et les vaisseaux, d'une incroyable perfection, donnent à Star Trek une dimension réaliste saisissante.



le
19
MARS

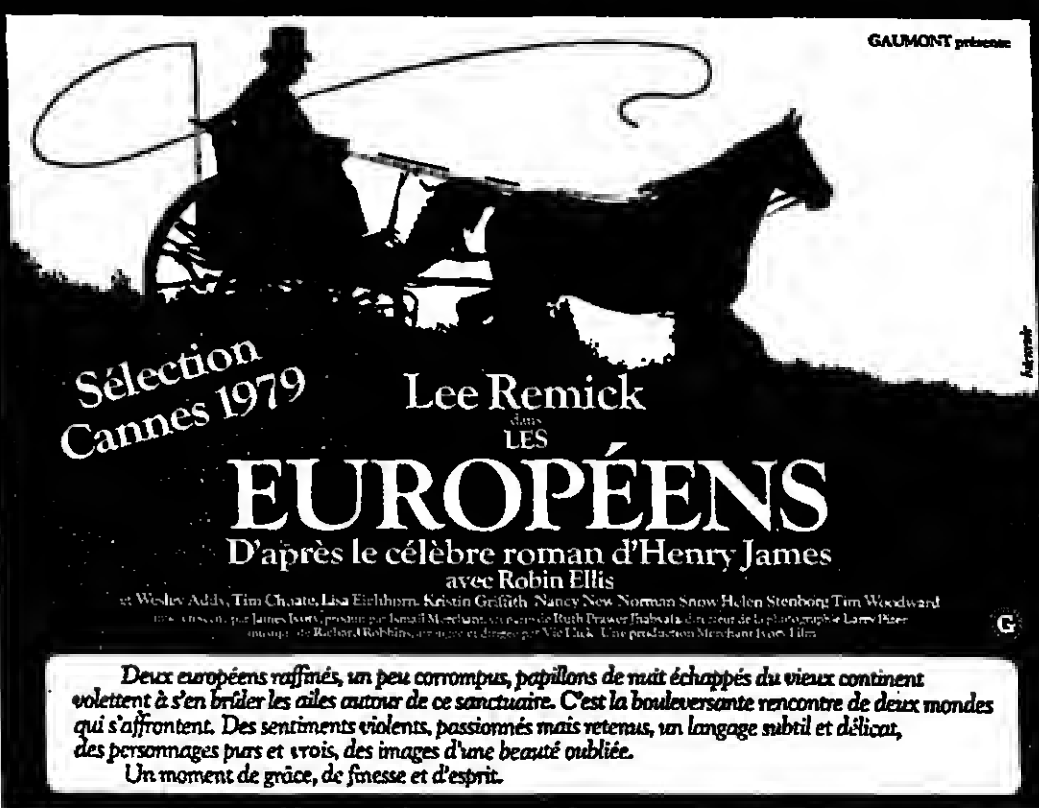
DEJA PLUS
DE
2.000.000
DE
SPECTATEURS
FRANCAIS

D·VERNEUIL
COMME
ICARE

un film de Miklos JANCso

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1979

ÉLYSÉES POINT SHOW (v.o.) - 3 LUXEMBOURG (v.o.) - P.L.M. SAINT-JACQUES (v.o.)
SAINT-MICHEL (v.o.) - IMPÉRIAL PATHÉ (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.)



MANNGNAM PATHE VO • UGC BIARRITZ VO • HAUTEPEVILLE VO • QUARTIER LATIN VO
BIENVENUE MONTPARNASSE VO • MAYFAIR VO • GRAND REUX VF • BERLITZ VF • GUCHY PATHE VF
MONTPARNASSE 83 VF • UGC GARE DE LYON VF • UGC GODELINS VF • 3 NATION VF
GAUMONT SUD VF • CAMBONNE VF • GAUMONT LES HALLES VF

TRICYCLE Asnières • GAUMONT Orsay • BELLE EPINE Thiais • PATHE Champigny
ALPHA Argenteuil • ULIS 2 Oray • FLANDES Sarcelles • AVIATIC Le Bourget
CYRANO Versailles • ARTEL Villeneuve • C2L St-Germain • FRANÇAIS Enghien
PB Cergy Pontoise • CLUB Les Nouraux

**Steven Spielberg vous a terrifiés avec "LES DENTS DE LA MER" ...
il vous a émerveillés avec "RENCONTRES DU 3^e TYPE" ...
maintenant il recommence avec —**



ONE PRODUCTION A YEAR
FROM FILM TO STEVEN SPIELBERG

1941 "LA FOLIE GAGNE HOLLYWOOD"

BIBLIOTHECA MUSEI HISTORICI CIVITATIS PRAGAE

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ILS SONT FOUS D' "elle"

120 000 PARISIENS ONT DÉJÀ VU LE FILM DE BLAKE EDWARDS.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 14 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

18 h 30 L'été aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 18 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir: « Hold-Up », de J. Savatier; réalisation: P. Babin, avec J. Raymond, M.-C. Maestrà, J. Salloum. Deux amoureux, qui croyaient passer un week-end romantique à la campagne, voient leur plan déjoué.
22 h 25 Sports: patinage artistique.
A Dortmund: championnat du monde (dames).
23 h 15 Journal et cinq jours en Suisse.

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série: « Médecine de nuit », de J. Savatier. Avec C. Allegret, A. Chassagnon, P. Boulleau.
21 h 35 Apostrophes.
Éloge de la fantaisie.
Avec MM. J. Amado (Tête d'Après), D. Boulanger (Le Dôme de Paris), P. Coupry (La Terre ne tourne pas autour du Soleil), Mme P. Delay (L'histoire de la fête).

rené fallet
la soupe aux choux
un roman savoureux
denoël

Daniel Boulanger
LA DAME DE CŒUR
récit
François Coupry
LA TERRE NE TOURNE PAS
AUTOUR DU SOLEIL
roman
Florence Delay
L'INSUCCÈS DE LA FÊTE
roman
collection Blanche
Gallimard

MM. R. Pailles (la Soupe aux choux), P. Coupry (Histoire sérieuse et drôle de l'homme sans nom).
22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Raimu): « Mam'zelle Nitouche ».

TROISIÈME CHAÎNE: FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Professeur Balthazar.
20 h Les jeux.
20 h 30 La nouvelle vendredi: la facture de l'Amoco-Cadillac.
21 h 30 Charles Dumont et quatre voix à la cithare.
Avec C. Dumont, J. Bertin, C. Regnier, J. Saignaux, B. Lahaye.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine: Thalassa.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Feuilleton: « Un prêtre marié », d'après Barbey d'Aurevilly.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne: L'humanité après l'astronomie (deuxième partie).
20 h, « Pa-tin » les expressions de la vertu (première partie).
21 h 30, Black and blue: Alexis Corner.
22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Six-Reit: Jazz time (jusqu'à 19 h 30).
19 h 30, France et musique: 20 h, Concours international de guitare.
20 h 20, Concert (en direct de Baden-Baden): « Hamlet », poème symphonique (Liszt), « Concerto pour violon et orchestre » (Vierhoff), « Symphonie n° 103 en mi bémol mineur, roulement de tambours » (Haydn), par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. Lukas Vis. avec Ch. Eslinger.
22 h 15, Duvert la nuit: Portrait par petites touches: « Sonate en la bémol majeur », opus 26 (Bach); « 23 h, Vieilles dînes: Cycle Pierre Moulez, « Le Sacre du printemps » et « L'Oiseau de feu » (Stravinski); 0 h 5, Les musiques du spectacle: Hommage à Jerry Fielding.

Samedi 15 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

12 h 15 Émissions régionales.
12 h 30 La vie en vert.
12 h 45 Jeune pratique.
Le drapeau.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
13 h 55, La grande semaine: 14 h, 45, 19 h 10, 19 h 15, 19 h 20, 19 h 25, 19 h 30, 19 h 35, 19 h 40, 19 h 45, 19 h 50, 19 h 55, 20 h, 20 h 5, 20 h 10, 20 h 15, 20 h 20, 20 h 25, 20 h 30, 20 h 35, 20 h 40, 20 h 45, 20 h 50, 20 h 55, 21 h, 21 h 5, 21 h 10, 21 h 15, 21 h 20, 21 h 25, 21 h 30, 21 h 35, 21 h 40, 21 h 45, 21 h 50, 21 h 55, 22 h, 22 h 5, 22 h 10, 22 h 15, 22 h 20, 22 h 25, 22 h 30, 22 h 35, 22 h 40, 22 h 45, 22 h 50, 22 h 55, 23 h, 23 h 5, 23 h 10, 23 h 15, 23 h 20, 23 h 25, 23 h 30, 23 h 35, 23 h 40, 23 h 45, 23 h 50, 23 h 55, 24 h.

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

11 h Sports: ski.
11 h 45 Journal des sports et des manifestations.
12 h La vérité est au fond de la mer.
12 h 30 Samedi et dimanche.
13 h 35 Monnaie Chénas.
14 h 25 Les mots d'aujourd'hui et les autres.
15 h 10 Les jeux du monde.
16 h 10 h: Rugby (en direct d'Écosse).

PREMIÈRE CHAÎNE: FR3

12 h 30 Les places sur terre: Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole; la sécurité du travail et le conseil de prévention.
13 h 30 Pour les jeunes.
13 h 45 Les thèmes: la Belle Époque; les Africains; le passage de l'Afrique.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Grèce: la musique; Maurice Ravel.
22 h 30 Journal.
22 h 45 Ciné-regards.
Le cinéma anglais existe-t-il?

TROISIÈME CHAÎNE: FR3

12 h 30 Les places sur terre: Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole; la sécurité du travail et le conseil de prévention.
13 h 30 Pour les jeunes.
13 h 45 Les thèmes: la Belle Époque; les Africains; le passage de l'Afrique.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Grèce: la musique; Maurice Ravel.
22 h 30 Journal.
22 h 45 Ciné-regards.
Le cinéma anglais existe-t-il?

Dimanche 16 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour de Solange.
11 h Messe en l'église de Pradines (Loire) chez les Bénédictins.
Prédicteur: Père Jean de la Croix.
12 h TF1-TF1.
12 h 25 Grand concours de la chanson française.
13 h 30 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.
15 h 30 Tiers.
15 h 40 Série: « Le Signe de justice » (n° 4). Trois de pique contre le géant.
16 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (1971), avec B. Bardot, L. Ventura, S. Travin, C. Revil, E. Povera, G. Marchand, J. Babin (Rediffusion).
21 h 30 Sports: patinage.
Patinage artistique: Olympe; Jeu à XIII: France-Angleterre (en direct de Harborne).
17 h 50 Série: « Comédienne Moulins ».
Le club aussi a des ailes.
19 h 25 Les enjeux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ».
Film français de R. Barthe (

ENVIRONNEMENT

CONSEQUENCES ÉCOLOGIQUES

POINT DE VUE

Le sens et l'enjeu de Plogoff

« **P**OUR leurs leur centrale. Il teudra qu'il nous déportent tous ! », me disait un vieux marin-pêcheur de Plogoff. Cette centrale nucléaire contre laquelle s'est élevée une telle unanimité pose un problème technique, plus vaste qu'un problème technique ou économique : au point où le gouvernement a poussé son escalade de centralisation et de violence, Plogoff est devenu une affaire nationale. La décision d'implanter la centrale à Plogoff, malgré la promesse formelle du président de la République faite le 28 janvier 1978 : « Il ne saurait être question d'imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés », rend dérisoire l'« enquête d'utilité publique » faite alors que tout est déjà décidé à Paris.

« Complètement informés » et une élite dans leur colère, le maire de Plogoff, M. Kerloch, me l'a parfaitement montré. Il ne s'agit pas d'un refus borné au « progrès », ou à la « technique » : les Bretons eux-mêmes ont élaboré, à l'initiative du P.S.U., avec l'aide des organisations de paysans et de marins, d'écologistes, d'experts scientifiques, le plan Alter Breton montrant que « la Bretagne peut mieux vivre sans pétrole et sans nucléaire », en augmentant de 67 % l'énergie disponible pour l'agriculture, de 50 % pour l'industrie, de 33 % pour les activités maritimes, avec des moyens provenant des locaux, tels que la production de méthane à partir de la fermentation des algues comme des broussailles, d'électricité en utilisant la puissance des houles, des marées et du vent. Le plan Alter Breton (même si, comme pour le rapport du club de Rome sur les limites de la croissance on peut chicaner sur tel ou tel chiffre) montre d'une manière fondamentale que l'on peut vivre autrement et vivre mieux. Cette

par ROGER GARAUDY (*)

contribution éminemment positive a fait école : déjà, à Lille, a été réuni, les 7 et 8 mars, sous l'impulsion, notamment de la C.F.D.T., le premier colloque pour un développement régional par les énergies renouvelables et pour la réduction du chômage. Au centre de la France, l'OREAC (Organisation d'étude d'aménagement de la région Centre), vient de publier une étude sur la biomasse en attendant la géothermie, Europe Ecologie Région Aquitaine a fait de même et les Corréziens, contre le « projet Vézère » de centrale au fuel lourd qui polluerait profondément l'Alsace et contre les perspectives nucléaires dont il les menace, un projet fondé sur les ressources spécifiques corréziennes et assurant le développement de l'île, la seule sans pétrole et sans nucléaire.

Jamais l'initiative des communautés régionales ne s'est révélée plus fertile et porteuse d'avenir. Et voilà que le programme de « monarchie énergétique du nucléaire » barre la route à ces efforts créateurs et à cette espérance.

La nucléaire est imposée à des populations entières dressées contre lui, car elles en savent les dangers, proposent les moyens de vivre autrement, et surtout constatent dès maintenant comment le politique du nucléaire écrase toutes les libertés. En arrivant à Plogoff, devant les dizaines de camions de la police, de l'armée, des G.R.S. hâlés de bouilliers et de casques, on a l'impression d'arriver dans un pays occupé par des étrangers. Ici, une pancarte : « Plogoff n'est pas Kaboul », plus loin nous ramassons un étui de grenade lacrymogène où je ne sais quel nostalgique des guerres coloniales et racistes, dans ces terres d'occupation, a écrit : « Les Bretons sont des bougnouls ».

Comment l'E.D.F., cette entreprise qui était le modèle d'une nationalisation réussie et d'un développement technique exemplaire, peut-elle accepter de devenir aujourd'hui l'instrument d'une politique de centralisation à outrance appuyée sur la seule violence des armes, et attirant la haine de ceux dont on bloque les initiatives et le développement humain ?

J'ai présenté moi-même au commandant des G.R.S. le projet Alter Breton et il n'a pu l'accepter, tout comme les magistrats auprès desquels j'ai témoigné par écrit pour dénoncer la violence qui n'est pas celle des manifestants mais, comme la dit mon frère Dom Heider Camara, la « violence institutionnelle » et la « violence répressive ».

Plogoff doit être l'occasion d'une prise de conscience du sens et de l'enjeu d'un plan énergétique démocratique créateur de chômage et destructeur des initiatives locales. Pour suivre dans cette voie c'est désintégrer le tissu national par un centralisme aveugle. Les Bretons, comme les écologistes protestataires d'Alsace, écrivains contre la centrale de Fessenheim leur beau livre « Nature menacée et responsabilité chrétienne », comme les Corréziens, les hommes du Massif Central ou les Occitans, ont montré qu'on peut vivre autrement, qu'il est encore temps de vivre dans une France bâtie par le génie de chacun de ses fils et de chacune de ses communautés régionales.

C'est le plex intérieure, l'avenir et l'unité de notre peuple qui sont menacés.

Tout est la sens et l'enjeu de Plogoff.

Un grand mouvement national de défense de Plogoff doit se constituer : contre le symbole navrant d'une ville assilée, salut aux défenseurs de Plogoff-Espérance.

Une autre unité française

Il faut que tous les Français sachent quelle image l'on donne, à Plogoff, de la France et de sa justice, et comment on dressé toute une population, depuis le maire communiste de Douarnenez (malgré les directives de son parti) jusqu'aux manifestants du pays bigouden qui chantaient devant le tribunal de Quimper des cantiques en breton (la foi de nos ancêtres), et l'hymne à la Vierge de la pointe du Raz.

Sur le site même de la future centrale, les habitants m'ont fait visiter le barreau qu'ils viennent d'y construire, avec ses centaines de moutons. Ici, comme au Larzac, la vie se dresse contre la mort. C'est le même combat. On m'a désigné le lieu où l'on veut bâtir une chapelle : « Notre-Dame-des-Irradiés », dit l'un d'eux, tandis qu'un océanographe me démontrait le crime du choix du site : les courants marins chauds et froids se rejoignent (front thermique), là où précisément la centrale pulserait son eau. Ainsi serait créée une zone de mort de l'océan, de la baie d'Audierne à la baie des Trépassés.

Au retour, le maire m'a demandé

(*) Auteur d'Appel aux bretons.

20 ANS D'ENQUÊTE SUR MAHLER

Mahler au jour le jour, vu par ses proches, sa discographie passée à la loupe : un très grand dossier. Également dans ce numéro un entretien exclusif et explosif avec Solomon VOLKOV, l'élève à qui Chostakovitch dicta en secret ses mémoires. Et aussi Charlie Parker, le Ska, Cherubini, le guide Hi-Fi, Jean Wiener... Les actualités, les disques et tous les concerts.



Plus de printemps à perdre

AU PRINTEMPS, PRENEZ DU BON TEMPS.

Le Vallona se situe en face de la préfecture de Nanterre, à 200 m du RER, lequel vous conduit place de l'Étoile en 7 min. Sur place, commerces, écoles et crèches vous rendent la vie plus facile.

AU PRINTEMPS, PRENEZ LE BON AIR.

Le Vallona borde le très beau parc de La Défense - 17 hectares de vallons et massifs. Des balcons, terrasses et jardins privatifs individualisent la plupart des appartements.

SANS ATTENDRE.

AVEC LA "LOCATION-VENTE" SUR 3 ANS.

Au Vallona, vous emménagez rapidement dans un appartement dont vous pourrez devenir propriétaire dans 3 ans. À titre d'exemple, la 1^{re} année, vous louez un studio de 39 m² + 36 m² de terrasse + parking : 1 560 F* (hors charges), ou un 6 pièces duplex de 130 m² + 24 m² de terrasse + jardin + parking : 4 125 F* (hors charges). Toutes les sommes versées - indemnité d'immobilisation, dépôt de garantie, loyers (hors charges) - entrent dans la constitution de votre apport personnel. Les appartements, proposés également en vente

traditionnelle, peuvent permettre l'obtention du prêt conventionné (P.C.) et, pour la plupart, du 10% employeurs.

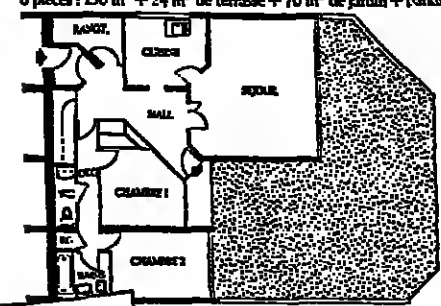
Appartement modèle sur place : le Vallona - 6, rue Salvador-Allende - 92000 Nanterre. Tél. 721.79.08 Samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h.

Lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h. Ou en semaine à la Bourlique Océ : 55, bd Malesherbes - 75008 Paris. Tél. 261.81.15.

* Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur février 1978.

LE VALLONA, EN FACE DE LA PRÉFECTURE DE NANTERRE.

6 pièces : 130 m² + 24 m² de terrasse + 70 m² de jardin + parking.



LES LOSANGES

LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 29 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES DANS TOUS LES RAYONS
CREDIT GRATUIT 9 MOIS SUR TOUT LE MAGASIN

à partir de 1000 F d'achats, à l'exception des articles marqués d'un point rouge.

Dès acceptation du dossier après versement comptant 20%.

Les frais de crédit Cetelem sont pris en charge par les Galeries Lafayette sauf assurance facultative (teg variable suivant le montant du crédit).

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Épine - Entrepôt Ile St-Denis

LA « GUERRE DU MOUTON » ET LA PRÉPARATION DU CONSEIL EUROPÉEN DES 31 MARS ET 1^{er} AVRIL

L'Assemblée européenne ajourne l'examen d'une délibération favorable à la France

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Connaître-t-on l'opinion de l'Assemblée européenne sur le conflit du mouton ? On peut en douter si l'on considère la manœuvre qui s'est déroulée jeudi à Strasbourg, et qui a en son résultat de renvoyer à une session ultérieure le débat qui était prévu pour l'après-midi. Ce report, certes, fâcheux, car du moins on peut le penser, la majorité du Parlement suit la commission de l'agriculture, c'est une résolution largement favorable aux thèses françaises qui sera au bout du compte approuvée.

Que s'est-il passé ? M. Provan (conservateur, Royaume-Uni) avait rédigé pour la commission de l'agriculture un rapport où l'on déplorait, nous dit-il, d'Ormesson (démo-criste-chrétien, France), qui a participé activement à cette affaire, « un souci évident de ménager une possibilité d'arrangement, mais qui, cependant, ne tenait pas compte de nos principales préoccupations ». Plusieurs amendements, présentés notamment par M. d'Ormesson, Clifton (démocrate-chrétien, Irlande), Suchon (démocrate européen de progrès, France) et Davern (DUP, Irlande), ont été approuvés par la commission de l'agriculture avec comme résultat de modifier très sensiblement la teneur du rapport dans un sens tout à fait satisfaisant pour Paris. Le rapport demandé à la France de respecter l'avis de la Cour de justice de Luxembourg et, par conséquent, d'ouvrir ses frontières aux importations de mouton britannique. Mais, après avoir invité le conseil « à conclure sous délai un accord sur l'organisation de marché », il demande qu'en attendant « les Etats membres concernés fassent un plan d'aide aux exportations à l'intérieur de la C.E.E. assorti d'un calendrier établi à l'avance ». Autrement dit, les Anglais devraient s'engager pour cette période intermédiaire

La F.N.S.E.A., réunie en congrès à Bordeaux, exige une première hausse des prix agricoles de 5 % le 1^{er} avril

avant la majoration des prix européens

Les agriculteurs européens manifesteront le 25 mars à Strasbourg. Pour la France, la Fédération des exploitants, qui a tenu son trente-quatrième congrès du 11 au 13 mars à Bordeaux, attend des pouvoirs publics trois engagements : une augmentation des prix de 5 %, dès le 1^{er} avril, par l'alignement du « franc vert » sur le franc commercial (augmentation qui doit s'ajouter, pour la F.N.S.E.A., aux 7,5 % de hausse en unités

de compte revendiqués par les organisations agricoles européennes) ; une garantie pour le revenu des éleveurs de moutons ; des engagements sur l'amélioration des règlements de marchés pour les fruits et légumes avant l'élargissement de la Communauté à l'Espagne.

M. Méhaignerie s'est engagé à ramener à Bruxelles une augmentation des prix agricoles minimum de 5 à 8,5 %, mais qui comprend, dans son esprit, le démantèlement des montants compensatoires

LA SAINT-GUILLEME

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — La politique agricole commune est bloquée par un dossier chaotique, celui du mouton. Elle s'effrite sous la poussée des dérogations multiples. Le pouvoir d'achat des producteurs ne résiste pas à la période des coûts de production. La Grande-Bretagne, qui a obtenu aux règles du pacte, veut bien voir mais ne pas payer. Et pourtant à Strasbourg, il y aura un millier de paysans français pour représenter le petit rutilant d'exploitants agricoles de l'Hexagone.

En dépit des difficultés qui les assaillent, les dirigeants agricoles ont préféré la tactique des délégations de responsabilités à la manifestation de masse dont ils redoutent les effets. Ambiguïté. La même ambiguïté que celle ressentie à ce congrès de Bordeaux : « Les palinodes revendiqués, une absence de débat, sans même l'ombre d'une contestation quand la F.N.S.E.A. affirme qu'elle est le point de départ et l'arrivée de toutes politiques sociales, agricoles, fiscales, économiques, techniques et familiales de l'agriculture. Mais cet unanimisme fait le triomphe d'un homme, l'empereur Guillaume, à l'aise de ses troupes, au congrès de la F.N.S.E.A. Déjà, au début de l'année, on avait vu une salle debout, sensible au verbe échauffé de ce froid Lorrain.

Fatigués, c'est peut-être le maître mot. M. Guillaume court vite, mais les cohortes suivent-elles le train ? Personne, semble-t-il, ne sait de quel le sommet de Bruxelles sera fait à la fin du mois. Les plus perspicaces parlent d'un renvoi de décisions à un autre sommet. Les élections allemandes sont à l'automne 1980, les présidentielles en France en 1981. Un démantèlement tardif de la crise agricole ne deviendrait-il pas alors un heureux événement pour les champions qui mettent leur titre au jeu ?

JACQUES GRALL

Prix agricoles : les positions en présence

- La commission européenne propose au conseil des ministres une hausse moyenne de 2,4 % en unités de compte. M. Méhaignerie estime que « c'est un chiffre exorbitant ».
- La commission agricole de l'Assemblée européenne demande, par la voix de son rapporteur, une hausse de 5 % en unités de compte.
- La COPA (comité des organismes professionnels agricoles de la C.E.E.) propose une hausse de 7,9 % en unités de compte, à laquelle s'ajouteraient les démantèlements des montants compensatoires.
- La F.N.S.E.A., elle, exige, en plus des 7,5 % fixés par la COPA, une hausse immédiate de 5 % au 1^{er} avril, correspondant à la décade du « franc vert » par rapport au franc, décade sur laquelle est appliqué un abattement de 1,3 %. Ce qui ramène les M.C.M. négatifs à 3,7 % au lieu de 5 %.
- Le ministre de l'agriculture s'engage à ramener de Bruxelles une augmentation minimale de 8 à 8,5 %. Celle-ci comprendrait le démantèlement des montants compensatoires (3,7 %), qui est « de droit » et peut-être aussi la décade de 1,3 %. En d'autres termes, par rapport à la proposition initiale de la commission (2,4 %), M. Méhaignerie se battra pour une augmentation en unités de compte de 3 à 3,5 %, chiffres qui paraissent étonner les Français, du moins réalistes pour les observateurs bruxellois.

FAUTE DE PROPOSITIONS. CHIFFRÉES DE LA COMMISSION

Paris refuserait d'examiner les revendications budgétaires de Londres

Le ton monte dans la Communauté à l'approche du conseil européen des 31 mars et 1^{er} avril, à Bruxelles, qui sera de nouveau saisi des revendications budgétaires britanniques.

Après le désaccord apparu sur cette question du dernier conseil européen de Dublin, Mme Thatcher ayant déclaré qu'elle tiendrait à la prochaine réunion « dans un esprit de compromis », les Neuf changeront la Commission de faire de nouvelles propositions. Or le gouvernement britannique estime que ces propositions n'ont pas été faites. Un débat a bien eu lieu le 11 février sur une communication de la Commission au conseil des finances du 11 février, mais la Commission n'avait pas de propositions chiffrées. Du côté français, les idées de la Commission étaient jugées vagues et ambiguës (le Monde du 13 février).

On estimait à Paris — sans d'ailleurs l'imprimer publiquement — que M. Jenkins, président britannique de la Commission, se faisait simplement l'interprète du Foreign Office.

La communication du conseil des ministres du

12 mars déclarait à ce sujet : « Le gouvernement (...) a constaté que la Commission des Communautés européennes qui a reçu de celui-ci, lors du conseil européen de Dublin, qu'il tenait aux 29 et 30 novembre 1979, mandats de soumettre des propositions permettant au conseil des ministres de poursuivre la recherche de solutions appropriées au problème de la contribution britannique, n'a jusqu'à ce jour présenté aucune proposition formelle.

Le gouvernement remarque que, si les propositions de la Commission ne lui sont pas soumises avant la réunion du conseil européen, dans des délais permettant un examen approfondi des questions en cause, elles ne pourront pas être prises en considération, pas plus que ne sauraient l'être d'éventuelles propositions présentées au cours des débats du Conseil.

A Londres, le porte-parole du Foreign Office a qualifié jeudi ce communiqué d'« incompréhensible ». Il a fait, maintenant, entendre les Britanniques, d'un différend entre la France et la

Commission.

De notre correspondant

11 février par les ministres des Finances.

Comment explique-t-on à Bruxelles ce malentendu apparent ? Pour Paris, le projet de la Commission ne répond pas à la demande de la Grande-Bretagne d'un « Etat » et de gouvernement à Dublin. Paris souhaite que le collège bruxellois fasse à l'avance des propositions chiffrées pour régler le différend qui oppose Londres aux autres capitales sur

la contribution du Royaume-Uni au budget, chaque Etat devant apporter ensuite les implications financières que comportent pour lui les concessions à accorder à la Grande-Bretagne. Le document transmis aux Neuf ne comporte pas ces indications. Il se borne à résumer deux solutions.

La première, déjà envisagée par le conseil européen, consiste à modifier le mécanisme financier actuel afin de réduire les sommes versées par le Trésor britannique. Selon les experts, la contribution nette de la Grande-Bretagne pourrait être ainsi diminuée, dans la meilleure des hypothèses, de 500 millions d'unités de compte (1 U.C. = 5,80 francs), contre 1 milliard réclamé par Mme Thatcher. La seconde solution porte sur l'ouverture d'un poste budgétaire ad hoc permettant des transferts de ressources au profit du Royaume-Uni. Cette ligne de crédits, non chiffrée par la Commission, devant servir à financer des programmes socio-économiques dans les régions défavorisées (Irlande du Nord notamment), à développer l'exploitation du charbon, à améliorer les infrastructures de transport et à rénover les zones urbaines.

Les commentaires faits jeudi par M. Perlot, porte-parole de la Commission, font apparaître que le collège bruxellois ne présentera pas ses intentions avant le 31 mars. « Il n'est pas sûr », a-t-il déclaré, que la Commission fasse d'autres propositions avant le conseil européen. Des idées nouvelles peuvent surgir du débat, qui maintient des initiatives complémentaires de la Commission. C'est évidemment ce que veut éviter la France. Autrement dit, elle ne tient pas à ce que M. Jenkins présente en dernière minute une solution de compromis qui traiterait au-delà de l'effort envisagé par les partenaires du Royaume-Uni.

MARCEL SCOTTO.

LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (S.I.R.D.)

a accordé au Royaume du Maroc un prêt pour le financement d'un projet de développement de la production maraîchère des primeurs. Dans le cadre de ce projet, l'Office de Commercialisation et d'exportation, O.C.E., lance le présent appel d'offres internationaux pour la fourniture de semences potagères nécessaires à la réalisation de programme de la campagne 1980-1981. Les offres doivent parvenir ou être remises sous pli cacheté au plus tard le 5 avril 1980 à 18 heures, à l'adresse suivante :

OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION
45, AVENUE DES FORCES-ARMÉES-ROYALES
CASABLANCA (MAROC)

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être demandés directement aux bureaux de l'O.C.E. aux adresses suivantes :

- OCE Direction des Primeurs
45, avenue des Forces-Armées-Royales
Casablanca (Maroc) - Télex 22873 - 21609 - 21607
- OCE Direction commerciale
31-33, avenue de Wagram
75017 Paris (France) - Télex 640-141
- OCE Délégation de Marseille
2, rue Beauvau
Marseille (France) - Télex 42222
- OCE Délégation de Bruxelles
3, rue Joseph-II
Bruxelles (Belgique) - Télex 22 499

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ Dev + Reut	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép	Rep + ou Dép
\$ E.-U.	4,2178 4,2880	- 238 - 285	- 265 - 325	- 990 - 865
£ can.	3,6385 3,9825	- 85 - 25	- 85 - 15	- 365 - 138
Fr (100)	1,7165 1,7180	- 30 - 18	- 25 - 5	- 48 - 25
DM	2,3389 2,3335	+ 85 + 135	+ 100 + 120	+ 475 + 580
Florin	2,1278 2,1238	+ 48 + 60	+ 85 + 185	+ 135 + 235
£ S. (100)	14,3715 14,3915	- 235 - 200	- 235 - 200	- 1700 - 1125
F.S.	2,4350 2,4385	+ 145 + 175	+ 310 + 350	+ 500 + 530
L (1 000)	5,4185 5,4255	- 325 - 280	- 580 - 490	- 1795 - 1525
Fr France	9,6475 9,6509	- 370 - 290	- 550 - 455	- 1850 - 1635

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1 1/2	7 1/2	15 1/2	3 1/2	8 1/2	11 1/2	1 1/2	8 1/2	1 1/2
	1 1/2	7 1/2	15 1/2	3 1/2	8 1/2	11 1/2	1 1/2	8 1/2	1 1/2
\$ E.-U.	16 1/2	17	18 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2
£ can.	9 3/4	10 3/4	10 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
£ S. (100)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
F.S.	3 3/4	4 1/4	5 1/4	5 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
L (1 000)	12 3/4	14 1/4	15 1/4	15 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
Fr France	13 3/4	14 1/4	15 1/4	15 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fix de clôture par une grande banque de la place.

ÉMIRATS ARABES UNIS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DU LOGEMENT

P.O. BOX 878 ABU DHABI - Tél. : 62275
DUBAI P.O. BOX 1828 - Tél. : 664900
Ref. ADG-MB-Q-80 - Date 6-2-1980

COMPÉTITION INTERNATIONALE

FAISANT APPEL A DES EXPERTS POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET DE LA SUPERVISION DU SITE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ABU-DHABI
N° MB/22/30/1A/80

Le Ministère des Travaux Publics et du Logement à l'honneur d'inviter les experts locaux et internationaux à participer à la compétition ouverte pour le projet de construction des bâtiments et de supervision du Ministère des Affaires Étrangères à Abu Dhabi. Tous les experts dans ce genre de travaux ou tous autres travaux similaires d'un coût de 50 millions de Dirhams E.A.U. et qui désirent participer à cette compétition sont invités à se procurer un dossier complet sur les conditions de la compétition et le programme au Département des appels d'Offre et des Contrats du Ministère des Travaux Publics et du Logement à Abu Dhabi et à Dubaï, pendant les jours ouvrables du samedi 16-2-1980 au jeudi 20-2-1980, de 8 heures à 14 heures, contre la somme de 3.000 (trois mille) Dirhams. Les offres doivent être soumises au Ministère à Al Butain, Abu Dhabi, au plus tard le dimanche 25-2-1980 à 12 heures.

Ministère des Travaux Publics et du Logement
Mohamed Khalifa AL KINDY.

COMMERCE EXTÉRIEUR

M. JÉRÔME MONOD EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU C.F.C.E.

Par arrêté publié au Journal officiel du 14 mars, M. Jérôme Monod, conseiller référendaire à la Cour des comptes, ancien secrétaire général du R.P.R. (de décembre 1976 à mars 1978) et vice-président de la Lyonnaise des eaux depuis le mois de juin 1979, a été nommé président du Centre français du commerce extérieur, en remplacement de M. Pierre Loygue, atteint par la limite d'âge.

AFFAIRES

NOUVEAU MOYEN DE PAIEMENT

Les « cartes à mémoire » vont être développées par dix banques et les P.T.T.

Dix établissements financiers (1) et le secrétariat d'Etat des P.T.T. viennent de constituer un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) pour étudier en commun le développement d'un nouvel instrument de paiement, la carte « à mémoire », a annoncé, mercredi 12 mars, à Monte-Carlo, M. Alain Le Corre, directeur général de la Chambre syndicale des banques populaires, à l'occasion de la deuxième convention de l'EFFMA (Association européenne de marketing financier) consacrée aux systèmes de financement et aux transactions électroniques de fonds.

Cette carte, dont les brevets de base ont été déposés en 1974 par une petite société française, innovatrice, intégrée sur le même principe qu'un simple carte de crédit ou microprocesseur offrant ainsi de multiples applications. Elle peut être notamment utilisée comme moyen de paiement. La banque « charge » d'un certain montant de crédit une carte, en accord avec la titulaire du compte. Introduite dans la lecture, encore baptisée « terminal point de vente », du commerçant, elle est « déchargée » du montant correspondant à l'achat, et le crédit est automatiquement remis à la banque. Elle est aussi « à mémoire » du commerçant.

Au congrès de l'EFFMA, plusieurs industriels ont présenté leurs matériels (cartes et lecteurs). C'est le cas de C.I.L. Honeywell-Bull, qui expose son « système CP 5 », et a distribué quatre cent cinquante de ses cartes expérimentales aux congressistes. De même Schlumberger, effectue des démonstrations de ses « terminaux point de vente ».

La création de ce G.I.E., a encore précisé M. Le Corre, a pour but d'éviter une « balkanisation des moyens de paiement ». Il sera intéressant de voir comment réagissent à cette initiative les trois banques nationales et le Crédit agricole, assez réticents jusqu'à présent aux cartes à mémoire.

De multiples applications

L'idée de ce G.I.E. était née au cours de l'été 1979, lorsque dix banques (C.I.C., C.C.F., Bred, Crédit mutuel, Crédit du Nord, Banques populaires) avaient lancé, conjointement avec la Direction générale des télécommunications, un appel d'offres pour la fourniture de terminaux points de vente utilisant des cartes à circuits intégrés et mémoire.

Si les établissements financiers sont intéressés par les applications bancaires, les P.T.T. envisagent pour leur part de multiples applications, notamment pour le :

(1) Banque régionale d'épargne et de dépôt, Caisse centrale du Crédit mutuel, Caisse des dépôts et consignations, Confédération nationale du Crédit mutuel, Crédit industriel et commercial, Chambre syndicale des banques populaires, Crédit commercial de France, Banque nationale des caisses d'épargne de France, Crédit du Nord, Banque de Paris et des Pays-Bas.

PREMIER FABRICANT MONDIAL DE SKIS

Rossignol annonce plusieurs jours de chômage partiel dans ses unités de production française

De notre correspondant

Grenoble. — La société Rossignol, premier fabricant mondial de skis, a annoncé, le jeudi 13 mars, que ses unités françaises de production observeront plusieurs jours de chômage partiel entre le mois d'avril et de juillet. Dans les usines américaines et canadiennes des « mesures spécifiques de réajustement de la production » seront prises. Avec deux millions de paires de skis vendus au cours de la saison 1979-1980, Rossignol détient près de 17 % du marché mondial. L'entreprise d'origine suisse a connu une expansion exceptionnelle au cours des années 70. L'augmentation en valeur de sa production a été de 30 % en 1976, 23,5 % en 1977, 14 % en 1978 et 1979, mais elle ne devrait atteindre que 5 à 6 % en 1980.

Le numéro un mondial de la fixation de skis, l'entreprise Salomon, qui exporte 85 % de sa production, connaît également quelques difficultés : « Le temps de la croissance a deux chiffres est terminé ». L'expansion de la société, qui fut ces dernières années d'environ 15 %, ne devrait pas dépasser 5 % en 1980. Salomon a déjà procédé ces derniers mois à des licenciements dans ses usines d'Annecy. M. Georges Salomon, le président-directeur général de l'entreprise, explique que :

« Les difficultés de la société Rossignol, parvenues depuis plusieurs mois à leur apogée, ont entraîné la chute de son chiffre d'affaires de 50 % de sa valeur en 1979, tombant à une série d'éléments que la société résume ainsi : La faiblesse du dollar, la hausse des taux d'intérêt, le perte de marge commerciale sur les ventes de skis en France (en raison des prix d'appel), le manque de neige dans l'est des Etats-Unis et l'achèvement de la branche tennis-club-Atlantic entraînant un ralentissement du chiffre d'affaires. Reculé également au développement des activités nouvelles, qui entraînent des coûts supplémentaires ».

Il existe cependant d'autres facteurs qui ne figurent pas dans cette énumération. En fait, il semble que la société ait subi quelque peu les effets de la crise des ventes de skis. Rossignol s'est fait surprendre par l'explosion des skis « compacts », proposés par les marques étrangères. Les Autrichiens (Fischer, Atomic), les Américains (K2, Roy), les Italiens (Maxi), se sont engouffrés dans la brèche et ont même pénétré en force sur le marché français. De même, Rossignol n'a pas réussi à se créer un véritable réseau de « skis intermédiaires » apparus plus récemment. Bref, comme l'explique un détaillant, « Rossignol n'a pas su, ces dernières années, sortir des skis qui frappent le client ».

Rossignol a sans doute également pâti de piteuses performances des skieurs français de ski. Même si la firme équipe des coureurs étrangers, son nom reste associé, pour le public, qu'elle la vaille ou non, à l'équipe de France. Ajoutons, enfin, que la diversification de la firme dans le tennis n'a pas donné les résultats escomptés. — J.-M. Q.

LE PRINTEMPS A ACQUIS 8 % DU CAPITAL DE VINIPRIX

La société le Printemps a annoncé, probablement sur injonction de la Commission des opérations de bourse, qu'elle avait acquis environ 8 % du capital de Viniprix au cours de ces dernières semaines. Un paquet de quarante mille actions (environ 8 % du capital) a été acheté le 22 février dernier, le nom du vendeur n'ayant pas été révélé.

L'entrée du groupe Maus-Nord dans le capital de Viniprix a été effectuée avec l'accord des principaux actionnaires de cette société : la banque Lazare et la famille Berthiaud.

Cette opération devrait permettre de couper court aux rumeurs d'O.P.A. (offre publique d'achat) dont Viniprix était périodiquement l'objet depuis plusieurs mois dans les milieux boursiers. L'objet essentiel de cette nouvelle alliance vise à mettre à l'abri des convoitises la très profitable société Euro-marché détenue à concurrence de 53 % par Viniprix et 25 % par le Printemps. Il n'est d'ailleurs pas exclu que ce dernier tente encore d'accroître sa participation dans le capital de Viniprix.

AUTOMOBILE

M. HENRY FORD II QUITTE LA PRÉSIDENCE DE SON GROUPE

M. Henry Ford II, qui est âgé de soixante-deux ans, a démissionné, jeudi 13 mars, de son poste de président du conseil d'administration de la firme automobile qui porte son nom, et qui avait été fondée, il y a soixante-dix ans, par son grand-père. Il a été remplacé par M. Philip Caldwell, qui lui avait déjà succédé en octobre 1979 au poste de directeur général (le Monde du 2 octobre 1979).

DÉMOGRAPHIE

755 000 NAISSANCES EN FRANCE EN 1979

Population et société, bulletin de l'Institut national d'études démographiques (INED), publie les statistiques démographiques pour l'année 1979 en France. Ces statistiques sont très proches des estimations publiées récemment (le Monde du 9 janvier). Le nombre des naissances a été de 755 000, contre 736 000 en 1978, et celui des mariages de 340 000, contre 324 000 l'année précédente. L'indicateur conjoncturel de fécondité est passé de 1,83 enfant par femme en 1978 à 1,86. La proportion des naissances hors mariage continue de croître : 7 % en 1970, 8,8 % en 1977. La population de la France est passée de 53 373 000 au 1^{er} janvier 1979 à 53 583 000 au 1^{er} janvier 1980.

SOCIAL

Après la grève d'octobre-novembre 1979 chez Alstom

La direction réclame six millions de francs aux syndicats

De notre correspondant

Belfort. — 5,916 millions de francs, tel est le montant de la facture dont la direction générale du groupe Alstom-Atlantique réclame le règlement aux syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.T.-UGICT. « Insurgés » et « organisateurs » de la grève qui a paralysé l'usine Alstom de Belfort entre le 27 septembre et le 22 novembre 1979. L'assignation devant le tribunal de grande instance de Belfort a été faite mercredi 12 mars.

Dans un texte de plus de trois pages, la direction générale réaffirme ce qu'elle a toujours dit : la « grève du centenaire », caractérisée par l'occupation de l'usine, était une « entrave complète opérée à la liberté du travail des non-bénéficiaires » et elle énumère les charges relevées contre les syndicats cités en justice :

— Ceux-ci ont choisi la date du centenaire de l'usine pour donner un mot d'ordre de grève ; — Ils ont pris une « part prépondérante dans le déclenchement et les modalités d'organisation de la grève » (la direction générale cite un tract C.G.T. du 1^{er} octobre 1979) ; — Ils ne se sont jamais déclarés contre l'occupation de l'usine et ont refusé de la condamner dans le cadre des négociations qui eurent lieu.

La direction générale en conclut que la grève constitue une « faute », faute qui comporte « un préjudice distinct de celui qu'un mouvement de grève légitime aurait provoqué ». Alstom demande des réparations, mais « limite son action aux syndicats insurgés », à l'exclusion des personnes physiques. — Bénéficiaires de préjudices subis : 1 franc pour le préjudice moral et commercial ; 4 millions 746 500 F pour le « préjudice résultant de la perte de chiffre d'affaires » ; 1 000 000 F pour le préjudice en location de locaux de

PATRICE MALINA.

LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les propositions du gouvernement sont accueillies favorablement par les syndicats, C.G.T. exceptée

Les négociations salariales 1980 dans la fonction publique, qui avaient assez mal commencé (le Monde du 7 mars), ont nettement progressé ce vendredi 14 mars au cours de la troisième réunion de l'année. M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique, a eu effet, à la fin des propositions qui ont été accueillies avec faveur par les représentants des fédérations de fonctionnaires, C.G.T. exceptée.

Pour 1980, il ne s'agit — les 2 600 000 agents de l'Etat le savent — que du maintien du pouvoir d'achat, sauf pour les plus basses catégories où il y aura peut-être progression, mais un maintien réel. Aussi M. Dominati a-t-il proposé le mécanisme suivant :

● Réajustement au 1^{er} juin : Total des hausses de prix de janvier à avril inclus, moins la hausse de salaire du 1^{er} mars, et plus un coefficient correcteur fixé à 0,9. Exemple : 4,9 % d'inflation (1,9 % de janvier, 1,9 % de février, 1,1 % de mars) moins 1 % pour les autres mois = 2,5 % (augmentation des traitements au 1^{er} mars) = 2,4 % + 1 % « correcteur » = 3,4 % d'augmentation du salaire au 1^{er} juin.

● Réajustement au 1^{er} septembre et au 1^{er} décembre. — La même méthode est appliquée : total de l'inflation connue, moins les hausses de salaires intervenues entre-temps, plus le coefficient correcteur de 1 %. En fin de l'année 1981, une mesure automatique de réajustement final est prise. La C.G.T. a refusé en bloc ces

M. JACQUES BARROT MET EN GARDE LES MÉDECINS CONTRE TOUTE MAJORATION UNILATÉRALE DES HONORAIRES

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a annoncé, jeudi 13 mars, une mise en garde aux organisations de médecins qui ont décidé d'augmenter unilatéralement leurs barèmes d'honoraires.

« Par ces mesures unilatérales, affirme le ministre dans une déclaration, ces organisations ont pris la responsabilité de se placer délibérément en dehors des dispositions de la convention en vigueur. » Elles ont également « pris le risque de retarder l'issue des négociations engagées entre les médecins et les caisses nationales de Sécurité sociale pour aboutir au renouvellement des relations conventionnelles ».

« De surcroît, dit-il, elles ont accepté de pénaliser indûment les assurés sociaux dont les remboursements de soins de santé continuent d'être calculés sur la base des seuls tarifs qui résultent de l'application de la loi. » Le ministre demande aux présidents des caisses d'assurance-maladie de « s'assurer que les différences des tarifs réglementaires et les dispositions conventionnelles en vigueur ».

Du côté des caisses, on s'inquiète de l'attitude de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) qui risque de nuire au déroulement des négociations sur le renouvellement de la convention à un moment où elle entre dans sa phase finale, la plus délicate.

BROCANTE DU BATIMENT
CHEMINÉES, CARRELAGES, TUILES, POUTRES, STATUES.

OPERATION
«VITRINE OUVERTE»



Pour fêter la rénovation de ses 3000m² d'exposition, la Brocante du Bâtiment propose une réduction exceptionnelle de 20% sur toutes ses cheminées. Moins 20% sur les prix déjà moins chers que les copies. Moins 20% sur toute la collection et sur des nouveautés comme les cheminées en marbre début de siècle et les cheminées en bois.

BROCANTE DU BATIMENT
128, QUAI DE JEMMAPES
75010 PARIS. TEL: 203.47.51.

Ouvert tous les jours, même le dimanche, de 9 h à 19 h sans interruption.
Nocturne le jeudi jusqu'à 22 h.

-20% SUR TOUTES LES CHEMINÉES JUSQU'AU 23/3/80

L'authentique moins cher que la copie.

مكذوب من الأصل

SOCIAL

POINT DE VUE

L'expression des salariés : une façon neuve de vivre le travail quotidien

par HENRI MONOD (*)

A l'ordre du jour des réflexions sociales des chefs d'entreprise en ce début d'année : l'expression des salariés. Ce thème, évoqué à l'automne, lors de la traditionnelle rentrée sociale, s'est estompé depuis. Il resurgit, porté principalement par deux organisations syndicales, la C.F.D.T. et Force ouvrière, que le patronat a accepté de recevoir. Le gouvernement, quant à lui, s'inscrit cette question au nombre de ses priorités. Il existe donc, apparemment, un consensus assez large sur la nécessité de favoriser l'expression des salariés dans l'entreprise.

Pour un chef d'entreprise, cette invite suscite au moins deux attitudes : l'étonnement d'abord, l'interrogation ensuite.

L'étonnement, parce qu'une vue rapide des choses semble montrer que l'expression n'est guère bridée sur le lieu de travail. Au demeurant, favoriser l'expression des salariés dans l'entreprise paraît un objectif peu contestable de la politique

sociale dont on peut effectivement se demander en quel il est aujourd'hui encore un objet de débat.

En effet, l'inspiration de la construction juridique, réglementaire, contractuelle, de tout un pan de notre droit social est directement, depuis un demi-siècle, issue de cette préoccupation.

Quel autre motif a eu la mise en place successive des délégués du personnel, des comités d'entreprise, des comités d'hygiène et de sécurité, plus récemment des sections syndicales d'entreprise ? Au même rythme que se développaient les structures du dialogue social interne, se multipliaient aussi les motifs de dialogue : plan de formation professionnelle, rapport annuel sur l'amélioration des conditions de travail, bilan social, pour ne parler que de l'évolution la plus immédiate et contemporaine.

Au moins dans l'esprit de leurs

promoteurs, ces mesures étaient bien de nature à favoriser l'expression des aspirations des salariés dans l'entreprise.

Remettre ce sujet à l'ordre du jour constituerait-il donc une sorte de constat d'échec ?

Sûrement non ! Et c'est ce qui doit nous conduire à nous interroger.

A la vérité, l'expression dans l'entreprise a été vécue, jusqu'à maintenant, sous une forme essentiellement médiatisée. La raison en était simple et tenait dans le postulat selon lequel les salariés, conçus comme un tout, ne pouvaient exprimer, au sein de l'entreprise, que des aspirations collectives (éventuellement catégorielles) et d'ordre principalement quantitatif. L'émergence progressive de demandes à caractère plus qualitatif doit nécessairement nous amener à repenser le schéma du dialogue social interne de l'entreprise.

C'est pourquoi, à côté des canaux d'expression traditionnels, qui conservent toute leur utilité pour véhiculer les demandes, les avis ou les revendications de portée générale, il devient urgent de créer les conditions d'une expression plus directe, plus personnelle, plus affinée des salariés sur leur lieu de travail.

A ce titre, l'expérience que nous avons menée chez Roussel-Uclaf depuis maintenant près de quatre ans s'est révélée assez largement positive.

C'est en 1975 qu'ont eu lieu les premières réunions d'échanges dans les usines chimiques du groupe. Il s'agissait d'abord de créer les conditions d'un développement favorable de l'initiative. Mais, aujourd'hui, l'acquis est là. Paradoxalement, au sein d'une cellule de travail, que ce soit le service ou l'atelier, un responsable (cadre ou agent de maîtrise) réunit son personnel, une quinzaine de personnes au total, pendant une heure à une heure et demie. Chacun pose les questions qui le préoccupent : conditions de travail, équipement du temps de travail, édp-

tailons qu'implique le lancement de nouvelles fabrications... Chacun débute, propose et suggère. Certains groupes concrétisent leurs réflexions par la rédaction d'un compte rendu. D'autres non. Dans tous les cas, le responsable s'efforce de répondre à cet ensemble d'interrogations qui se fait jour. La hiérarchie y gagne une image plus concrète du climat social et une conception enrichie de son rôle. Les salariés, quant à eux, y trouvent la possibilité de s'exprimer individuellement, de mieux se faire entendre et d'engager un dialogue constructif profitable à chacun et à tous.

La réunion d'échanges s'est ainsi révélée l'une des composantes importantes de la communication interne.

Qu'en conclure enfin que l'action doit être poursuivie et étendue. Elle doit, cependant, pour réussir, s'inspirer de quelques principes élémentaires.

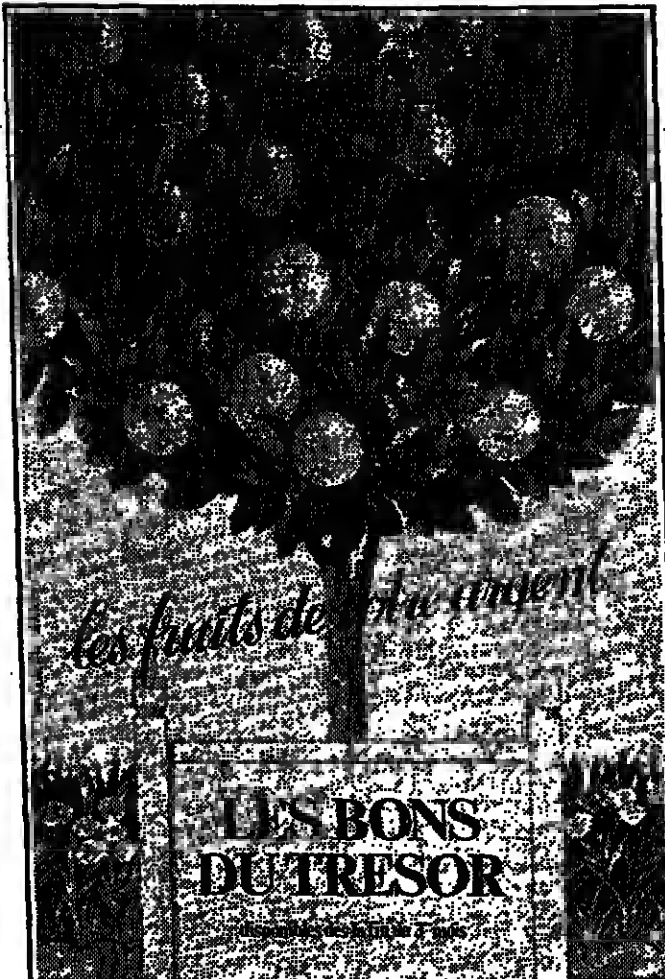
D'abord, si, comme toutes les activités qui intéressent des groupes, l'expression des salariés, dans l'entreprise, doit être organisée, elle ne supporte, par contre, ni les structures trop strictes ni les procédures trop lourdes.

Ensuite, il convient que le dialogue demeure concret. C'est-à-dire centré sur l'environnement de travail immédiat. L'atelier, le service, paraissent donc le niveau souhaitable de localisation de ce type de relation.

S'agissant d'un état d'esprit à faire naître, il faut aussi prendre le temps d'expérimenter, de convaincre, de former, de prêcher par l'exemple. Enfin, puisque c'est l'expression directe que nous voulons favoriser, il faut constamment veiller à ne pas laisser se créer, tout naturellement, des porte-parole de fait, préjudiciable à la monopolisation du dialogue.

Tout cela n'est sans doute pas simple, mais c'est à ce prix que favoriser l'expression directe des salariés dans l'entreprise devient autre chose qu'une exhortation, mieux qu'une idée séduisante : une façon neuve de vivre le travail quotidien.

(*) Directeur général, membre du directoire de Roussel-Uclaf.



Intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans jusqu'à **10,50%** (taux actuariel brut pour un placement à 5 ans)

Mini à Maxi tailles.

du 37 au 50 plusieurs largeurs.

Jean Thiot

Le spécialiste du pied difficile à chauser.

17, rue du Louvre 75001 (M^o Halles)
97, rue d'Alsée 75014 (M^o Alsée)
82, bd Haussmann 75008 (M^o Saint-Lazare, Havre Caumartin, Auber).



DIAMANT
PATRIMOINE
FAMILIARISER L'INVESTISSEMENT
LE BIEN-ÊTRE

RENSEIGNEZ-VOUS
— QUEL PEUT-ÊTRE INVESTIR DANS UN DIAMANT ?
— A QUEL MOMENT DOIT-ON RÉVENDRE ?
— QUEL EST LE POURCENTAGE DE L'ÉROSION MONÉTAIRE FACE AU LEGAL ?
— L'ANONYMAT EST-IL LESE ?

CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL
18, CHAMPS-ÉLYSÉES
75008 PARIS

Pour recevoir une information, retourner ce coupon ou votre carte

Nom Tél.
Adresse
Code Ville



POUR CEUX QUI VEULENT COMPTER PLUS

Il y a 26 millions de tous âges et de toutes conditions sociales qui font vivre leur argent à la Caisse d'Épargne Ecureuil, à leur profit et au bénéfice de tous.

Dans un climat d'accueil attentif et personnalisé, ils apprécient les produits et services qui leur sont proposés : des produits sûrs et d'un bon rapport.

Mais ils sont également satisfaits de savoir que les fonds des Caisse d'Épargne permettent d'assurer au meilleur compte le développement de leur région et le financement d'équipements d'intérêt national, tout en allégeant leurs impôts locaux.

Épargnants avisés et soucieux du bien-être de leur collectivité, ce sont des citoyens qui veulent compter plus.

<p>• LIVRET A Une épargne souple, sûre et qui supporte, pour de l'argent, toujours disponible. Chaque membre de la famille peut avoir un Livret A.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : Intérêts 6,50% exonérés d'impôt. Plafond : 45.000 F</p>	<p>• PLAN ÉPARGNE-LOGEMENT : C'est un placement de haute rentabilité qui en outre, vous offre, lui aussi, la possibilité d'obtenir des prêts... à des taux "Ecureuil".</p> <p>POUR COMPTER PLUS : Intérêts jusqu'à 7,50% exonérés d'impôt, + prêts : principal 5,25%, complémentaire 10,75%, personnel 12,75% pour le logement existant 11,90%.</p>
<p>• LIVRET ÉPARGNE-LOGEMENT : Au bout de 18 mois, le Livret Épargne-Logement vous permet d'obtenir, avec un minimum d'intérêts acquis, un prêt à un taux particulièrement réduit.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : Intérêts et primes exonérés d'impôt : principal 4,75%, complémentaire 10,75%, personnel 12,75% pour le logement existant 11,90%.</p>	<p>• PRETS DE SECOURS : Aux prêts accordés dans le cadre de l'Épargne-Logement s'ajoute toute une gamme de prêts sans épargne préalable : prêt personnel, prêt conventionné, prêt au logement existant, prêt économie d'énergie.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : variété des taux et compétitivité.</p>
<p>• BONS D'ÉPARGNE : Un placement original qui allie la rentabilité à la discrétion.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : des "billets" qui rapportent jusqu'à 10,50%.</p>	<p>• LIVRET BOURSE-INVESTISSEMENTS : C'est pour vous l'accès à la Bourse, et vous bénéficiez de l'expérience de la Caisse des Dépôts et Consignations.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : une épargne déductible des revenus imposables.</p>
<p>• LE COMPTE-CHEQUES ECUREUIL : Un outil pratique et sûr pour la gestion quotidienne de votre budget.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : la confiance et la garantie Ecureuil.</p>	<p>• EPARGNE : Une assurance qui garantit un capital important par rapport aux primes versées.</p> <p>POUR COMPTER PLUS : simplicité, souplesse et faible coût.</p>

Chiffres valables au 31-01-80. Régime spécial en Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle.

CAISSE D'ÉPARGNE



